

HISTOIRE POLITIQUE DU SIECLE

Où se voit développée la conduite de
toutes les Cours, d'un Traité à l'autre,
depuis la Paix de WESTPHALIE,
jusqu'à la dernière Paix d'AIX LA
CHAPELLE inclusivement.

Avec une Préface, où l'Editeur du Testament
Pol. du C. Albéroni répond à ses Critiques.

PREMIERE PARTIE.

*Tros, Rutulusve fuat, nullo discrimine
habebo. Virg. Eneid.*



A L O N D R E S

Aux dépens de la Compagnie.

M D C C. L I V.





A MONSIEUR
HUMBERSTON
GENTILHOMME
ANGLAIS.

MONSIEUR.

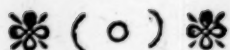
PUIS que je vous dois l'idée de ce
petit Ouvrage, sa fortune vous
intéresse autant que moi; &
vous ne sauriez refuser de m'aider à la
lui faire. Puisque vous le Jugés digne
d'être donné au Public, il faut que
vous me permettiez de vous le dédier.



C'est surtout chez les Anglois que qui-
conque protège les Lettres les cultive.
Le suffrage d'un Amateur de votre
Nation est tenu en Europe pour le Ju-
gement d'un Connoisseur. Si vous re-
connoissez votre plan dans l'exécution,
je ne doute pas que le Public, en vous
faisant honneur de celui-là, ne me
tienne compte de celle-ci.

Comme on ne pense pas en Angle-
terre que l'Histoire doive se taire sur les
Vivans, & ne point parler défavanta-
geusement des Morts, je ne vous ferai
pas, MONSIEUR, mon Apologie sur
l'impartiale sincérité, qui fait le prin-
cipal mérite de mon travail. L'His-
toire, vous le sçavez, est le récit vé-
ritable du passé, peu importe que ce
soit celui d'un Siècle, ou celui d'un
Lustre. Thucidide écrivoit celui de
son temps: Tacite avoit pû voir la plu-
part des personnages dont il parle: Le
Président de Thou avoit pû être té-
moin de la moitié des événemens,
dont il done l'Histoire la plus détaillée.

3 Dans



Dans une Histoire politique, on doit faire abstraction de toutes les qualités bonnes & mauvaises, qui n'appartiennent pas à l'homme d'Etat. Cromwel fût un méchant homme. Jaques I fût un Prince lettré; & Jaques II. un Prince pieux. Louis XIV fût le Monarque le mieux pourvû de qualités brillantes : Guillaume III son rival de gloire & d'ambition, en eût très peu de cette espèce. Tandis qu'un Historien Courtisan aura raison de placer Louis XIV au rang des plus fameux Rois : Tandis qu'un Homme de Collège fera son Heros de Jaques I, & que les Ecclésiastiques canoniseront Jacques II, Cromwel & Guillaume seront de plus grands hommes aux yeux des Politiques.

Quel seroit donc le ressort de la noble émulation des Souverains & de leurs Ministres, si l'Histoire devoit se taire sur leur administration, ou n'en parler qu'avantageusement ? Il est besoin, MONSIEUR, d'une imagination

† 3

bien



bien forte, pour remuer l'ame sur les louanges & le blame de la postérité; & d'ailleurs la récompense est bien foible pour le Souverain qui sacrifie son repos & ses plaisirs au bien de ses Peuples, la punition est bien légère pour le Ministre qui sacrifie le bien de l'Etat à ses passions, lorsqu'elle n'a lieu qu'après leur mort. Cependant on va jusqu'à vouloir priver le premier de celle-là, & mettre l'autre à couvert de celle-ci !

Mais si dans ce Siècle, qu'on nomme, je ne sçai si c'est à bon titre, le Siècle de la raison illuminée, les Princes & les Ministres alloient en croire les Philosophes, qui mettent au nombre des préjugés de l'éducation l'estime du suffrage de la postérité ; si, dis-je, ils venoient à compter pour rien le jugement qu'on portera d'eux, lorsqu'ils ne seront plus ; la loi, qui défend à l'Histoire de parler des vivans, les réduiroit donc à n'avoir d'autre appas pour le bien, d'autre frein pour le mal, que le Paradis & l'Enfer.

Les



Les Souverains dignes du Sceptre
sont en plus grand nombre que jamais
en Europe. Il y va de leur bonheur de
mettre en loi, qu'on doit parler des
Princes & de leurs Ministres avec au-
tant de verité que de respect. Autre-
ment, ils perdent l'unique récompense
qu'ils puissent recevoir en cette vie de
leurs Vertus & de leurs Talens.

Je ne sçai, MONSIEUR, comment
je suis tombé dans des reflexions de
morale politique, en parlant à une
personne qui les sçait si bien faire. Je
ne les croirai pourtant point un hors
d'œuvre, si vous leur reconnoissez
quelqu'affinité avec les vôtres.

J'ai l'honneur d'être avec la plus
respectueuse considération,

MONSIEUR,

Votre très humble & très
obéissant Serviteur.

De B. M.

the following is a list of the
names of the persons who
were present at the
meeting of the
committee on
the 10th of
the month of
the year 1861.

The names of the persons
who were present at the
meeting of the
committee on
the 10th of
the month of
the year 1861.

The names of the persons
who were present at the
meeting of the
committee on
the 10th of
the month of
the year 1861.



PREFACE

*Où l'Auteur répond aux
Critiques du Test. Pol.
du Card. Albéroni.*

CE morceau d'Histoire est
d'une espèce unique , &
& d'un goût nouveau. Je
ai travaillé à la sollicitation, &
après le plan d'un de ces Hom-
mes estimables , qui ont le
courage de sacrifier l'amour du
Sol natal au desir d'être utiles à
la Patrie ; & qui , dans l'âge des
loisirs , leur préfèrent la fati-
gue des voïages , qui doivent
éclairer sur les préjugés na-
tionaux , perfectionner leurs

II P R E F A C E.

talens naturels , & leur donner cette connoissance pratique de l'esprit & du caractère des différens climats , sans laquelle un Homme d'Etat n'est qu'un Sçavant de cabinet.

Mr. Humberston , Gentilhomme Anglois , qui a moins voïagé pour le plaisir des yeux, que pour celui de l'esprit, m'ayant marqué combien il étoit peu satisfait des meilleurs Historiens du Siècle , dont l'Etude des Cours de l'Europe lui faisoit reconnoître tantôt la prévention , tantôt la complaisance intéressée, m'invita à exécuter le tableau, dont ils n'ont donné que des esquisses tronquées. Il croïoit qu'un homme isolé dans le monde , étoit seul capable de représenter au naturel les pièces d'une machine dont chacun des peuples qui la font jouër, a intérêt de masquer

P R E F A C E. III

quelque ressort; & il lui sembla que de tous ceux à qui le Gouvernement, sous lequel ils vivent, laisse la liberté de penser & d'écrire sur les affaires générales, le Suisse étoit le seul, qui pût afficher une parfaite impartialité.

En effet l'Anglois & le Hollandois oseront peut être dire des vérités odieuses, que le Suisse estimera prudent de taire. Mais la vérité que ceux-là sont incapables de retenir par timidité, l'esprit de parti la leur fera altérer; & fidèles à l'intérêt de leur Patrie, ils refuseront de présenter les choses sous le véritable jour, qui lui seroit désavantageux. Le Suisse n'a point ces entraves. Sujet d'un Souverain, qui fait être sans ambition, avec de grandes forces, aimer & conserver la paix,

IV P R E F A C E.

tandis que ceux qui vivent sous
ses loix ont un goût décidé, &
des talens particuliers pour la
guerre. Il est abandonné à l'in-
différence, essentielle à un
observateur exact. C'est un Ré-
publicain, dont tous les devoirs
& toutes les passions sont rap-
pellés à la défense & à l'amour
d'une Patrie, que toutes les
Puissances de l'Europe ont
intérêt de conserver, ou de
ménager. Ses Maîtres, sans
intérêt particulier dans les què-
relles générales, lui permettent
également, ou d'ignorer qu'el-
les existent, ou de le sçavoir
sans y prendre part, ou de prê-
ter son bras à celui des deux par-
tis, pour lequel son inclination
le décide.

Tel devoit être l'homme,
que les loix anciennes admet-
toient à écrire l'Histoire. Elles
vou-

P R E F A C E v

vouloient qu'il fût en état d'oser dire , & ne pas altérer , la vérité. Sans doute que le Public *de la vieille roche* , ce Public, chez qui Cicéron & Quintilien ont encore quelque crédit , me tiendra compte de cette qualité fondamentale. Mais je dois appréhender qu'elle ne soit absolument méprisée par ce nombreux Public possédé de la manie de la mode , & dont le nouveau Législateur de la République des lettres est en possession de régler les Suffrages. Que lui importe l'impartialité d'un Historien ? *s'écrie l'illustre Voltaire* , s'il * n'est pas permis à l'Histoire de parler des vivans : S'il lui est défendu de parler déavantageusement des morts :
Si

* Ce sont les paroles de Mr. de V. dans ses Lettres pour servir de Supplément au Siècle de Louis XIV. & dans son Examen du Test. P. du C. Albéroni.

Si l'Historien ne doit voir, dans le Général qui a fait des fautes, que l'honnête homme, qui n'en a point fait dans la Société, qui a été fidèle à l'amitié, genereux, bienfaisant : Si dans le Ministre incapable & présomptueux il ne doit considérer que l'honnête homme, l'homme modéré?

Voilà l'Histoire réduite au panégyrique, si pour le bien de la République des lettres, & pour son honneur propre, Mr. de Voltaire ne dépose à quelque Hôtel de Ville un certificat de sa maladie, lorsqu'il écrit son supplément, au Siècle de Louis XIV. & son Examen du Testament Pol. du Card. Alberoni. L'Historien de Charles XII. qui se glorifie d'avoir été remercié par ceux dont-il fit mention dans son Histoire : qui ne s'excuse auprès des Hambourgeois,

de

P R E F A C E. vii

de leur avoir imputé la plus affreuse barbarie, que sur la vérité du fait : l'Ecrivain du Tableau de l'Europe, jusqu'en 1750. l'Historien futur de la guerre de 1741; enfin l'Historiographe de Louis XV. ne peut alléguer qu'une entière absence de mémoire, pour se faire pardonner d'avoir dit qu'il n'est pas permis à l'Histoire de parler des vivans. Car un génie de cet ordre ne comporte point une absence de Jugement.

Je n'entends jamais Mr. de Voltaire dogmatifer dans la République des lettres, que je ne me représente le Cardinal de Retz haranguant au Parlement de Paris. Lorsque quelque nouvel intérêt obligeoit ce Prélat à changer de langage, ou bien quand il avoit à se justifier du mauvais succès de quelque manœuvre,

VIII P R E F A C E.

nœuvre, il avoit en main quelque Apophtègme ancien, qu'il forgeoit sur le champ, & qu'il débitoit d'un ton sententieux. Il croïoit avoir battus les antagonistes, lorsqu'il leur avoit dit qu'il leur répondoit d'après un grand homme de l'antiquité. *L'Histoire*, dit Mr. de Voltaire, *doit imiter les Jugemens de l'Égypte, qui ne décidoient du mérite des Citoyens, que lorsqu'ils n'étoient plus.* Voilà bien le Cardinal de Retz, qui donne une maxime de l'antiquité à vérifier aux Conseillers des Enquêtes de son temps. Les Égyptiens pouffoient la sévérité dans les mœurs, jusqu'à instruire en forme le procès des morts, afin de punir sur le cadavre les fautes que le vivant auroit fû dérober à la Justice: *Ergo*, dit le Conséquent Voltaire, les Égip-

P R E F A C E. IX

Egiptiens ne décidoient du mérite des Citoïens, que lorsqu'ils n'étoient plus. Qui raisonne de cette façon n'est certes pas une machine à raisonnemens.

Je ne sçai pas à propos de quoi Mr. de Voltaire s'avise de donner les règles de l'Histoire, pour autoriser sa Censure du Test. Pol. d'Albéroni, lui qui dit de ce livre, qu'il est plus pour les Politiques, que pour les Historiens. L'Editeur donne les raisonnemens du Cardinal. Que lui fait ce que des hommes, qu'on ne nomme pas, ont dit? Il est non seulement possible, mais même très vrai, que les entreprises, que le feu Cardinal juge mal digerées, aient parû le comble de la vraisemblance à des gens qui auront plus de réputation que lui, dans la postérité. Mais le Cardinal
rai-

x P R E F A C E.

raisonne de sens froid, & après coup. Quiconque veut mettre à néant le Jugement que porte cette Eminence, doit prouver, non pas qu'elle raisonne différemment de plusieurs grands hommes; mais qu'elle raisonne mal. J'en appelle à l'illustre Voltaire lui même. On se souviendra de Le Tellier, de Louvois, du Père la Chaise, du Conseil de Louis XIV, qui opinèrent pour la révocation de l'Edit de Nantes; & on aura entièrement oublié Gourville, qui la regardoit comme un grand malheur pour la France. Cependant Louis XIV, ses Ministres, & son Confesseur se sont trompés, & Gourville avoit raison.

Je suis bien éloigné de me faire le Champion du Cardinal Alberoni. Ceux qui ont lû avec attention ses idées & ses raisons

ne.

P R E F A C E. XI

nemens, que j'ai publiés, sous le titre de son Testament Politique, me rendent la Justice de reconnoître que j'ai donné à chaque Chapitre le stile qui lui convenoit; & ils auroient pris pour une insulte la protestation, que j'aurois mise en marge, de ma parfaite neutralité. C'eut été marquer une défiance injurieuse de leur discernement. Je laisse à quelque la Baumelle officieux à mettre au bas des pages : *Le Cardinal est en colère. Le C. est prevenu. Le C. est indiscret. Le C. manque de politesse. Le C. n'a pas de foi à la Gazette. Le C. est mort trop tôt, on lui auroit encore appris bien des choses.*

Le Chapitre XII. est écrit avec ce feu & cette rapidité, qui peignent un spéculatif si fort livré à ses idées, qu'il ne voit qu'elles, & ne réfléchit que sur les

XII P R E F A C E

les rapports qu'il leur a assignés. Sa plume semble emportée par son imagination : C'est un torrent, qui roule avec violence, & ne sçauroit être retardé par les digues qui devroient l'arrêter. Les Jugemens d'un politique de cette espèce ne sont point des arrêts sans appel ; & le Cardinal Albéroni fût-il grand homme, mille fois plus que ceux dont il examine la conduite, son nom ne donneroit pas le moindre poids à ses raisons. Chaque lecteur, ou leur répond sur le champ, ou se réserve le plus ample informé.

Le Testament Politique d'Alberoni étant d'une toute autre espèce que les livres de ce titre, qui l'ont précédé, il ne doit point souffrir de la destinée que le Public judicieux a faite à ces derniers ; à moins que ce ne soit

P R E F A C E. XIII

soit sur le titre, qu'on juge main-
 tenant des livres. J'abandonne
 à leur propre confusion les pe-
 tits Critiques qui ont osé pro-
 duire leur censure dans ce goût.
 Incapables de blamer, comme
 de louer, avec discernement, ils
 ont droit de prétendre, de qui-
 conque daigne lire ce qu'ils écri-
 vent, qu'il soit content d'eux
 pourvu qu'ils noircissent du pa-
 pier ; & je les récompenserois,
 au lieu de les punir, en daignant
 leur répondre. Mais qu'il me
 soit permis de plaider contre
 l'illustre Voltaire. Ce seroit in-
 sulter ce grand homme de ne
 pas lui témoigner craindre la
 propagation de ses opinions. Je
 laisse, il est vrai, les idées &
 les raisonnemens du Cardinal se
 faire leur sort. Cependant,
 puisque je les ai jugés dignes
 d'être recueillis, j'ai quelque in-
 térêt

XIV P R E F A C E.

tèrèt à repouffer le ridicule , dont on a effaié de les couvrir ; & l'équité exige de moi , que , fi réellement mon travail est blamable , je n'en laiffe pas tomber le blâme sur qui n'y a eu aucune part.

Mr. de Voltaire sçait mauvais gré au Cardinal de ne s'être pas adressé à lui , pour apprendre bien des choses , qu'il ignoroit. S'il eut été question de redresser Son Eminence , j'ose dire que j'étois autant en état de le faire que celui qui s'y offre. L'obscurité de mes études n'auroit point fait un préjugé contre moi ; parce qu'on sçait que ce n'est pas dans les lettres & les Mémoires des bureaux des Ministres , que se trouve la fidélité de l'Histoire. On sçait qu'au contraire ils fournissent à l'entretien des Tedeum problématiques,

P R E F A C E. xv

iques, & qu'un Historien qui
 y prendroit les materiaux de
 l'Histoire d'une guerre, seroit
 un pauvre Historien. Je don-
 nois les idées d'Alberoni; &
 je ne devois point y joindre les
 miennes. L'illustre General,
 pour qui Mr. de Voltaire, s'est
 avisé de faire assaut contre la
 saine Eminence, auroit dû me
 punir, si je m'étois ingeré d'être
 son Avocat. Le Cardinal
 étoit d'un rang à pouvoir s'en-
 tretenir avec liberté des plus
 grands hommes de l'Europe;
 & puisque je n'écrivois point
 une Histoire, je devois me tenir
 à la distance où il a plû à la for-
 tune de me placer d'eux. En un
 mot le Cardinal Alberoni parloit
 de ses Egaux: Il me conve-
 noit de me taire.

Serai-je reçu à apprendre
 quelque chose au Sçavant qui
 en

XVI P R E F A C E.

en auroit tant appris au Cardinal Alberoni? Daignés, Mr. de Voltaire m'écouter vous dire qu'il n'est pas donné à un homme d'exceller en tout genre; & qu'il est aussi peu séant à Voltaire de vouloir faire leçon de Politique au Cardinal Alberoni, qu'à la Baumelle de prétendre enseigner le François à Voltaire.

Vous étiez sans doute malade, Monsieur, lorsque vous avez crû reconnoître le stile de M. l'Abbé de Montgon dans le Testament Politique. Si vous étiez revenu de la maladie, qui a pensé mettre les Muses Françaises en deuil, il vous faut avouer que l'envie de paroître avoir raison un instant, vous a fait faire un grand sacrifice de votre Judiciaire. Après avoir donné pour Confrères au Crispin de Geronte tous les Editeurs des Testaments

P R E F A C E. xvii

mens Politiques, vous n'aviez garde de regarder comme un Testament olographe celui dont la minute n'étoit dans aucun Greffe d'Hôtel de ville. Quoique vous vous vissiez obligé de convenir que l'Editeur de celui-ci a été dans l'impossibilité absolue de faire un pareil dépôt dans les Archives publiques : Vous ne vouliez pas abroger la loi qu'il a été de votre bon plaisir de promulguer. Ainsi, il falloit de toute nécessité que, le Testament d'Albéroni ne pouvant être refusé pour l'ouvrage d'un politique d'expérience, son Editeur fût supposé un homme d'Etat. Je ne vois, en vérité, point d'autre raison du présent que vous en faites à Monsieur l'Abbé de Montgon. Sur ce, Monsieur de Voltaire souffrés que je vous dise que, pour un

++

hom-

XVIII P R E F A C E.

homme qui veniés d'entrevoir de si près la vie éternelle , vous aviés bien de la malice. Vous n'ignoriés pas que Monsieur de Montgon vit à Rome ; & que s'il prétend encore à quelque fortune , il ne la peut faire que dans l'Eglise. Et vous appuiés avec une complaisance ironique sur des termes du Testament , qui , s'il en étoit l'Auteur , ou l'Editeur , lui mettroient à dos tous les Moines. Ce trait n'est pas d'une bonne ame , comme la vôtre. Pour qu'il ne nuise pas au religieux Ecclésiastique , je suis bien aise de vous dire que , sans être un Crispin , je n'ai jamais eû l'honneur d'être l'ami & le compagnon de Philippe V. & que j'ai eû encore moins l'ambition d'être ce qu'ont été les Cardinaux de Fleuri & Alberoni. Je vous dirai de plus que

P R E F A C E. XIX

que je ne goûterois pas le moyen de parvenir du Cardinal Dubois, que vous auriés pû vous dispenser d'atteler avec deux hommes tout autrement célèbres. J'ajouterai que l'Espagne est de tous les Païs de l'Europe celui que je connois le moins, en étant revenu avant l'âge de dix sept ans. Vous m'avez deviné, en jugeant de moi que je connois assez les hommes, & les affaires, & le train de ce Monde, pour sçavoir qu'un bon leg, qui procure une vie heureuse, vaut mieux que toutes les Spéculations politiques. Mais n'ayant pas eû l'honneur d'être connu particulièrement du feu Cardinal, je n'ai point eû de titre pour être placé sur son Testament Civil. Je vous suis obligé de votre souhait; &, puisque vous sentez si

xx PREFACE.

si bien que j'aurois mérité que le Cardinal m'eût donné un article, je vous prie de me choisir pour l'Editeur de vôtre Testament Litteraire. L'exactitude & la fidélité, que son Eminence a trouvées en moi vous garantissent que je n'en manquerai point pour un bienfaiteur. Puissiez vous, pour l'honneur de la République des lettres, ne faire cette double disposition, que quand * la vieillesse me rendra le bon legs nécessaire.

Vous vous mocquez, Monsieur de Voltaire, quand vous nous donnez, les réflexions de qui? Voyage de St. Dizier à Moyenvie. Que font elles au Ch. VIII. que vous avez en vûe? Daignez lire le XI, auquel la note vous renvoïe, page 231. Edit. de Lausanne. Vous y verrez:

* Je suis dans mon septième lustre.

P R E F A C E. x x i

rez que vôtre voïageur doit dire : *Un plus grand homme que le C. de Fleuri n'auroit pas donné 36. millions à la maison de Lorraine ; & avec toutes ces terres la France auroit le Genevois , le Faucigny , la partie de la Savoie , qui est en deça des Alpes , avec le Comté de Nice.* Daignez lire encore le Chap. VIII. vous y verrez que le Card. Albéroni ne blame le Card. Fleuri que de son irresolution. Il lui marque comme une faute en Politique de n'avoir pas voulu assez fortement la guerre de 1741. & d'y avoir fait entrer le Roy son Maître en qualité d'auxiliaire , tandis qu'il devoit l'y faire intervenir comme arbitre. Vous verrez encore dans les Chapitres IX. & X. que le Cardinal ne blame pas Charles VI. d'avoir fait une Pragmatique. La seüe Eminence pré-

XXII P R E F A C E.

tend seulement que ce Prince en pouvoit faire une plus avantageuse à la Princesse sa fille. Il falloit prouver l'impossibilité de celle que le Cardinal indique ; & bien loin de l'entreprendre , Monsieur, aussi versé dans l'Histoire d'Allemagne, que dans celle de France, vous auriez reconnu que le déplacement de la maison de Bavière n'étoit point une absurdité. Daignez vous rappeler que dans la paix d'Utrecht le Luxembourg & le Namurquois étoient donnés à l'Electeur ; & que , dans celle de Rastad, l'article du rétablissement de ce Prince, portoit que Louis XIV. ne s'oposeroit point à l'échange que son Altesse Electorale voudroit bien faire de ses Etats. Or apprenez nous de grace avec quel autre país que le País bas cet Echange pouvoit se

P R E F A C E. xxiii

se faire ; avec quelle autre Puissance que l'Empereur il pouvoit avoir lieu ; & de quelle autre manière le Cardinal le dit possible. Vous demandez si le projet relatif à la Corse est bien du feu Cardinal Alberoni. Doutez vous que son imagination ait porté jusques sur le sort de cette Isle ? Ou bien jugés vous le projet indigne de son génie ? Pour le premier cas , je m'en tiens à ma réponse generale ; & pour le second, je vous adresse à ceux qui connoissent à fond la Corse & ses Peuples , le Prétendant & ses Irlandois ; à ceux qui savent ce que c'est qu'un armement en course , & combien le butin à d'appas pour les gens de mer.

Le Cardinal est , à votre avis , Mr. de Voltaire , un Censeur bien impitoiable. Un homme

XXIV P R E F A C E.

qui s'intéresse plus que vous à sa mémoire, Monfignor A. M. a dit d'avantage dans sa lettre, que j'ai mise à la tête du livre. Il soupçonne son Eminence d'avoir souvent plus donné à la fougue de son imagination, qu'à la justesse de son discernement. Or je me suis mis dans le cas de ne pouvoir désavouer cette lettre : Elle peut, malgré moi, être regardée comme de moi. N'y a-t'il pas de l'injustice après cela de joindre au doute sur l'auteur du fond du Testament, le reproche de ce qu'il y a de défavorable, dans les idées & les raisonnemens qui composent ce livre, à un General fameux, dont je suis autant admirateur que qui que ce soit ? Offrir un innocent à son indignation, est-ce bien le moyen d'arriver à l'honneur de
ses

P R E F A C E. xxv

ses bonnes graces ? Si ce grand homme avoit besoin d'Apo logie, sçavez vous bien, Monsieur de Voltaire , qu'a moins que de vous tenir compte de vôtre bonne volonté, il seroit fondé à vous punir de l'avoir entreprise. Qu'avez vous opposé aux raisonnemens du Cardinal ? Est-ce par des démentis, & par des railleries que vous les renversés ? Le Cardinal a mis dans un plus grand jour que vous les forces immenses, qui sembloient devoir accabler l'Héritière d'Autriche ; & par la grandeur de ces forces, d'où vous conclusés l'excellence du projet , il prétend démontrer qu'il ne pouvoit se soutenir dans l'exécution. Comment lui prouvez vous qu'il démontre mal ? Il veut que l'Alliance de 1741. (nommée par erreur de l'Editeur l'Union de Francfort)

xxvi P R E F A C E.

ait été de nature à ne pouvoir subsister. Comment lui faites vous connoître qu'il se trompe? Vous avez raison de lui dire qu'il a mal marqué le nombre des Troupes Françoises destinées pour l'Allemagne. Mais quel avantage sçavez vous tirer de son erreur? Vous qui vous offrez à lui apprendre tant de choses, vous pouviez si aisément battre en ruine sa longue dissertation ! Etes vous excusable de ne l'avoir pas fait ? L'imagination du Cardinal lui faisant suivre une armée de cent mille François dans ses opérations, il prétend qu'elle auroit échoué comme une de cinquante. C'est là le fort de la question. C'étoit là dessus qu'il falloit prendre la négative. Quant aux lumières sur le Siège de Prague, je suis persuadé que le
Cardi-

PREFACE. XXVII

Cardinal en avoit besoin, & qu'il en auroit reçu avec plaisir : Mais je ne pense pas qu'il se fût si bien trouvé, que vous le dites, de celles que vous étiez en état de lui donner. Gens qui voient les combats comme *Sofie* n'en font guères de bonnes relations.

Oserois-je vous dire, Monsieur de Voltaire, que vous êtes mal instruit pour un grand Historien, & peu Logicien pour un Grand Philosophe, quand vous dites que jamais on n'a vû les Nations prendre l'allarme sur le nombre des domestiques, sur la magnificence, & la somptuosité, d'un Plénipotentiaire. Daignez premièrement nous apprendre ce que les Puissances se proposent par la pompe de leurs Ambassades, si non de donner une haute idée de leur

XXVIII P R E F A C E.

opulence, sur laquelle se prend l'opinion de leurs forces : & je vous dirai, avec tout le respect qui vous est dû, qu'on vous apprendra dans toute l'Allemagne, que la connoissance, qu'on y avoit de l'esprit œconome du Cardinal de Fleuri, rendoit suspecte la magnificence d'une Ambassade, dont on croïoit qu'il faisoit prendre les frais dans les coffres de l'Etat. On vous y apprendra que Francfort fût en rumeur sur le soupçon, qui s'accrédita, que les Domestiques du Plénipotentiaire François étoient des Officiers des meilleurs Régimens de France. On vous y apprendra enfin que la personne même du Plénipotentiaire allarma, que son génie & sa capacité, que la réputation qu'il avoit dès lors d'être également bon à la tête

P R E F A C E. XXIX

tête des affaires & des armées inspirèrent de la défiance. Une chimère qu'une Bourgeoisie timide se met en tête, de fausses idées sur le compte du Cardinal premier Ministre, le mauvais tour d'esprit de quelques spéculatifs, qui font le sujet de leurs craintes, de ce qui devoit être celui de leur estime & de leur confiance, ne font point des raisons contre la conduite d'un Ambassadeur. J'en conviens, & je me le suis dit avant vous. Aussi ne vous rappellai-je tout cela que pour vous prouver que vous n'avez pas pris le Testament Politique par ses endroits foibles. Faites moi l'honneur de m'en croire : la dispute est entre des Dieux sur le gouvernement du monde. Ce n'est point à nous, qui les sentons
sur

xxx P R E F A C E.

sur nos têtes, de décider leur querelle.

Mr. de Voltaire ne trouve pas que l'Empereur Charles VII, sans Etats, & sans Armée, eût du mettre au ban de l'Empire la Reine de Hongrie, & ses adhérens. Il lui paroît que quand on rend un pareil arrêt, il faut avoir cent mille Huissiers aguerris, pour le signifier. Mais à qui répondez vous, Mr. de Voltaire? Après l'*union de Francfort*, qui mettoit les armes à la main aux trois plus puissans Princes de l'Empire, pour le maintien de l'Election imperiale, contre laquelle la Reine soutenoit, & renouvelloit, sa protestation: Charles VII, étoit-il sans armée? Il avoit alors, non pas cent, mais cent cinquante mille Huissiers aguerris, pour signifier son arrêt, pour l'afficher

P R E F A C E. xxxi

cher aux ramparts de Vienne :
& c'est le temps ou le Cardinal
dit qu'il se feroit trouvé bien de
le fulminer. Mais que devient
la maxime, qui dit qu'on doit
recourir à l'autorité, quand la
force manque? Selon la Politi-
que écrite, Charles VII. sans
Etats, & sans Armée, eût été
dans les véritables circonstances
à mettre ses Ennemis au ban de
l'Empire. Ce Prince infortuné
ne pouvoit plus rien perdre. Le
ressentiment de la Reine contre
lui ne pouvoit aller plus loin.
En mettant cette Princesse & ses
adhérens au ban de l'Empire,
il auroit peut-être réussi à inté-
resser le Corps Germanique en
faveur de son Chef. L'Histoire,
qui est la bouffole des Politiques
Praticiens, justifie l'idée du Car-
dinal. L'Empereur Frédéric III.
dépouillé de tous ses Etats par
Al

XXXII P R E F A C E.

Albert son frère , & assiégé dans le Château de Vienne , mit ce Prince au Ban de l'Empire ; & ce coup d'autorité le tira de l'ambarras , dont il n'avoit pas la force de sortir. Ferdinand II. étoit pressé par les Suédois , lorsqu'il redoubla ses arrêts. Joseph avoit les François au cœur de l'Empire , & voïoit l'Electeur de Bavière sur le chemin de Vienne , à la tête de cent mille hommes , quand il le proscrivit avec l'Archevêque son frère. Les Papes ont foudroïé les Empereurs de leurs excommunications , lorsque leurs autres armes ont été émoussées. Les Souverains font faire le procès d'un rebelle , quand ils désespèrent de le réduire par les armes. Le Ban de l'Empire est pour les Empereurs , ce qu'étoit autrefois l'excommunication pour les

P R E F A C E. XXXIII

les Papes, un corps de réserve, & leur dernière ressource. S'il n'opère point, ils restent dans l'état, où ils étoient avant que de le prononcer. S'il opère, il rétablit leurs affaires; & il peut operer.

Parce que j'ai intitulé *Testament* le recueil des idées du Cardinal, Mr. de Voltaire appelle des *legs* les plans de cette Eminence. Le Cardinal, dit-il, lègue la Bohême, les Paysbas &c... Quel froid badinage! Je ne reconnois point là cet homme grave, qui dit que les titres des livres sont comme ceux des hommes aux yeux du Philosophe, qui ne juge de rien sur les titres.

Ainsi que je l'ai dit dans la Préface du Test. Pol. le mot *Testament* ne porte pas toujours à l'esprit l'idée des dispositions
d'un

xxxiv P R E F A C E.

d'un mourant. Un Testament politique n'a pas plus de ressemblance avec un Testament civil, que les Caractères de Theophraste avec les Caractères des Elzevirs ; & un Philosophe pourroit aussi bien juger d'un livre sur son titre, que d'un Magistrat sur le nom de sa charge, pourvu qu'il saisit la véritable signification de l'un & de l'autre. De même que le nom d'une charge de Magistrature porte à l'esprit l'idée des devoirs, dont l'observation fait le parfait Magistrat ; le titre d'un livre doit donner l'idée des sujets que l'Auteur a traités dans son ouvrage.

Qu'on juge ainsi du Testament politique du Cardinal Alberoni, sur son titre, je ne le trouverai ni mesléant, ni minucieux pour le Philosophe.

C'est

xxxv P R E F A C E.

C'est au contraire ce que je demande au public pour l'ouvrage que je lui présente. Qu'il connoisse bien ce que le mot *Histoire* signifie ; il connoitra les devoirs & les privilèges d'un Historien ; & il mesurera son estime pour le Livre & l'Auteur sur l'impartialité du premier , & sur la discrétion du second.



Des 4

N

CF

HA

HA

HA

HA

HA

HA

HA

HA

HA

HA

HA

TABLE

Des Chapitres de l'Hist. Polit. du Siècle.

PREMIERE PARTIE.

- C**HAP. I. *Idée de l'Etat de l'Allemagne, avant la Paix de Westphalie.*
- C**HAP. II. *Paix de Munster, en 1648. entre la France & l'Empereur.*
- C**HAP. III. *Paix d'Osnabruck, en 1648. entre l'Empire & la Suède.*
- C**HAP. IV. *Traité d'Alliance de la France avec l'Angleterre en 1665.*
- C**HAP. V. *Capitulation de l'Empereur Leopold en 1658.*
- C**HAP. VI. *Traité des Pyrénées en 1660. entre la France & l'Espagne.*
- C**HAP. VII. *Traité d'Oliva, en 1660. entre les Puissances du Nord.*
- C**HAP. VIII. *Achat de Dunkerque par Louis XIV. Garantie de l'acquisition en 1662.*
- C**HAP. IX. *Paix de Breda, en 1667. entre l'Angleterre & la Hollande, avec leurs Alliés.*
- C**HAP. X. *Triple Alliance entre l'Angleterre, la Suède, & la Hollande, en 1668.*
- C**HAP. XI. *Traité d'Aix la Chapelle, en 1668. entre la France & l'Espagne.*

T A B L E.

- CHAP. XII. *Traité de Lisbonne, entre l'Espagne & le Portugal, en 1668.*
- CHAP. XIII. *Traité secret de Louis XIV avec Charles II. Roi d'Angleterre, en 1670.*
- CHAP. XIV. *Paix de Nimègue, en 1678. & 1679.*
- CHAP. XV. *Paix de Riswick, en 1697.*
- CHAP. XVI. *Paix de Carlowitz avec le Turc, en 1699.*
- CHAP. XVII. *Traités de Partage. Testament de Charles II., en 1698. & 1700.*
- CHAP. XVIII. *Paix d'Utrecht & de Rastad., en 1713. & 1714.*
- CHAP. XIX. *Exécution de la Paix d'Utrecht. Traité de Barrière en 1715.*
- CHAP. XX. *Idée du Corps Helvétique. Traité particulier d'Alliance des Cantons Catholiques avec la France, en 1715.*
- CHAP. XXI. & dernier de la Première Partie. *Mort de Louis XIV. Portrait Historique de Monarque.*

FIN de la Première Partie.

T A B L E

Des Chapitres de la

SECONDE PARTIE.

CHAP. I. *Déplacement dans la Balance causé par la Paix d'Utrecht.*

CHAP. II. *Triple & Quadruple Alliance, en 1717. & 1718.*

CHAP. III. *Négociations & Traités pour la Paix du Nord depuis 1700. jusqu'en 1724.*

CHAP. IV. *Congrès de Cambrai. Traités de Ripperda. Triple Alliance de Hamovre, en 1725.*

CHAP. V. *Congrès de Soissons. Traité de Seville, en 1729.*

CHAP. VI. *Actes & Traités relatifs à la Pragmatique Sanction de Charles VI. jusqu'en 1732.*

CHAP. VII. *Paix de Vienne, en 1738.*

CHAP. VIII. *Traités de Passarowitz, en 1718. & de Belgrade, en 1739. avec le Turc.*

CHAP.

T A B L E.

CHAP. IX. *Paix d'Abo, en 1743. entre
la Suède & la Russie.*

CHAP. X. *Capitulation de l'Empereur
François I. en 1745.*

CHAP. XI. *Paix d'Aix la Chapelle, en
1748.*

CHAP. XII. & dernier. *Etat présent de
l'Europe.*

FIN de la Seconde Partie.

les
ress
de
divi
d'H
pen
ons
VII



HISTOIRE POLITIQUE DU SIECLE.

Premiere Partie.



Usqu'au règne de Louïs XIII en France , l'Europe a été sans sistème général de Politique. Les longues guerres entre les Valois & les Plantagenets n'intéresserent point les Puissances Voisines de la France & de l'Angleterre. Les divisions de celle-ci, sous les régnes d'Henri VI, & d'Edouard IV, suspendirent l'animosité des deux Nations; & le règne pacifique de Henri VII parut y avoir mis fin.

A

Les

2 HISTOIRE POLITIQUE

Les guerres d'Italie entre Louis XII, & Ferdinand le Catholique, firent naître la rivalité des deux Couronnes : les succès de Charles-Quint la portèrent à son comble, & fixèrent sur les deux Puissances l'attention générale. Mais le partage de la Succession de l'Empereur entre son Fils & son Frere, fit revenir l'Europe de l'allarme, qu'elle avoit prise de son ambition & de son bonheur : tandis que la minorité & la foiblesse des fils de Henri II tinrent la France hors d'état d'entreprendre au dehors.

La Reine Elisabeth, tantôt en guerre ouverte avec Philippe II, tantôt entretenant par des puissans secours le soulèvement des Pais-Bas, affoiblit, épuisa l'Espagne, & dissipa les vastes projets de son Roi. On croit que Henri IV. s'étoit proposé l'abaissement de la Maison d'Autriche. Quoiqu'il en soit, la mort le surprit sur le point de l'exécution de ses projets; & la Reine sa Veuve suivit tout un autre plan que le sien pendant sa Régence.

Les Empereurs Ferdinand I, Maximilien II, Rodolphe II, & Mathias, qui

qui ne trouverent pas Philippe II disposé à concourir à l'accroissement de leur puissance , évitèrent de prendre part à ses querelles ; & contents d'affermir leur autorité dans l'Empire , ils se bornerent à assurer la Couronne Impériale à leur branche. Mais l'indifférence de Philippe II sur les intérêts de sa Maison , en Allemagne , ne venant que de son ressentiment particulier contre Ferdinand I , qui lui avoit refusé de resigner l'Empire en sa faveur ; elle ne passa point à Philippe III son fils. Après sa mort , il s'établit une étroite correspondance entre les Cours de Vienne & de Madrid ; & l'intelligence , qui régna entre les deux branches Autrichiennes , encouragea Ferdinand II à tout oser en Allemagne , pour se mettre au dessus des Loix , qui bornoient son autorité.

§. I.

C'est cette ambition des Empereurs qui a changé la face de l'Europe , & donné la naissance au système politique , sur lequel elle se conduit depuis

4 HISTOIRE POLITIQUE

puis un siècle. Le Traité de Westphalie en étant la base , & les affaires d'Allemagne étant les principaux objets du Traité , il est à propos de jeter un coup d'œil sur l'état de l'Empire , avant la guerre qu'il termina. On ne sera pas fâché de connoître les matériaux anciens qui sont entrés dans la composition d'une Paix , qui a renouvelé & affermi la constitution du Corps Germanique.

§. II.

Avant le règne de l'Empereur Maximilien I , le gouvernement de l'Allemagne étoit tombé en Anarchie. Les démêlés des Empereurs avec les Papes avoient mis le comble aux desordres causés par les Croisades ; & les guerres de Frederic III avec Albert son frere avoient anéanti jusqu'au souvenir des anciens usages , qui tenoient lieu de Loix. La *Bulle d'or* , publiée par l'Empereur Charles IV , en 1356 , étoit l'unique Loi qu'on respectât encore ; & comme elle ne porte gueres que sur la maniere d'élire , de couronner , & de

de servir l'Empereur ; sur les droits , le rang , les fonctions & les voyages des Electeurs à la Cour , & aux Dietes ; son observation influoit peu sur le gouvernement interieur de l'Empire.

Les Cartels , sur qui elle donne quelques régles , étoient devenus d'un usage universel , sans distinction de rang & de profession. On vit les Boulangers de l'Electeur Palatin envoyer le défi aux Villes Impériales. Le Comte de *Solms* reçut le 30. de Novembre 1457 , un Cartel de la part de son Cuisinier. Ce desordre s'appelloit *Jus Pigni*. On ne voioit dans toute l'Allemagne , que meurtres , & incendies , que violences de toute espece. Les Gentilshommes , devenus autant de voleurs de grand chemin , se faisoient honneur de leurs brigandages. L'excellence du vol fut mise en maxime du *Droit Germanique*. On traduit ainsi les deux vers Allemands qui la contenoient.

*Voler n'est rien de honteux ;
Les Voleurs sont ce qu'il y a de meilleur dans un País.*

6 HISTOIRE POLITIQUE

Quelques Etats s'unirent par des Traités de confédération pour leur sûreté respective. Plusieurs Nobles immediats s'associerent pour la défensive, & bâtirent des Forteresses communes à leurs familles, qu'ils y reti-roient avec leurs meilleurs effets. Le Clergé signala son zèle pour le rétablissement du bon ordre par la publication d'un recueil de Mandemens qu'il intitula *Treuga* (la paix du Seigneur). Il y exhortoit les Brigands de toute condition, & de toute espèce, à respecter le saint Jour du Dimanche, & à s'abstenir les Jours de Fête de voler les Marchands, de violer les femmes & les filles, & de piller les gens de la Campagne.

Tel étoit l'état de l'Allemagne, lorsque Maximilien parvint à l'Empire, l'an 1493. Ce Prince n'eut pas plutôt reçu la Couronne, qu'il travailla à la reformation du gouvernement. Aiant convoqué la Diete à Worms, pour l'année suivante, il s'y rendit avec tous les Electeurs, Princes & Etats; il y proposa la constitution générale, qu'il avoit digérée; & il la vit passer d'une voix unani-

unanime. Les membres sentoient ,
comme le Chef , la necessité de la
subordination.

§. III.

Les principaux articles portoient ,
que l'Empereur seroit universellement
reconnu dans sa qualité de Juge su-
prême. Qu'il seroit établi dans l'Em-
pire un Tribunal Souverain , dont
l'Empereur choisiroit les membres ,
pour connoître & décider de tous
les differens entre les Princes & E-
tats. Toutes les voies de fait, défis ,
represailles &c. étoient défendues :
les parties lésées étoient obligées à
se pourvoir en Justice reguliere pour
leur satisfaction. Il étoit pareillement
défendu [sous peine pour les Prin-
ces , & Etats immédiats , d'être mis
au ban de l'Empire ; & sous peine
de mort pour les feudataires médiats]
d'appeller les étrangers dans l'Empire ,
soit contre le Chef , soit contre les
membres , & de les favoriser direc-
tement , ou indirectement.

Cette Constitution confirmée , au-
gmentée , & éclaircie dans la Diete
A 4 d'Aus-

8. HISTOIRE POLITIQUE

d'Augsbourg en 1500. & dans celle de Worms en 1521. a été inferée dans les Capitulations des Empereurs. Tous les recès des Dietes , tous les articles des Capitulations Impériales qui la confirment , forment avec elle ce qu'on nomme *La Paix profane* , qui est tenue pour Loi fondamentale de l'Empire.

§. I V.

Les troubles excités dans l'Empire par l'intolerance des Catholiques , & l'ardeur des Protestans , ne purent être apaisés que par une seconde Constitution qui portât généralement sur le gouvernement Ecclesiastique. Le fameux *Interim* de Charles - Quint , donné à la Diette d'Augsbourg en 1547. n'étoit qu'un Edit provisionnel. La Convention de Passau , qui le confirma en 1552. n'étant qu'un acte particulier entre quelques Princes , ne pouvoit passer pour Loi générale de l'Empire. Ce fut à la Diette d'Augsbourg en 1555. que l'accord entre les deux Religions , rédigé en dix - sept articles , devint Constitution générale-

générale. On l'appella *La paix de Religion* ; & joint à la paix profane, il fut, comme elle, Loi définitive, & pénale, Loi parfaite.

§. V.

Les principaux articles de la paix de Religion étoient : Que l'Empereur, les Princes & Etats immédiats de l'Empire, se promettoient liberté entière de professer l'une ou l'autre Religion, à l'exclusion d'une troisième quelle conque. Que les Bénéficiers & Prelats Catholiques, qui passeroient à l'Eglise Protestante, perdroyent, *ipso facto*, leurs Bénéfices & Prélatures, sans pourtant être flétris, ou notés, par leur conversion. Que les Princes & Etats de la Confession d'Ausbourg, qui s'étoient emparés des biens Ecclesiastiques pendant les troubles, ne seroient point appellés en Justice pour ce sujet. Que la Jurisdiction du Pape sur les Eglises devenues Protestantes passeroit aux Princes & Etats dans le territoire desquels elles seroient, & leur apartiendrait comme portion de leur Jurisdiction territoriale.

§. VI.

Sous les Empereurs Maximilien , Rodolphe II , & Mathias , il ne fut point porté d'atteinte considérable à ces deux Constitutions. Mais Ferdinand II , enhardi par ses premiers succès , & par l'appui de l'Espagne , se proposa d'anéantir tout ce qui faisoit obstacle au Despotisme des Empereurs. D'abord , il feignit de n'en vouloir aux Protestans de Bohême , qu'entant qu'ils étoient des sujets revoltés , aux Calvinistes du Palatinat , que comme à des Fauteurs de l'Electeur , qu'il avoit proscrit. Il parut ne combattre dans le Roi de Dannemarc , que l'Auxiliaire des Rebelles , & ne depouiller le Duc de Mecklenbourg de ses Etats , que parce qu'il favorisoit l'entrée d'un Etranger dans l'Empire. Lors qu'il connût que la défaite du Roi de Dannemarc , & la proscription de l'Electeur Palatin avec ses Alliés , avoient jetté l'épouvante dans le Corps Germanique , il publia un Edit , par lequel il étoit enjoint , sous peine d'exé-

cu-

cution militaire , à tous les Princes & Etats Protestans , de restituer les biens Ecclesiastiques, dont ils étoient possesseurs , depuis la Paix de Religion. Il prétendoit que l'article de cette Constitution , relatif à ce point , ne portoit pas une cession expresse des Droits de l'Eglise ; mais seulement une tolerance accordée à la nécessité des tems : Tolerance , que le Traité lui-même déclaroit révocable , dès - là même qu'il statuoit qu'aucun Bénéficiaire Catholique devenu Protestant ne pourroit conserver son Bénéfice , aucun Prélat , sa Prélature.

L'Histoire du règne de Ferdinand II, depuis ce coup d'éclat , est un tissu de fautes & de disgraces. Ferdinand III, son fils , lui succéda en 1637 ; & aussi aveuglement ambitieux que lui , il n'eut pas de meilleurs succès. On admire au moins son opiniâtreté , lors qu'on le considère battu de toutes parts , & sans espoir d'être désormais appuyé de l'Espagne , à qui le Cardinal de Richelieu donnoit de l'embarras chez elle , traiter encore les Princes de l'Empire

en fujets revoltés. Il paroiffoit perfuadé qu'il étoit Empereur aux termes de Charlemagne , que la Souveraineté refidoit indivifiblement en fa perfonne ; & que les Electeurs n'étoient que des Gouverneurs de Province , qui avoient ufurpé des Droits & des prérogatives , qu'il devoit reclamer. Il vouloit faire de l'Empire une Monarchie arbitraire ; & il fut trop heureux que le Corps Germanique lui pardonnant , & à fon Pere , leurs attentats fur fa liberté , le confervât dans fa qualité de Chef de la République.

Aïant inutilement tenté de faire une paix particuliere avec la Suede , il lui fallut recevoir les conditions , auxquelles on mit la fin d'une guerre , qu'il lui étoit impoffible de continuer. Il donna toutes les facilités , qu'on exigea de lui , pour la tenue des conférences ; & fa repugnance à les donner ne fervit qu'à mettre en un plus grand jour l'impuiſſance , où il étoit , d'en foutenir le refus. Les Plenipotentiaires Catholiques s'affemblerent à Munſter , & les Proteſtans à Oſnabruck. Après trois ans de nego-

negociations, il y eut deux Traités, signés le 24. Octobre 1648. l'un à Munster entre l'Empire & la France, l'autre à Osnabruck, entre l'Empereur avec ses adhérens d'une part, & la Suede avec ses Alliés de l'autre.

CHAPITRE II.

Traité de Munster, entre l'Empire & la France, en 1648.

ON reconnoît le puissant génie du Cardinal de Richelieu dans son habileté à saisir précisément le tems le plus favorable, pour engager la France dans la querelle du Corps Germanique contre l'Empereur. Ferdinand avoit fait enlever l'Electeur de Trèves dans sa Capitale, par les troupes Espagnoles; & il tenoit ce Prince prisonnier, en punition de ce que, pour préserver son Electorat de l'invasion de Suedois, il s'étoit mis avec son Païs sous la protection de la France. Le Cardinal de Ri-
che-

chélien reclama l'Electeur , au nom du Roi son Maître ; & sur le refus de remettre ce Prince en liberté , il déclara la guerre aux deux branches de la Maison d'Autriche. Le Roi de France entra donc en guerre en qualité de Protecteur de la liberté du Corps Germanique , & de vengeur des Princes opprimés. Pendant le cours de la guerre , il soutint ce glorieux titre ; & il ne le démentit point à la paix. Ses Plenipotentiaires , laissant aux Suedois les articles odieux , qui concernoient les differens de Religion , demanderent le rétablissement des Princes & Etats de l'Empire dans leurs Droits & prérogatives ; ils prirent en main la cause du Corps Germanique & de sa liberté.

§. I.

Le Traité redressa les principaux griefs de l'Empire contre l'Empereur. Il déclara que la Souveraineté residoit dans le Corps Germanique qui par les Loix qu'il s'étoit imposées lui-même , en avoit communiqué par émanation quelques parcelles
aux

aux Emperers , & pouvoit , ou les augmenter , ou les diminuër par leurs Capitulations , selon que lui paroïtroit demander l'interêt de sa sûreté. La supériorité des Dietes fut établie comme principe fondamental. Les Electeurs rentrèrent dans tous leurs Droits & prérogatives ; ils furent reconnus membres de l'Empire , coïmpérans avec l'Empereur , & ils traitèrent avec lui sur ce pié. Tous les Princes & Etats immédiats recouvrèrent le Droit de s'unir , même aux Etrangers , & de s'associer entr'eux pour leur sûreté commune & particulière , pourvû que ce ne fut , ni contre l'Empire , ni contre l'Empereur , gouvernant selon les Loix.

Les Princes , depouillés de leurs Etats , furent rétablis. Les uns , comme le Landgrave de Hesse , obtinrent le dedommagement des vexations qu'ils avoient essuïées , & la recompense des frais où la guerre les avoit engagés. Les autres , dégradés & proscrits , rentrèrent dans leurs biens & leurs Dignités. L'Electorat fut conservé à la Maison de Baviere , avec le Haut Palatinat , que
Fer-

Ferdinand II lui avoit donné sur la confiscation de l'Electeur Palatin, Roi élu de Bohême. Mais les fils de ce malheureux Prince rentrèrent dans tout le bas Palatinat; & on créa pour eux un huitième Electorat; avec un Archi-office, sous condition que, si la Maison de Baviere venoit à s'éteindre; ses Etats & sa Dignité Electorale avec son Archi-office leur reviendroient. On rendit réciproque cette condition en faveur de la Maison de Baviere, au cas que les mâles vinssent à manquer dans la Palatine; & l'extinction du huitieme Electorat devoit suivre l'une ou l'autre réunion.

L'abus, que Ferdinand avoit fait du pouvoir de mettre les Princes au ban de l'Empire, fit disputer vivement sur la mesure d'autorité qu'on laisseroit aux Empereurs à cet égard. Les Alliés mêmes de la Maison d'Autriche, qui regardoient la Dignité Impériale comme héréditaire à ses Princes, vouloient qu'il fut statué que désormais l'Empereur ne pût prononcer ce terrible Arrêt, que du consentement du Corps Germanique
assém-

assemblé en Diete. Mais la Suede voyant Ferdinand resolu de tout risquer plutôt que de passer cet article : comme elle avoit besoin de lui pour se faire assurer les acquisitions, qu'elle se promettoit ; elle se contenta qu'il fût statué que désormais aucun Prince ne pouroit être mis au ban de l'Empire, que conformément aux Loix & aux Constitutions publiques. La France, dont il n'étoit pas de l'intérêt que la paix entre l'Empereur & l'Empire fût inaltérable, n'insista pas d'avantage sur une clause, qui, si elle eut passé, couvroit pié à toute discussion entre le Chef & les membres.

§. II.

La France aiant obtenu toute la satisfaction qu'il lui convenoit de procurer à ceux dont elle s'étoit déclarée la Protectrice, demanda la récompense de sa protection. Ses demandes furent exorbitantes : mais elle avoit eu de grands succès, & les tems lui étoient favorables. Sa puissance ne donnoit point d'ombrage. Chaque Prince

Prince & Etat de l'Empire croïoit ne pouvoir rendre trop puissant, & avoir trop près de soi, le Protecteur de la liberté commune, le garant du Traité qui l'avoit affermie.

Decidée pour la continuation de la guerre avec l'Espagne, la France demanda & obtint que le Cercle de Bourgogne (qui comprenoit les Paisbas & la Franche Comté, & que l'Empereur Maximilien I avoit mis au nombre des Cercles de l'Empire, sans que jamais ses Successeurs eussent tiré de lui aucun Contingent, ni exercé sur lui aucune juridiction) fut exclu du Traité de paix. Elle se fit abandonner à sa discretion la Lorraine qu'elle détenoit au Duc Charles IV. Elle se fit confirmer la Souveraineté pleine & entiere des trois Evêchés & la propriété de Pignerol. Elle fit céder à perpétuité la haute & basse Alsace, le Suntgau & Brisach, avec la Protection de Philipsbourg, où elle mit garnison. Elle fit confirmer le Traité de Chierasque de 1631, & spécialement l'Investiture qu'il donnoit des Etats de Mantouë au Prince qu'elle y avoit présenté. Enfin elle

fit recevoir pour garant de la paix
 Osnabruck, après s'être fait garan-
 ter par l'Empire, que l'Empereur ne
 donneroit aucun secours à l'Espagne,
 avec qui elle restoit en guerre.

CHAPITRE III.

*Traité d'Osnabruck, entre l'Em-
 pereur & la Suede avec
 leurs Alliés respectifs.*

GUSTAVE ADOLPHE, attiré
 en Allemagne par les Nego-
 ciations du Cardinal de Richelieu en
 1624, avoit pris pour prétexte de
 son invasion le maintien de la paix
 de Religion de 1555. Il étoit
 de l'honneur de la Suede de ne point
 perdre de vuë un motif aussi capa-
 ble de rassurer les Princes Prote-
 stans sur ses grands succès. Le moyen
 de se faire passer les acquisitions
 qu'elle demandoit que le Traité lui
 assurât dans l'Empire, étoit de les
 faire considerer comme nécessaires à
 l'équi-

Péculibre des deux partis. Le Chancelier Oxenstiern , aussi grand homme d'Etat que les Cardinaux de Richelieu & Mazarin , fit agir le Conseil de Suede sur ce principe , lors qu'il en falut venir à la paix. Tandis que les Plenipotentiaires François ne parloient que des Droits & des prerogatives des Princes & Etats; les Ambassadeurs de Suede parurent uniquement attentifs à la liberté du Corps Germanique , quant à la Religion. Après avoir stipulé , de concert avec la France , le retablissement des Princes depouillés & proscrits , la Suede fit son affaire des Conditions que les Protestans exigeoient de l'Empereur ; & celles qu'elle leur obtint , elle les leur assura si bien , qu'ils s'y sont maintenus , lors même qu'elle n'a plus été en état de leur en tenir la garantie.

§. I.

L'usurpation des Bénéfices , qui avoit été le principal sujet de la guerre , fut légitimée sur le pié où elle étoit l'an 1624 ; en sorte que ce que les

Princes en possédoient, en cette
née, leur dut demeurer comme
Domaine propre & incontestable.
Empereur n'aïant pas voulu se re-
her sur la Clause de la paix de Re-
ion, par laquelle un Bénéficier ou
état Catholique, devenant Prote-
nt, perdoit son Bénéfice & étoit
chû de sa Prélature: le Traité fit
condition des deux Religions égale
cet égard.

On a un exemple de l'observa-
n de cet article dans la cession que
Prince de Saxe Zeitz fit de ses E-
s, lorsqu'il passa à la Communion
maine. L'Electeur de Saxe, en
alité de Seigneur direct, entra en
cession du Duché de Zeitz. De-
tu Catholique lui-même comme le
nce son Parent, il a conservé Zeitz,
& mêmes titres qui lui conservent
tes les Prélatures Protestantes de
Etats, nonobstant sa Catholicité;
st-à-dire, en vertu de l'article VII
Traité d'Osnabruck, qui declare
les Princes immédiats, Seigneurs
ects, qui dans la suite passeroient
une autre Communion, demeure-
ent possesseurs des Etats, pais &
Droits

Droits acquis, ou recouvres par succession ou par le traité, sans que leur conversion particulière leur préjudiciât en façon quelleconque. Il fut accordé à ceux qui passeroient d'une Eglise à l'autre, de pouvoir tenir pour eux & pour leur Cour, près de leur personne, des Predicateurs & Ministres de leur Communion, à condition qu'ils n'aporteroient aucun empêchement à l'exercice de la Religion, dominante lors du Traité; & qu'ils ne contraindroient en aucune sorte ceux de leurs sujets qui la professeroient. Cet article exactement observé avec toutes ses restrictions en Saxe, & dans les Etats de Hesse, de Wurtemberg, a occasionné de grands démêlés, au commencement de ce Siecle, entre l'Electeur Palatin Catholique, & ses sujets Reformés.

Le Traité pourvut à ce que les Princes, à qui il assuroit le Droit de régler le Culte extérieur (ce que les Allemands appellent *Jus reformandi*) ne pussent persécuter ceux de leurs Sujets qui embrasseroient une autre Communion. Il statua que les

aux convertis auroient au moins trois ans pour se disposer à l'émigration, soit qu'ils la demandassent, soit qu'elle leur fut ordonnée, avec liberté entière de vendre, ou de retenir leurs biens, pour les faire administrer à leur volonté, comme d'emmener avec eux leur famille dans le pays qu'ils auroient choisi pour leur retraite. En vertu de cet article, l'Archevêque de Saltzbourg a été en danger de voir désert son Pays.

La Chambre Imperiale, composée jusqu'alors de membres Catholiques, du choix de l'Empereur, dut être désormais mi-partie; & les membres furent laissés à la nomination des Cercles, qui durent les présenter à l'Empereur, pour en être agréés. Les Reformés Calvinistes, qui jusqu'alors avoient demandé inutilement d'être compris nommément dans la paix de Religion de 1555. l'obtinent par l'article VII. Les Princes & Etats de leur Communion furent associés à tous les Droits & prerogatives de ceux de la Confession d'Augsbourg. La liberté des trois Religions fut stipulée sans aucune autre réserve, que les condi-

tions

tions que le Traité lui-même y mettoit, pour leur tranquillité commune & respective.

§. II.

Les Conditions que la Suede stipula pour son particulier, ne furent pas plus moderées que celles de la France. Elle voulut que l'Empire, desolé par trente ans de guerre intestine, lui païat pour le licenciement de ses troupes, à trois termes en deux ans, Cinq millions de Richsdalers. L'Empereur n'obtint qu'à grand' peine que les Cercles d'Autriche, de Baviere, & de Bourgogne, fussent exemts d'y contribuer.

La Suede se fit ceder à perpétuité, avec tous les Droits & prerogatives de Fiefs immediats de l'Empire, l'Archevêché de Bremen, & l'Evêché de Verden en Westphalie; la Haute Pomeranie, dont elle donnoit un équivalent à l'Electeur de Brandebourg, à qui elle apartenoit; sous condition que la ligne masculine de Brandebourg venant à manquer, la basse Pomeranie seroit, comme la

Haute

Haute , unie à perpetuité à la Couronne de Suede. Elle se fit pareillement ceder la Ville & le Port Wismar appartenant au Mecklenbourg , l'Isle & la Principauté de Rugen , les Embouchures des trois Rivières , celle de l'Oder , avec l'Isle de Wolin & le bras de Mer appellé Frischaff.

La Maison de Brandebourg eut pour sa recompense l'Archevêché de Magdebourg , & l'Evêché d'Halberstadt , le Comté de Hohenstein , l'Evêché de Minden , & celui de Cammin , avec permission d'éteindre tous les Canoncats du dernier , & de supprimer un quart de ceux de Magdebourg.

Le Duc de Mecklenbourg eut , pour compensation de Wismar , les Evêchés de Schwerin & de Ratzebourg , avec deux Commanderies de l'Ordre de Malthe en propriété.

La Maison de Brunswick fut recompensée de la démission des Coadjutoreries de Magdebourg , Halberstadt , Bremen , & Ratzebourg , par l'alternative héréditaire de l'Evêché d'Osnabruck. Ainsi que la France , la Suede fit acheter à l'Empire la

Protection qu'elle lui avoit offerte ,
& qu'il lui eut été presque aussi fu-
neſte qu'à lui de ne pas lui donner.

CHAPITRE IV.

*Traité d'Alliance de la France
avec l'Angleterre , en 1655.*

DEpuis la paix de Westphalie jus-
qu'au règne de Charles XII,
la Suede ne figura plus que dans le
Nord. La France , au contraire , sem-
bla ne regarder les avantages qu'elle
y avoit obtenus , que comme un ache-
minement à de plus grands. Elle s'é-
toit réservé à Munster de continuer
la Guerre contre l'Espagne , qui n'é-
toit plus que le squelete tronqué de
la puissante Monarchie laissée par Char-
les-Quint ; & comme si la guerre
avec elle eut été une guerre entre
Puissances égales , les Plenipotentiai-
res François , à Munster , lui avoient
coupé , par un article exprès du
Traité , les secours de l'Empire &
de

de l'Empereur. On pouvoit prédire sûrement, qu'à moins de se faire de nouveaux Alliés, elle avanceroit dans sa décadence aussi longtems qu'elle différeroit de faire sa paix. Elle s'étoit enfin delivrée, quoi que peu glorieusement, de la guerre dispendieuse des Pays-bas, en reconnoissant les Sept Provinces Unies pour un Etat libre & Souverain. Son Traité avec elles avoit précédé d'un an celui de Westphalie. Mais les Hollandois fatigués de la guerre, & pleins encore de leur haine contre la puissance Tyrannique, à laquelle ils s'étoient dérobés, ne pensoient à rien moins qu'à devenir ses défenseurs. Cependant la revolte de la Catalogne, & la Revolution du Portugal, faisoient une facheuse diversion à ses forces. Les Puissances d'Italie, ou Neutres, ou déclarées contre elle, & soutenues par les François, lui faisoient consumer à la défense des deux Siciles & du Milanèz les secours qu'elle avoit accoutumé d'en tirer pour celle de ses autres Etats. Il n'y avoit que du côté de l'Angleterre qu'elle put espérer de l'appui. Son Ambassadeur, à Londres,

dres, eut ordre de proposer à Cromwel un Traité d'Alliance, aux Conditions, qu'il lui plairoit de stipuler pour la grandeur de sa famille & l'accroissement de celle de la Royale Republique. Il offrit au Protecteur de remettre Dunkerque aux Anglois aussi-tôt après la signature du Traité: Et le Roi d'Espagne s'engageoit en outre à agir de concert avec toutes ses forces dans les Pais-bas, pour faire revenir à l'Angleterre Calais son ancienne possession.

§. I.

Le Cardinal Mazarin demandoit que l'Alliance de la France fut préférée; & quoi qu'il n'offrit que des esperances tout à fait dependantes du sort des armes, il fut écouté. Cromwel donna hautement la préférence à la France; & il s'engagea d'entretenir tant que la guerre dureroit, dans celle des armées Françoises qui agiroit en Flandres, un Corps de six mille hommes d'Infanterie Angloise, à condition que le Siege de Dunkerque en étant la premiere operation

tion, on lui remettroit la Ville aussitôt après sa prise. Le Traité fut renouvelé & confirmé en 1657. & l'Armée Françoisise agit en conséquence.

§. I I.

La plupart des Politiques Anglois ont blâmé le Protecteur du parti qu'il prit. La Puissance de la France, disent-ils, menaçoit déjà l'Europe; l'occasion étoit belle de la contenir dans de justes bornes; & Cromwel auroit trouvé plus de gloire & d'avantage pour Angleterre, si, soutenant l'Espagne sur le penchant de sa ruine, il l'avoit remise en équilibre avec sa rivale. Pour condamner un Politique aussi heureux, il faut autant de pénétration que d'impartialité; & l'une ou l'autre paroît avoir manqué à ses Censeurs. Le Cardinal Alberoni, qui pèse avec toute l'exactitude imaginable les motifs du Protecteur, lui fait honneur de son choix. Il le regarde comme le Chef-d'œuvre de la bonne Politique. Une pareille autorité qui se produit avec tout l'appareil des raisonnemens, & de l'Ex-

B 3

périence,

perience est d'un grand Poids ; & la Sagacité qui paroît dans l'avis de cette Eminence , en fait un morceau curieux d'Histoire Politique , qu'on me saura gré d'avoir donné. Voici comme on fait parler ce fameux Ministre dans son Testament Politique Chap. XIII.

„ C'est au Traité de Westphalie qu'il
 „ faut marquer l'Epoque de l'Etablisse-
 „ ment de l'équilibre de l'Europe. Tous
 „ les Traités qui lui sont postérieurs ,
 „ toutes les guerres qui se sont faites de-
 „ puis , n'ont en pour objet que de trou-
 „ bler , ou de maintenir l'ordre qu'il a
 „ fixé. Dès qu'on faïsit le point de vüe
 „ de l'usurpateur Cromwel , on ne
 „ voit rien dans sa conduite qui ne
 „ reponde à cette idée.

„ Le Cardinal de Richelieu qui se
 „ flata que ses Successeurs suivroient
 „ constamment les routes qu'il leur
 „ fraïoit , avoit mis l'Angleterre hors
 „ de la Balance. Les divisions , que
 „ d'habiles Ministres y pouvoient
 „ entretenir , lui sembloient un sûr
 „ garant , que jamais les Rois de
 „ France n'auroient à discuter avec
 „ elle les affaires Etrangères. Il pré-
 „ para tout en conséquence pour que
 „ l'Equi-

„ l'Equilibre une fois établi , le soin
 „ de le maintenir tombât au Corps
 „ Germanique. Cromvel se proposa
 „ de lui oter la Balance , pour la fai-
 „ re passer à sa Nation ; & ce but
 „ fut l'ame de sa negociation avec l'Es-
 „ pagne & la France. Ce fut pour y
 „ arriver plus sûrement qu'il feignit
 „ de ne pas comprendre celui de la
 „ paix de Munster. Sans secours du
 „ côté de l'Empereur & de l'Empire ,
 „ l'Espagne lutoit avec desavantage
 „ contre la France. Se joindre à elle,
 „ en acceptant Dunkerque, dont elle
 „ faisoit la recompense du secours
 „ qu'elle demandoit ; c'étoit engager
 „ l'Angleterre dans une guerre ex-
 „ trêmement longue : puisqu'elle se-
 „ roit entre Puissances égales ; .c'é-
 „ toit ne lui procurer pour les gran-
 „ des dépenses qu'il lui faudroit faire,
 „ qu'une paix telle que l'Empire la
 „ lui dicteroit. C'étoit , outre ce-
 „ la, la mettre dans la nécessité d'en-
 „ trer dans tous les différens des deux
 „ Maisons , & de se tenir toujours
 „ du côté de la plus foible. En pré-
 „ ferant l'Alliance de la France, &
 „ recevant Dunkerque conquis par

„ les armes combinées , c'étoit deci-
 „ der la superiorité de la Maison de
 „ Bourbon, sur celle d'Autriche , &
 „ lui faire terminer promptement cette
 „ guerre par une augmentation de
 „ puissance , qui ébranloit l'équilibre.
 „ Dans la guerre suivante , il faudroit
 „ que le Corps Germanique se ren-
 „ dit aux sollicitations de son Chef :
 „ autrement la balance étoit renver-
 „ sée ; & il en souffroit le premier.
 „ La guerre seroit donc entre Puif-
 „ sances égales quand l'Empire & la
 „ Maison d'Autriche seroient unis con-
 „ tre la France.

„ Cependant l'Angleterre , un pié
 „ en Flandres , menageroit auprès de
 „ l'un & de l'autre parti les condi-
 „ tions de sa neutralité , ou de sa de-
 „ claration , & seroit toujours à tems
 „ de faire acheter sa Médiation au
 „ prix qu'elle y voudroit mettre. L'E-
 „ spagne étoit trop foible , la France
 „ n'avoit point de raison , pour la trou-
 „ bler dans la possession de Dunker-
 „ que. Les Hollandois ne pouvoient
 „ que se tenir en garde contre un
 „ Voisin dangereux. Si le genie Po-
 „ litique de Cromwel avoit animé
 „ Char-

„ Charles Second ; la petite guerre ,
 „ que le Traité d'Aix la Chapelle
 „ étouffa , auroit donné à l'Angleter-
 „ re , ou par la cession de l'Espagne ,
 „ ou par accord de partage avec la
 „ France , la plus importante moitié
 „ du Pais-bas Autrichien.

CHAPITRE V.

Capitulation de l'Empereur Leopold , en 1658.

L'Empereur Ferdinand III. se conduisit , après la paix de Westphalie , comme ont accoutumé de se conduire les Puissances qu'une guerre malheureuse a forcées de souscrire à des conditions qu'elles desavouent interieurement. Il n'omit rien pour relever sa Maison des coups qui lui avoient été portés. Il avoit reussi , en 1653. à faire élire Roi des Romains Ferdinand IV , son fils aîné. Le jeune Prince étant mort ; & la jeunesse de Leopold son frere empê-

chant les Electeurs de se défier de ses prétentions à l'Empire , l'Empereur avoit fait negocier son mariage avec l'Infante d'Espagne , alors heritiere présomptive de la Couronne. Pour déterminer le Roi & la Nation à cette Alliance , il avoit étudié l'article du Traité de Westphalie , en envoyant de ses troupes en Flandres & en Italie , dans les Armées d'Espagne , non pas , disoit-il contre le Roi de France , mais contre les Anglois & le Duc de Modene , qui étoient ses Alliés. Il avoit fait reconnoître Leopold Roi de Hongrie & de Boheme ; il lui avoit assuré les Pais héréditaires. Enfin il avoit fait tout ce qui lui étoit possible pour rendre à sa Maison son ancien lustre , & préparer à son Fils , un règne semblable à celui de Charles-Quint. La mort le surprit avant qu'il eut recueilli le fruit de ces dispositions.

Le Roi de Hongrie & de Boheme s'étant présenté pour son Successeur à l'Empire , malgré son défaut d'âge : la France envoya ses Ambassadeurs à Francfort , avec ordre de traverser son Election. On prétend
que

que leurs instructions portoient de disposer les Electeurs à lui préférer Louis XIV. Quoi qu'il en soit, la minorité de Leopold cessa d'être un obstacle à son Election, aussi-tôt qu'il fut né un Fils au Roi d'Espagne. L'Electeur de Baviere & l'Archiduc Guillaume aiant persisté dans le refus de la Couronne Imperiale, qui leur fut offerte, tous les suffrages se réunirent sur le seul Candidat qui restoit. Les Ambassadeurs de France ne pouvant empêcher qu'il ne fût élu, se bornerent à lui faire faire une Capitulation, qui, en resserrant l'autorité Imperiale dans des bornes encore plus étroites que le Traité de Westphalie ne les lui avoit marquées, augmentât l'influence du Roi leur Maître sur les affaires de l'Empire.

§. I.

Les Capitulations Imperiales sont des engagemens que le Roi des Romains contracte avec le Corps Germanique, avant que d'être couronné Empereur. Ce sont certains articles, dont il se fait une Loi, qu'il jure solennel-

lemnellement d'observer. Aussi - tôt que le Roi des Romains est élu, on procède à la Capitulation; & si ce Prince ne l'accepte pas l'Election est nulle. Après son serment, il est tellement lié par ces conditions, que, même en cas de nécessité, il ne peut s'en écarter sans l'aveu du Corps Germanique, ou du moins, sans celui des Electeurs. Tel est le Droit. Mais les Epereurs Leopold, Joseph & Charles VI, assés accredités dans l'Empire pour oser y hazarder les Coups du Depotisme le plus entier, n'ont guère regardé leur Capitulation que comme une formalité; & ils l'ont fait impunément. Comme souvent le Roi des Romains élu ne jure la Capitulation que par ses Ambassadeurs à la Diete, les Electeurs, en le proclamant Roi des Romains, exigent de lui des *Lettres Reversales*, c'est-à-dire, une déclaration solennelle qu'il ne prétend exercer les fonctions Impériales; qu'après qu'il aura fait en personne le serment requis.

§. I I.

La Capitulation de Charles-Quint est la premiere , qu'on puisse prouver. Elle fut dressée sur l'avis de Frederic le Sage, Electeur de Saxe, qui aiant refusé la Couronne Imperiale, qui lui étoit déferée d'une voix unanime, & la demandant pour Charles - Quint, proposa aux Electeurs, que la puissance de ce Prince allarmoît, de lui marquer les Conditions auxquelles le Corps Germanique le recevroit pour son Chef. L'Abus que cet Empereur fit de sa puissance, pour éluder ou enfreindre sa Capitulation, fit charger celle de ses successeurs. Ferdinand II, & III, avoient franchi les bornes que la leur mettoit à leur autorité: ce fut, pour les Ambassadeurs de France, une puissante raison à donner aux Electeurs, pour les engager à se precautionner, par de nouveaux articles, contre l'ambition de Leopold.

§. I I I.

Jusqu'à l'Electon de Mathias, les
Prin-

Princes & Etats de l'Empire n'avoient point disputé aux Electeurs le droit de dresser seuls la Capitulation. Alors, ils le leur contesterent. La Capitulation, disoient-ils, faisant une Loi, & la puissance Legislative résidant uniquement dans le Corps Germanique assemblé, les Electeurs, qui n'en sont que les membres, n'avoient pas l'autorité nécessaire. Les Electeurs répondirent que la Capitulation n'est Loi que pour l'Empereur; & que ceux à qui seuls il appartient de l'Elire, avoient seuls le droit de lui marquer les conditions de son Election. Le différent fut porté devant l'Assemblée de Westphalie, qui en renvoya le Jugement à la Diète. Celle de 1652. prononça que les Electeurs avoient privativement le Droit de dresser la Capitulation, Mais elle leur enjoignit de recevoir, à son sujet, les avis des Princes & Etats, & d'y avoir égard.

A l'Election de Ferdinand IV, en 1653, les Electeurs parurent négliger les avis, qui n'intéressoient point le Corps Electoral; & les plaintes des Princes recommencerent. La dispute sembla

sembra terminée en 1665, lors que les Electeurs agréèrent le plan de Capitulation perpétuelle, qui leur fut présenté par les Princes & Etats. Mais ils prétendirent se réserver le droit d'y ajouter à chaque Election ce qu'ils jugeroient à propos; & les Princes refuserent absolument d'y acquiescer. Presentement, ce droit que les Allemans appellent *Jus Adcapitulandi*, est reconnu, mais seulement quant aux articles qui n'interessent pas tout le Corps Germanique.

Il est fort vrai - semblable que la Capitulation de François I a mis fin à tous ces débats. Comme elle ne laisse à l'Empereur que les Droits & l'autorité, dont sa qualité de Chef de l'Empire ne peut souffrir la diminution, elle fera la Capitulation de ses Successeurs.

§. I V.

LEOPOLD refusa, pendant plus d'un an, la Capitulation que les Electeurs lui presentoient. On y stipuloit l'observation du Traité de Westphalie en général, & en particulier

culier la Neutralité de l'Empereur dans la guerre des deux Couronnes. Leopold ne pouvoit digerer ce dernier article, Voyant néanmoins qu'il ne réussiroit pas à le faire changer, il craignit que son opiniâtreté à le rejeter ne degoutât les Electeurs; & il fit enfin le Serment, auquel étoit attachée la confirmation de son Election. De leur côté, les Electeurs appréhendant de ne pas trouver un Prince qui acceptât la Couronne Imperiale à la condition qu'ils vouloient inserer dans la Capitulation (savoir qu'en cas de contravention les Empereurs seroient dechûs, *ipso facto*, de leur Dignité, & les Electeurs en droit de proceder à une autre Election) ils consentirent que cette Clause ne fût point exprimée. Leopold eut le chagrin de voir la France s'offrir pour garant de sa Capitulation, avec l'aplaudissement & la confiance du Corps Germanique.

CHAPITRE VI.

*Traité des Pyrenées, en 1660,
entre la France & l'Espagne.*

DEpuis l'Alliance de la France avec l'Angleterre, l'Espagne faisoit la guerre par necessité. La France refusoit de lui marquer à quelles conditions elle entendroit à la paix ; ou quand elle lui laissoit entrevoir qu'elle n'y avoit point d'éloignement, elle mettoit pour premiere condition le mariage de son Roi avec l'Infante. Le Ministère des deux Cours voyoit également que ce Mariage seroit, tôt ou tard, un titre & un Droit à la Couronne d'Espagne. Tous deux regardoient les renonciations comme des formalités, qu'on cesseroit de respecter, aussi-tôt qu'il s'agiroit leur assigner leur prix. La foible santé du jeune Prince, Heritier présomptif, faisoit regarder ce tems comme peu éloigné ; &, dans l'épuisement où étoit la Monarchie, la

la Nation ne vouloit point se soumettre à une discussion, qu'elle ne pourroit soutenir que par des raisons.

C'eût été aux autres Puissances de l'Europe à prévenir des prétentions qui ne les interessent gueres moins que l'Espagne elle-même. Mais elles étoient si fatiguées de la guerre, si accoutumées à souhaiter l'abaissement de la Maison d'Autriche, si peu en défiance de l'accroissement de la France, qu'elles croient gagner beaucoup, en laissant aux affaires des deux Couronnes le cours qu'elles avoient pris.

Cromwel avoit des vûes particulières pour la Grandeur de l'Angleterre; & l'Espagne, qui ne les pénétrait point, croyoit qu'il fermoit les yeux aux Intérêts de la nouvelle République, ou qu'il ne voyoit pas assez loin dans l'avenir, pour s'apercevoir qu'il s'étoit fait illusion sur eux. L'Espagne, pendant les dernières années de la guerre, sembla un Malade à qui les Medecins ont intimé la nécessité de mourir. Résignée au coup fatal, mais certaine qu'il ne pouvoit rien lui arriver de pis, elle en prolongeoit le moment.

Depuis

Depuis la Bataille des Dunes, & la prise de Dunkerque par le Vicomte de Turéne, la guerre ne se soutenoit plus en Flandre que par la reputation du Prince de Condé. La bataille de *Villa-Viciosa* avoit fait vuider le Portugal aux troupes Espagnoles. Le Gouverneur du Milanèz desespéroit de défendre plus long-tems son gouvernement. Les deux Siciles ne demeuroident unies à la Monarchie, que par ce que la France negligeoit de les en détacher. Enfin l'épuisemens étoit si grand, que le Ministère n'avoit pas même de quoi faire montre, & représenter pendant un armistice. Dans l'impuissance de soutenir l'apparence de la guerre, il consentit à recevoir la paix.

§. I.

Les deux Ministres n'eurent pas peu de peine à s'accorder sur le lieu & la forme des Conférences. Ces ridicules altercations prirent autant de tems que le Traité lui-même, & en furent le préliminaire le plus contesté. Une petite Ile, au milieu de la Rivie-

44 HISTOIRE POLITIQUE

Riviere de Bidassoa , qui separe les deux Royaumes , fut toisée & partagée entre les deux Plenipotentiaires. Le tems que le Cérémonial leur laissa, ils l'employerent à la Negociation.

§. I I.

Ce Traité, dont l'Histoire du Siècle fait si souvent mention , est une tache éternelle à la reputation des deux Ministres qui le passèrent. Il avoit trois objets principaux , sur lesquels chacun s'efforça de duper son Antagoniste. Le Mariage du Roi avec l'Infante étoit le premier. Don Louis de Haro stipula , pour la Dot de la Princesse , une somme , qu'il savoit que l'Espagne n'étoit pas en état de payer. Le Cardinal Mazarin , après avoir chicané , comme le plus avare Changeur , sur la qualité & la valeur des Ecus , engagea le Roi son Maître par des Sermens qu'il lui avoit déjà persuadé de compter pour rien. Celui-ci offroit , celui-là exigeoit une renonciation , que tous deux estimoient de nulle valeur.

Le partage des Conquêtes étoit le second

second objet du Traité. On eût pris les deux Ministres pour deux Juifs, qui se disputent les pieces d'un Enchan. L'un surfaisoit ce qu'il étoit obligé de donner : l'autre mettoit au dessous de son prix ce qu'il ne pouvoit dispenser d'acheter. Celui-là joüoit le Marchand indigné, celui-ci faisoit l'acheteur indifferant. Le Prince de Condé, dont il eut été de la dignité des deux Rois de faire l'objet de leur générosité, devint partie essentielle de leur accommodement. Son établissement fut mis à l'enchère, & on rabais, avec mille petites finesses indécentes. Enfin, il rentra dans son sang & ses biens, sa paix fut conclue; il n'en eut obligation ni à son Roi, qui se la fit payer, ni au Roi d'Espagne, qui l'avoit marchandée.

Les Interêts des Alliés respectifs furent le troisieme objet du Traité. L'Espagne accorda pour ceux de la France des conditions, qu'elle étoit résolue de ne point tenir; elle se reserva de ne rien exécuter de ce qu'elle promettoit pour les Princes d'Italie. La France n'en agit pas de meilleure foi. Il étoit autant de son hon-

neur que de son intérêt de comprendre le Portugal dans son Traité. Le Cardinal jura de l'abandonner; & en même tems qu'il en faisoit le serment, il lui préparoit de puissans secours, Il refusa d'entendre à aucune proposition sur le rétablissement de Charles II en Angleterre; & sous main il lui faisoit offrir le Mariage de sa Niece, avec promesse de l'aider à remonter sur le Trône.

§. III.

Le Traité des Pyrenées n'est fameux dans l'Histoire que par son exécution La renonciation aux Droits de l'Infante sur les Etats de la Monarchie Espagnole en fut l'article essentiel; & six ans après, Louis XIV armoit pour les Droits de la Reine son Epouse sur un des plus beaux fleurons de la Couronne d'Espagne. On ne cita si souvent à la France le Traité des Pyrenées, que pour lui reprocher le peu d'égard qu'elle y avoit. Il est assés inutile de marquer la frontiere qu'il lui faisoit, du côté des Pays-bas, puisque les garnisons Fraa-

Françoises y furent à peine établies, qu'elle fut environnée d'un double & triple Cordon de nouvelles conquêtes.

Le rétablissement du Duc de Lorraine stipulé dans le Traité, aux conditions les plus dures, fut une insulte aux Souverains, un outrage à la Souveraineté même. Ce Prince, moins Maître en ses Etats qu'un simple Gentleman en son Village, parut encore à Louis XIV un Voisin redoutable; & il fut chassé de son païs avant que ses sujets eussent, pour ainsi dire, eu le tems de le reconnoître. Deux ans après la conclusion du Traité, on ne compta d'articles qui subsistassent, que ceux des cessions que l'Espagne avoit faites. La renonciation de Philippe à ses droits de réversion sur l'Alsace n'a jamais été infirmée. Le Roussillon & l'Artois sont demeurés Provinces de France. On cherche en vain l'effet des nombreux articles, qui furent aussi solennellement jurés que ceux-là.

CHAPITRE VII.

*Traité d'Oliva, en 1660. entre
les Puissances du Nord.*

CHARLES GUSTAVE, Prince Palatin du Rhin, devenu Roi de Suede par l'abdication de la Reine Chrifline, étoit entré en Pologne, l'an 1655. C'étoit la reprise d'une guerre commencée par Charles IX, contre Sigismond fon Neveu, Roi de Pologne, à qui il avoit enlevé la Couronne de Suede, du consentement des Etats. Gustaphe Adolphe, fils du Charles IX, que de plus grandes esperances appelloient en Allemagne, avoit entendu à une trêve qui lui laissoit en dépôt plusieurs Places de la Prusse Royale, avec la Livonie, ses conquêtes. Charles X, dont la gloire de Gustave excitoit l'émulation, & qui souhaitoit se faire connoître aux Suedois par les talens qu'ils prisoient le plus, refusa de prolonger la trêve. Il avoit donné retraite dans

fa Cour au Vice-Chancelier de Pologne Radzieuski, mécontent de Casimir son Roi. Les intelligences de ce Grand Officier devoient favoriser les armes Suedoises; & Charles ne s'en promettoit pas moins que la Conquête de ce vaste Royaume.

Les commencemens furent très-favorables au Conquérant. La Noblesse Polonoise se joignit à lui, pour obtenir satisfaction de son Roi, qui avoit lezé ses Priviléges. Il parcourut toute la Pologne en Vainqueur; & Casimir poussé jusque sur la frontière, fut obligé de se retirer en Hongrie. Mais les succès de Charles donnerent de la jalousie au Roi de Dannemarc & au Czar. Celui-ci ayant tout à coup fait sa paix avec Casimir, se jetta sur la Livonie occupée par les Suedois. Le Roi de Dannemarc s'étant saisi de la meilleure partie du Holstein, attaqua les Etats de la Suede en Allemagne. Charles fut obligé de quitter la Pologne. Il marcha contre le Roi de Dannemarc, qu'il battit en detail; il mit le Siège devant Coppenhague; & il auroit pris cette Capitale, si la Flotte Hollandoise ne se fut

CHAPITRE VII.

*Traité d'Oliva, en 1660. entre
les Puissances du Nord.*

CHARLES GUSTAVE, Prince Palatin du Rhin, devenu Roi de Suede par l'abdication de la Reine Chrifline, étoit entré en Pologne, l'an 1655. C'étoit la reprise d'une guerre commencée par Charles IX, contre Sigifmond fon Neveu, Roi de Pologne, à qui il avoit enlevé la Couronne de Suede, du consentement des Etats. Gustaphe Adolphe, fils du Charles IX, que de plus grandes esperances appelloient en Allemagne, avoit entendu à une trêve qui lui laiffoit en dépôt plusieurs Places de la Pruffe Royale, avec la Livonie, fes conquêtes. Charles X, dont la gloire de Gustave excitoit l'émulation, & qui fouhaitoit fe faire connoître aux Suedois par les talens qu'ils prierient le plus, refufa de prolonger la trêve. Il avoit donné retraite dans

sa Cour au Vice-Chancelier de Pologne Radzieuski, mécontent de Casimir son Roi. Les intelligences de ce Grand Officier devoient favoriser les armes Suedoises; & Charles ne s'en promettoit pas moins que la Conquête de ce vaste Royaume.

Les commencemens furent très-favorables au Conquérant. La Noblesse Polonoise se joignit à lui, pour obtenir satisfaction de son Roi, qui avoit lezé ses Privilèges. Il parcourut toute la Pologne en Vainqueur; & Casimir poussé jusque sur la frontière, fut obligé de se retirer en Hongrie. Mais les succès de Charles donnerent de la jalousie au Roi de Dannemarc & au Czar. Celui-ci ayant tout à coup fait sa paix avec Casimir, se jetta sur la Livonie occupée par les Suedois. Le Roi de Dannemarc s'étant saisi de la meilleure partie du Holstein, attaqua les Etats de la Suede en Allemagne. Charles fut obligé de quitter la Pologne. Il marcha contre le Roi de Dannemarc, qu'il battit en detail; il mit le Siège devant Copenhague; & il auroit pris cette Capitale, si la Flotte Hollandoise ne se

fut présentée à propos pour la secourir. La levée du Siège fut suivie d'un autre echec dans l'Ile de Rugen, auquel Charles ne survécut que peu de mois. Sa mort facilita la paix, qui se négocioit à Oliva, près de Dantzick, sous la médiation de la France.

§. I.

Le Traité n'a que deux articles, qui intéressent le reste de l'Europe. La Suede s'étant fait confirmer la possession des Etats que la paix de Westphalie lui avoit donnés en Allemagne, abandonna la Pologne, & rendit au Dannémarc ce qu'elle lui avoit pris. Mais la Livonie lui fut entièrement cedée. Le second article confirma le Traité de Viélun de 1658, où la Pologne avoit quitté la Maison de Brandebourg du Vasselage pour la Prusse Ducale. La France & la Hollande prirent la garantie du Traité.

CHAPITRE VIII.

Achat de Dunkerque par la France , Garantie de l'acquisition , en 1662.

A Près la mort du Cardinal Mazarin , Louis XIV n'avoit personne dans son Conseil qui dût prétendre succeder à ce premier Ministre. La Cour , accoutumée à ne voir que des Subalternes dans les Ministres qui avoient travaillé sous le Cardinal , n'en estimoit aucun capable de remplir la première place ; & eux-mêmes se rendirent d'abord assés de Justice pour n'oser y aspirer. Mr. Fouquet , ébloüi de la faveur dont le jeune Monarque lui donnoit de légères apparences , se flata d'une préférence entiere sur ses Collègues ; & sa fortune fut renversée aussi-tôt qu'il eut laissé entrevoir ses esperances. Du côté de Naissance il avoit quelque supériorité sur les autres Ministres : mais

les ressources du genie, l'éclat des talens, plus capables encore que la haute Naissance, d'en imposer aux Jaloux, lui manquoient absolument; il étoit, à cet égard, celui dont l'ambition devoit paroître la plus téméraire. Aussi Le Tellier & Colbert n'eurent-ils, pour le perdre dans l'esprit du jeune Roi, qu'à lui dire que Mr. Fouquet se promettoit de le gouverner.

Deja prévenu de la gloire de régner par soi-même, Louis XIV fut indigné du peu d'estime que le Sur-Intendant sembloit faire de son genie; tandis qu'il n'y avoit à lui imputer que de présumer trop de sa capacité. Sur ce que les Ennemis de Mr. Fouquet lui insinuerent qu'il importoit à sa réputation de faire connoître que les esperances de ce Ministre n'avoient de fondement que dans sa vanité, il se livra au plaisir de le punir de la maniere la plus humiliante pour un Courtisan de son experience. La fourbe & la dissimulation n'entroient point dans le Caractère de Louis XIV. Cette manœuvre, indigne d'un Souverain aux prises avec son sujet, fut conduite par Colbert, qui persuada au Roi

Roi qu'en dupant le Sur-Intendant, il établissoit l'idée de la supériorité de son génie. Le Jeune Monarque fut l'instrument de la passion d'un des Ministres, lors même qu'il croyoit signaler son indépendance.

§. I.

Cette intrigue de Cour, dont les Historiens daignent à peine parler, est la cause première du Despotisme avec lequel Louis XIV a régné. Le Tellier & Colbert, restés seuls Ministres accrédités dans l'Esprit du Roi, n'étoient encore recommandables à la Nation que par le choix du Roi. Ils en firent l'unique raison de l'obéissance qu'ils exigèrent; & pour faire plier les Grands & les peuples sous leurs volontés, qu'ils donnoient pour celles du Roi, ils portèrent l'autorité royale aussi haut qu'il leur fut possible. Ils firent valoir, comme la Loi suprême, le bon plaisir de Sa Majesté, & les résolutions du Conseil comme celles des Etats. S'étant partagés entre eux, au moyen de leur Créatures, toutes les parties du Gouverne-

ment , il leur fut aisé de s'affermir dans le Ministère , en faisant honneur au jeune Roi des résolutions auxquelles ils l'amenoient. La jalousie s'étant mise entr'eux , ils durent opposer aux mauvais offices , qu'ils se rendoient mutuellement , les projets , relatifs à leur Département , les plus capables de plaire à un jeune Roi , qui aimoit la gloire sans bien la connoître , & ne faisoit point la différence qui est entre un règne glorieux , & un règne bruiant.

L'Emulation fit de Colbert un Ministre de Finances incomparable. Comme elle ne trouva ni dans le vieux Le Tellier , ni dans le jeune Louvois , un aussi bon fond ; elle n'en fit que d'infatigables Ministres de la guerre. Mais pour donner de l'éclat au règne de leur Maître , il suffisoit qu'elle les portât à ce qui pouvoit rendre leur Département plus considérable. Louis XIV eût-il eu moins de génie qu'il n'en avoit , il ne se pouvoit pas qu'avec de pareils Ministres , il ne fut ambitieux , Conquérant , fastueux , magnifique ; & c'est ce qu'il a été.

§. II.

L'acquisition de Dunkerque est le fruit de cette émulation des deux Ministres. Cette Place promettoit d'être un sujet de rupture, & l'aliment d'une défiance perpétuelle, entre son possesseur & les Puissances aux Etats desquelles elle confine. Le Tellier & Louvois, qui ne respiroient que la guerre, en firent envisager l'acquisition Roi, comme un Préliminaire, essentiel des succès, qu'ils lui promettoient, pour le tems ou il feroit valoir les Droits de la Reine son Epouse. Colbert, en donnant au Roi le goût du faste, s'étoit engagé de fournir aux dépenses; & c'étoit le Commerce qui devoit ouvrir les nouvelles sources de Richesses, qu'il faisoit esperer au Royaume. Le Port de Dunkerque offroit un entrepôt pour les Mers du Nord, & l'unique Havre qui soit pour la Marine royale, sur toute cette Côte de la Manche. A quelque prix que le Roi d'Angleterre le mît, il devoit en peu de tems rendre au de-là de ce qu'il au-

roit coûté. L'achat en fut donc proposé par les deux Ministres.

§. III.

Les plus grandes difficultés ne venoient point du côté que naturellement on devoit les attendre. Charles II avoit besoin d'argent; & en reduisant au secret tout l'art de cette négociation, on n'auroit disputé avec lui que sur le plus ou le moins. On y emploïa cependant un des plus fins Negociateurs que la France eut alors. [D'Estrades]. On voulut encore que la Reine Douairiere d'Angleterre fit usage de son crédit sur l'esprit du Roi son fils. Elle passa la Mer à cet effet; & elle fut le solliciter à une bassesse qui à flétri son règne. Dix de nos millions furent le prix d'une Ville Maritime, qui depuis en a coûté plus de Cent, qu'on regrette moins que sa perte. Le marché fut conclu le 27. Novembre 1662. & Dunkerque eut garnison Françoisse, avant que le Parlement d'Angleterre, qui se seroit opposé à sa vente, fut assemblé.

§. IV.

§. I V.

A peine le Roi eut pris possession de cette importante Place, que Colbert & Louvois en disposèrent selon leurs vuës. L'un la fit fortifier du côté de terre; L'autre, en attendant qu'il pût faire les fraix de son amélioration du côté de la Mer, la fit déclarer, *Port franc*. Il est bien difficile de décider lequel des deux Ministres donna plus d'ombrage aux Provinces Unies. Le Roi ne faisoit point un secret à leurs Hautes Puissances de ses prétentions aux Etats de la Couronne d'Espagne. Une place d'armes aussi avancée dans le Paisbas Espagnol, devoit lui en faciliter la Conquête; & elles étoient déjà prévenues que le plus grand malheur qui pût leur arriver, étoit d'avoir ce Monarque pour voisin. D'un autre côté, le Commerce étoit l'ame de leur Republique; & la franchise du nouveau Port François lui devoit porter un notable préjudice, pendant le tems de la paix; tandis que des Armateurs s'y formeroient, pour le rui-

ner au premier signal de Guerre.

Cette effrayante perspective retenoit les Etats Généraux de prendre la garantie , que le Roi leur demandoit de son acquisition. Ils ne purent gagner sur eux de dissimuler des craintes , sur lesquelles ils n'étoient pas alors en état d'exiger qu'on les rassurât. Menacés par l'Angleterre & par l'Evêque de Munster , d'une guerre, d'autant plus furieuse, que la jalousie, la Vengeance, & la Cupidité en étoient les motifs ; ils avoient besoin de l'amitié de Louis XIV. Déjà ils avoient avec lui un Traité de confédération & de Commerce , dont ils ne pouvoient revenir, sans s'engager à prendre parti avec leurs Ennemis. La sainte Politique leur disoit de ne pas refroidir, par leurs défiances, un Allié qui leur étoit nécessaire : ils n'en firent rien ; & Louis XIV, qui connoissoit l'embarras où ils se trouvoient, leur déclara que la garantie de l'acquisition de Dunkerque étoit la condition à laquelle il mettoit la ratification de son Traité d'Alliance avec eux. Il fallut remplir cette rigoureuse condition. Les Etats assurèrent à la

France une possession, qu'ils ont ensuite travaillé pendant quarante ans à lui enlever.

CHAPITRE IX.

Paix de Breda, en 1667, entre l'Angleterre & la Hollande, avec leurs Alliés.

L'Histoire passe trop legerement sur le règne de Charles II en Angleterre : ce ne sont point les règnes les plus brillans qui sont les plus importantes Epoques. Il n'y eut pas sous celui-ci de ces grands événemens qui étonnent & allarment les autres Etats, de ces révolutions dont le merveilleux affecte jusqu'au petit peuple. Mais il offre le plus vaste champ aux observations d'un Politique, pour qui la moindre altération dans le Sislème général, est un objet plus considerable que les révolutions particulieres les plus éclatantes. C'est au règne de Charles II que l'Angle-

C 6

terre

terre doit rapporter l'acquisition de l'Empire de la Mer. Ses Guerres contre les Hollandois entamerent le Commerce de cette République; & ses Successeurs, qui ont porté la Grande Bretagne au plus haut point de Grandeur & d'opulence, n'ont fait que recueillir le fruit des Coups qu'il sût frapper.

§. I.

CHARLES II avoit de très grandes qualités, dont ses foiblesses ne lui sauroient oter l'honneur. L'adversité avoit formé son Cœur aux vertus des bons Rois; & son Esprit y avoit acquis la trempe des hommes d'Etat. Il possédoit à un degré éminent cette fermeté d'ame & cette hardiesse de genie, qui caractérisent les grands hommes, & qui, faute d'avoir été réglées par l'expérience, ne sont souvent chez les Princes à qui on en fait honneur, que de l'entêtement & de la témérité. Un long séjour en différentes Cours avoit poli ses mœurs; il temperoit de l'affabilité Françoisé la gravité Espagnole, & du flegme Allemand sa vivacité

nau-

naturelle. Supérieur à ses disgraces, il n'avoit jamais perdu de vuë la révolution qui devoit le rendre au Trône ; & dans les circonstances les plus humiliantes pour un Souverain , il avoit su conserver le Cœur & les sentimens d'un Roi. Henri IV étoit le modèle qu'il dut se proposer ; & il l'auroit égalé dans la bonne , comme dans la mauvaise fortune , si plus sensible au retour de ses sujets vers lui , qu'aux peines que leur desertion lui avoit causées , il s'étoit déterminé , ainsi que son Aïeul , à ne les faire souvenir du passé , qu'en leur prouvant par son application aux affaires , qu'ils y avoient plus perdu que lui.

Mais sa reconnoissance s'étoit fixée uniquement sur le Général Monck , à qui il donnoit tout l'honneur de son rétablissement. Persuadé que la Nation avoit moins rapellé le Roi que la Royauté , & qu'elle l'auroit laissé dans son exil , si elle avoit pu s'accommoder d'un nouveau Gouvernement , il regardoit la Couronne comme un bien de patrimoine que la nécessité lui faisoit restituer ; & il crut l'avoir rachetée assez cher , pour avoir le droit d'en jouir.

jouir. Il parut ne vouloir connoître que les agrements de la Souveraineté, & ne chercher sur le Trône que le dedommagement des chagrins & des incommodités de sa vie errante. L'amour de l'Etat, celui même de la gloire, le ressort le plus puissant du Cœur des Rois, furent étouffés par le goût du repos & des plaisirs; & le bien de la Nation fut sacrifié à ce dernier.

Obligé de se marier, ce Prince, qui avoit pû autrefois faire ceder la fierté de son rang à la Politique, & s'accommoder aux tems & à sa fortune, jusqu'à rechercher l'alliance utile du Cardinal Mazarin, ne consulta dans son choix que l'intérêt de ses plaisirs. Il préfera l'Infante de Portugal à plusieurs partis, que le bien de ses affaires lui recommandoit, & dont la recherche lui étoit ouverte; & il prit une femme qui ne lui apporta en Dot, ni Richesses ni credit, par la raison, que dès là elle ne pourroit exiger de lui que les égards les plus communs.

Le Portugal ne connoissoit point encore les Richesses du Bresil; il avoit perdu

perdu celles du Malabar & de la Guinée; & une guerre de plus de vingt ans avoit épuisé ce que le gouvernement Espagnol ne lui avoit pas enlevé de ses propres ressources. Loin d'avoir quelque influence sur les affaires générales de l'Europe, il étoit dans l'impuissance de se soutenir par lui-même contre son ennemi naturel. Aiant peine à fournir à l'entretien de ses Places & de ses troupes, il ne pouvoit donner la Dot de son Infante en argent. Tanger, Place forte sur la Côte d'Afrique, l'embarassoit, il l'offrit au Roi d'Angleterre; & ce Prince la reçut, moins à cause de son importance pour le Commerce Anglois, que parce qu'elle seroit un texte inépuisable de Harangues aux deux Chambres, & un prétexte perpétuel pour demander des subsides au Parlement.

§. III.

La Nation, de son côté, n'eut pas pour son Roi, les égards & la complaisance, qui peut-être le lui auroient affectonné. De même qu'il vouloit régner

régner uniquement pour soi , elle prétendoit qu'il n'étoit sur le Trône que pour elle. Sans indulgence pour ses foiblesses, elle lui citoit à tout propos le bien public , & l'interêt du Royaume, que souvent elle ne faisoit pas ; & comme elle ne lui tenoit aucun Compte de ce qu'il avoit souffert pendant le Protectorat, elle lui en refusoit toute recompense. Semblable à un jeune homme, qu'un Pere avare borne au pur nécessaire , Charles Second étoit réduit à captiver ses goûts, ou à donner dans les expédiens les plus ruineux. La vente de Dunkerque & l'abandon de Tanger, furent autant des fautes de la Nation que du Roi.

§. III.

CHARLES, chez qui toutes les passions avoient fait place à l'amour du repos & des plaisirs , eût sans doute été un Roi pacifique , si la nécessité de faire diversion au mécontentement de ses peuples , & le besoin de prétextes pour tirer de l'argent de son Parlement , ne l'avoient obligé à la guerre. On doit pourtant

lui

lui savoir gré d'avoir choisi l'Ennemi, que l'interêt de la Nation lui désignoit, malgré la repugnance qu'il devoit avoir à suivre le plan, & les vues de Cromwel.

La Republique de Hollande, dont le Protecteur avoit crû que l'abaissement importoit à la Grandeur de l'Angletere, étoit alors à son plus haut point de puissance & de gloire. Mais le genie de Colbert, qui animoit la France, lui causoit une crise qui devoit décider de sa décadence, ou de sa constante prospérité. Après avoir reçu pour son Allié Louis XIV, qu'elle ne pouvoit éviter autrement d'avoir pour Ennemi, il lui falloit se résigner à partager avec la France les avantages du Commerce. C'étoit la même ce que Louis XIV avoit stipulé, & le prix auquel il avoit mis son Alliance. Quoi que la Republique espérait de l'inconstance Françoisse que le genie de Colbert ne subsisteroit qu'autant que son Ministère, & passeroit avec lui, comme un mode de la vieille Cour, elle ne vouloit point courir les risques d'un avenir aussi incertain; elle prétendoit se servir de son Allié, pour

pour regagner d'ailleurs ce que son Alliance lui coutoit.

Dans le plan du Grand Pensionnaire de With , la part des Anglois , dans le Commerce , devoit la récompenser de celle qu'elle y donnoit aux François. Maitresse dans les Mers d'Asie & d'Afrique , elle faisoit sentir durement toute sa superiorité aux Anglois qui se hazardoient d'aller négocier aux Indes & en Guinée. L'Angleterre , en differant plus longtems d'en marquer son ressentiment , s'exposoit à décourager ses Négocians , & à perdre sans retour les Richesses , dont la Reine Elizabeth , & Cromwel , lui avoient ouvert les sources.

§. I V.

Quand même l'ambition de Louis XIV auroit déjà été l'épouvantail de l'Europe , le tems n'étoit point encore venu , pour l'Angleterre , d'y faire digue. Avant que de penser à la sûreté générale , elle devoit pourvoir à son bien être particulier. Isolée comme elle est du reste de l'Europe , elle ne pouvoit y acquérir , que par son

opu-

opulence, le credit & la consideration capables de lui en faire déférer la balance. Or, quelle que soit sa fertilité, son opulence étoit à peine, sans le Commerce, une obscure médiocrité. Il est vrai que la vente de Dunkerque avoit porté coup à ce Commerce immense, auquel elle devoit prétendre. Mais la faute étoit trop récente, pour qu'on en sentit si tôt les facheuses suites; & il étoit vraisemblable que le tems qui decouvriroit tout le mal, feroit naître l'occasion d'y remédier. Le besoin d'argent nécessaire à la guerre; & le Commerce de la Grande Bretagne eût été absolument ruiné par toute autre guerre que celle qui avoit pour objet de l'affermir.

On doit considerer les guerres de Charles II contre les Hollandois comme des reprises de celle que leur fit Cromwel; & il est incontestable que la dernière fut le premier pas de l'Angleterre vers l'opulence & la gloire, ou nous la voyons. Les Hollandois lui vouloient fermer le detroit de la Sonde; ils lui vouloient enlever ses établissemens de la Côte d'Or :
ils

ils vouloient dégouter ses Négocians; ils avoient surpris en pleine paix, par la ruse (*) la plus odieuse, le Fort important de *Formosa* : ils avoient ruiné de même le Comptoir de *Bantam*, & attaqué plusieurs Forts d'Afrique : ils insultoient à toute occasion le Pavillon Anglois. Une plus longue indifférence sur leurs entreprises les auroit enhardis à de plus grandes : La Nation eût demandé compte à son Roi de sa foiblesse ; & l'Angleterre, en proie à ses divisions, seroit retombée dans ses malheurs & son obscurité.

§. V.

Quoi que la Marine Françoisse fût encore en son enfance, Louis XIV, qui pouvoit s'en tenir aux termes de son Alliance avec les Hollandois, & n'être qu'auxiliaire dans cette guerre de Mer, y entra comme partie principale. Sa déclaration fut publiée avec toute la fierté imaginable. Ce qu'on
nom-

(*) Deux Vaisseaux Hollandois feignant d'avoir été battus de la Tempête, furent reçus dans le Port de *Formosa* ; & leurs Equipages massacrèrent leurs Hôtes.

nommoit la Flotte de France dut se joindre à la Flotte Hollandoise ; & il fut ordonné de courir sus aux Anglois , tant sur Terre que sur Mer. Les effets ne répondirent point à cette parade. A peine l'Amiral Hollandois pût-il obtenir d'être secouru d'un Brulot : les exploits des François se bornerent à chasser les Anglois de leur portion de l'Île St. Christophe , & à leur enlever deux petites Antilles , encore desertes. Mais il étoit de la Politique de la France de parler sur ce ton , afin d'encourager les Hollandois à s'opiniâtrer à la guerre. La Marine & le Commerce de France devoient profiter de l'affoiblissement des deux Puissances ; & si la fortune s'étoit absolument décidée pour la République , Louis XIV , en guerre ouverte avec les Anglois , étoit en état de faire avec eux un Traité particulier.

Trois des plus terribles batailles qui se soient jamais données sur Mer, disposerent les deux Puissances à la Paix. Charles II qui ne respiroit ni la Vengeance ni les Conquêtes , pardonna aux Hollandois d'être venus bruler

bruler ses vaisseaux jusques dans la Tamise. Il fut degouté de la guerre, aussi-tôt qu'elle consuma tous les subsides que le Parlement lui donnoit. Il envoya ses Plenipotentiaires à Bre-da; & le Traité s'y conclut le 31. Juillet 1667, sous la Médiation de la Suede.

§. V I.

La France dut avoir son Traité particulier, puis qu'elle avoit fait sa déclaration de guerre. Le Roi de Dannemarc, qui n'avoit pas pris plus de part qu'elle aux opérations militaires, demanda la même distinction. Ce Prince avoit fait le 11. de Fevrier de l'année précédente, un Traité d'Alliance offensive & deffensive, unique en son espece, avec la République. Il s'y engageoit d'entretenir dans la Baltique une Escadre, forte en proportion des Subsidés qui lui seroient fournis, contre l'Angleterre, sans toutes fois infester ses Côtes, ni troubler son Commerce en cette mer. Son Traité de paix fut aussi singulier. C'étoit une longue Lettre de compliment, redigée en articles, où les deux

Rois

Rois se rapelloient les anciennes liaisons des deux Royaumes, & s'en promettoient le renouvellement. On mit au bas, par *Post script*, que les Ambassadeurs Danois avoient inutilement tenté de régler le Péage du Détroit du *Sond*, & les prétentions du Roi leur Maître sur les Iles Orcades, qui devoient être les principaux objets du Traité, & dont il ne fut pas parlé.

La Paix de la France étoit la confirmation & le renouvellement des anciens Traités, avec la restitution respectueuse des Conquêtes, le renvoi des prisonniers, & l'oubli du passé. Il est à remarquer que Louis XIV, que Cromwel avoit obligé, dix ans auparavant, de quitter son titre de Roi de France, pour prendre celui de Roi des François, qui ne préjudicioit point à ses titres de Protecteur d'Angleterre, d'Ecosse, de France & d'Irlande, ne voulut pas à Bréda, que le Canal de la Manche fut appelé *Canal d'Angleterre*, ou *Mer Britannique*.

Les forces des deux Puissances aiant agi dans la Manche où il n'y eut perte que d'hommes & de Vaisseaux,

seaux , l'Angleterre se remit par la paix , à ses Dépenses près , aux mêmes termes où elle en étoit avec la République avant la guerre. Il fut dit que chaque Nation posséderoit , à toutes sortes de titres , les Païs , Forts , Comptoirs , & Droits , dont elle se trouvoit en possession lors du Traité , de quelque maniere qu'elle les eut acquis. C'étoit là plutôt une suspension d'armes qu'un Traité de paix. Mais le Roi avoit besoin de tems , pour rétablir sa Marine ; & la République ne pouvoit plus digérer les Allarmes , que lui causoient les prétentions de Louis XIV sur les Pays-bas Espagnols. Pour se reconcilier avec les Anglois , dont le secours lui devenoit nécessaire , elle reconnut la prééminence de leur Pavillon , & lui promit le salut.

CHAPITRE X.

Triple Alliance entre l'Angleterre , la Suede , & la Hollande , en 1668.

Les Plenipotentiaires des deux Couronnes , au Traité des Pyrénées , s'étoient exprimés assés nettement sur le peu de solidité des renonciations de l'Infante à ses Droits , pour fixer l'attention de toute l'Europe sur leurs restrictions. Cependant , soit qu'on esperât que le fils de Philippe IV continueroit la branche Autrichienne en Espagne , soit qu'on jugeat que les prétentions de Louis XIV étoient capables par elles mêmes de réunir contre lui toutes les Puissances , lors qu'il entreprendroit de les faire valoir ; l'Empereur & l'Empire , l'Angleterre & l'Italie , que le maintien de l'équilibre interessoit également , ne firent aucune disposition relative à la Crise

D

qui

qui le menaçoit. Les Hollandois seuls en témoignioient de l'inquietude; & les Négociations du Ministère de France avec eux, jusqu'en 1667, eurent pour objet principal de les familiariser avec les prétentions du Roi, ou de les mettre hors d'état de les traverser.

Le Grand Pensionnaire de Withavoit formé, en 1663, le projet d'une Barrière perpetuelle entre la France & la Republique, au moyen du Cantonnement des dix Provinces Espagnoles, qui, se derobant à la Domination de l'Espagne, auroient fait une seconde Republique, sous la Protection du Roi de France & des Etats Généraux. L'Espagne qui ne voioit pour elle aucun avantage dans ce projet, lui en avoit oposé un autre, de l'union des dix-sept Provinces en une seule & même Republique, liguée avec l'Espagne pour l'exécution du Traité des Pyrenées. Il est fort probable que ce n'étoit qu'un piège qu'elle tendoit aux Etats Généraux pour indisposer Louis XIV. contre eux. Quoi-qu'il en soit, le premier plan ne souffroit point de difficulté.

Louis

Louis XIV vouloit concourir à son exécution. Mais, ainsi que le second, il étoit absolument impossible, si le Roi ne l'agréoit pas. Les Pais-bas étant pour lui, si j'ose me servir de cette expression, le morceau friand de la succession d'Espagne, il étoit bien éloigné d'agréer aucun des deux projets ; dont le plus favorable les lui enlevoit. Il rejetta hautement le plan d'union des dix sept Provinces ; & pour faire tomber celui du Cantonnement des dix Espagnoles, il feignit de l'agréer, à condition que leurs Hautes Puissances, reconnoitroient l'Infante Reine pour l'Héritière actuelle de l'Infant Don Baltazar, son frere du même Lit, quant au Pais-bas ; & pour l'Héritière présomptive de la Couronne d'Espagne, au cas que l'Infant, depuis Charles II, mourût sans posterité. L'Infant Don Baltazar fils de Philippe IV, comme la Reine, de son premier mariage avec Elizabeth de France, étoit mort ; & Louis XIV parloit déjà du Droit de *devolution*, qui a lieu dans les Dix Provinces. Ainsi son acceptation du projet de Cantonnement, sous ces conditions, étoit

contradictoire. Le Grand Pensionnaire, qui le comprit, en abandonna l'idée.

§. I.

La guerre commençoit entre l'Angleterre & la Hollande, quand Philippe IV mourut, le 17. Septembre 1665. Le Ministère de France apprehenda que les prétentions du Roi, s'il les produisoit alors, ne portassent les deux Puissances à se reconcilier, pour les traverser de concert; & il remit à les déclarer dans des circonstances plus favorables, qu'il s'efforça d'amener. Toute son application fut à commettre de plus en plus la République avec le Roi d'Angleterre; & lors - que deux grandes batailles lui parurent avoir porté l'animosité à son plus haut point, il tâcha de faire traîner la guerre en longueur. On le vit, démentant son genie & ses principes, recommander aux Hollandois la lenteur & la circonspection, & leur reprocher leur trop d'ardeur.

Cette prudence timide, dont il donnoit de fort mauvaises raisons, l'au-

roit

roit conduit à son but, si elle avoit été écoutée. Car il n'y avoit gueres que l'épuisement des parties qui pût faire cesser la guerre; & les grandes actions, ou les deux Puissances se heurtoient de toute la masse de leurs forces, ne pouvoient être fréquentes sans devenir decisives. Mais le Pensionnaire de Hollande, qui pénétrait le fond de la Politique Françoisse, la déconcerta, en feignant de se laisser emporter à son impetuosité naturelle. Louis XIV, comptant sur le dispositif de la Campagne de 1667, par lequel les Flottes, qui ne devoient sortir des Ports qu'à la fin de Mai, ne pouvoient rien entreprendre qu'après leur jonction, espéra de s'emparer des Pais-bas Espagnols, avant qu'il y eut eu entre les deux Nations aucune action capable de les déterminer à la paix. Il notifia ses prétentions à la Reine Regente d'Espagne, le 9. de Mai; & le 26, il étoit en Flandres à la tête de son Armée. Les Places étoient sans défense; il regardoit son Expedition plutôt comme une prise de possession, que comme une Conquête; & les conférences qui

s'ouvrirent à Bréda , le 28. de Mai , n'avoient point une activité , qui lui dût faire craindre la prompte conclusion de la paix.

Le Pensionnaire redoubla d'ardeur & de vivacité , à la vuë du péril. Par ses soins , les Escadres mirent en Mer plutôt qu'il n'avoit été concerté. Elles firent voile vers la Tamise , où s'étant réunies sous les ordres de Ruiter , elles surprirent les Anglois , & leur enleverent , ou brûlerent la meilleure partie de leur Flotte. Le Roi d'Angleterre , que cet echec mettoit hors d'état de paroître en mer cette année , entendit d'autant plus volontiers à la paix , que le Pensionnaire ne prenoit point avantage de ce dernier succès des Armes de la Republique , pour en charger les Conditions. Les Plenipotentiaires convinrent bientôt des articles généraux , auxquels ils avoient ordre de s'en tenir , & après leur signature , ils chercherent avec leur Médiateur les moyens de régler , ou d'anéantir les prétentions de Louis XIV.

L'Espagne , qui , dans la foiblesse où elle étoit , devoit compter pour
gagné

gagné tout ce qu'elle éviteroit de perdre , répondit aux demandes de Louis XIV , avec l'orgueil & la hauteur de son ancienne prospérité. Sa decadence étoit décidée , elle esperoit peu du tems ; & elle appréhendoit avec beaucoup de raison que les Cessions , qu'elle feroit pour le bien de la paix , ne passassent pour l'aveu d'un Droit , en vertu duquel la France multiplieroit dans la suite ses prétentions. Elle offrit aux Hollandois Ostende & Namur , & elle leur auroit donné encore au-delà , pour les faire entrer dans un Traité d'Alliance défensive. Mais il étoit trop tard de prendre des mesures. Louis XIV étoit en forces au milieu des Pais-bas ; & il auroit franchi la Barriere , avant qu'ils se fussent avancés pour la lui disputer. Ce Monarque écoutoit toutes les voies d'accommodement , qui lui étoient présentées ; il en proposoit lui même plusieurs ; mais sans interrompre sa prise de possession. Les trois Puissances craignirent qu'il n'eut projeté de conquérir les Dix Provinces , & qu'il ne les voulût garder , après les avoir conquises.

§. III.

Le Chevalier Temple, le Comte de Dohna, & le Grand Pensionnaire, signerent l'Alliance de leurs Maîtres, qui s'engageoient à obliger l'Espagne de ceder, & Louis XIV de se contenter, pour ses prétentions à la Succession de l'Infant Don Balazar, ou de la Franche-Comté, dont il venoit de s'emparer pendant l'hiver, ou des Places, & Païs, dont il avoit pris possession en Flandre & en Hainant, l'année précédente : l'option étoit laissée à la Cour d'Espagne. Le Traité fut publié, & notifié au Ministère de France, le 25. Avril 1668.



CHAPITRE XI.

*Traité d'Aix la Chapelle, en
1668, entre la France &
l'Espagne.*

LA Cour d'Espagne oposoit aux prétentions de Louis XIV la renonciation de l'Infante, stipulée au Traité des Pyrenées; & elle en prouvoit la validité par l'interêt du salut public. C'étoient là toutes les raisons que le Baron de Lisola faisoit valoir dans son fameux Mémoire intitulé, *Bouclier d'Etat & de Justice*. La dernière n'étoit alors rien moins qu'une Demonstration. On ne convenoit pas encore généralement que la Liberté de l'Europe fût en peril, si la puissance de la France augmentoit. Pour la première, on n'étoit pas en forces à l'appuier; & l'unique parti que les Alliés pussent prendre, étoit de ne la point discuter. Mais le silence qu'ils gardèrent sur elle les obligeoit de

D 5 pronon-

prononcer sur le titre auquel Louis XIV reclamation les Pais-bas.

Le Droit de *Devolution* étoit d'usage immémorial, passé en Loi dans les Dix Provinces, pour les héritages particuliers. Plusieurs exemples prouvoient qu'il avoit pareillement lieu pour les Souverainetés; & l'Histoire n'en offroit point qui y eussent derogé. Charles Quint ne révoqua sa Pragmatic Sanction de 1520, qu'à cause de l'impossibilité qu'il connoît d'éteindre la Devolution, sans renverser les Loix, les mœurs, & les usages du Pais. C'étoit un article fondamental de la Constitution de cet Etat, pour parer aux inconveniens des secondes Noces. La Loi privilegia les premieres, en assurant aux Enfans du premier lit la propriété des biens, dont elle ne pouvoit pas ôter l'usufruit au survivant des deux Epoux, qui se remarie. En vertu de cette Loi, Charles II, né du second Mariage de Philippe IV, n'avoit droit à la Succession de son frere aîné qu'après sa Sœur, du même Lit que le deffunt. C'est ce que les Contractans de la Triple Alliance furent obligés de reconnoître pour incontestable.

§. I.

Louis XIV s'étoit sans doute promis d'user de son Droit dans toute son étendue; & par les plans d'accommodement qu'il reçut, ou qu'il proposa, il ne prétendit qu'amuser les Puissances capables de lui faire obstacle. Mais il ne s'étoit point attendu à une guerre de quelque durée; & quoique les forces des trois Alliés, ne fussent pas à portée de le troubler dans sa prise de possession; comme la Triple Alliance étoit une digue naissante, que toute l'Europe se feroit hâtée de charger & de perfectionner, s'il avoit paru la vouloir forcer; il se contenta dans les bornes qu'elle lui prescrivoit; & remit la Conquête des Dix Provinces au tems, où il se feroit préparé à la conserver.

§. II.

Le Traité, digéré à St. Germain en Laie, fut conclu, & signé, à Aix-la-Chapelle le 12. de Mai 1668. Le Pape y eut les honneurs de la Médiation,

diation , qu'il avoit brigüée : les trois Alliés en prirent la garantie. Ce qu'il y a de plus étonnant , c'est que l'Espagne , qui devoit son salut à la Triple- Alliance , voulut punir les Alliés du Traité qu'ils lui procuroient. Elle s'irrita qu'ils l'obligeassent à ceder une petite portion du tout , que Louis XIV lui auroit enlevé. L'allarme étant donnée à toute l'Europe sur l'ambition de la France , il n'y avoit plus à craindre qu'on se laissat surprendre par une seconde invasion des Pais-bas , qu'on regardoit comme essentiels à l'Equilibre. La bonne Politique demandoit donc que Louis XIV fut referré , de ce coté , dans la Frontiere , que le Traité des Pyrenées lui avoit marquée.

La Cour de Madrid se conduisit sur d'autres principes. Une partie de ses Ministres crut qu'il falloit augmenter le peril des Dix Provinces , afin de rendre les Alliés plus attentifs à leur conservation. L'autre voulut qu'on se vengeat des Hollandois , en redoublant leurs inquietudes ; & que le Voisinage de Louis XIV fût la punition des menagemens , qu'ils avoient

en

en pour lui. Maitresse d'assoupir les prétentions de ce Monarque , en lui cédant la Franche - Comté , qui auroit accru son Royaume sans le rendre plus redoutable , elle aimoit mieux lui abandonner la moitié de la Flandre & du Hainaut. Il étoit de la Grandeur Espagnole de paroître ne pas peser de si petits morceaux de la vaste Monarchie.

CHAPITRE XII.

Traité de Lisbonne , entre l'Espagne & le Portugal, en 1668.

L'Antipathie entre les Espagnols & les Portugais mettoit un obstacle invincible à la réunion des deux Royaumes. Vingt cinq ans de la guerre la plus opiniâtre avoient moins été, de la part de l'Espagne , l'effet de ses Esperances , que de son orgueil ; les Rois avoient honte de ceder une Couronne , qu'il leur étoit bien plus honteux de n'avoir pas sù porter. Elle
se

se lassa enfin cette année , de se consumer inutilement , pour une apparence de Grandeur , qui n'en imposoit plus à personne. Le Marquis de Liche , prisonnier de guerre à Lisbonne , prit sur soi de faire les avances de la paix ; & le Comte de Sandwich , Ambassadeur d'Angleterre auprès des deux Cours , offrit le Roi son Maître pour Médiateur.

§. I.

Le Traité fut signé par le Plenipotentiaire Médiateur , le 15. Février , & ratifié ensuite par les deux parties. Tous les articles peuvent se réduire à un seul , savoir , que les deux Royaumes apartiendront désormais , chacun à son Roi , dans l'état où ils étoient , avant l'union que Philippe II en avoit faite.

§. II.

Il s'en falloit beaucoup que l'Espagne ne pût rendre le Portugal dans l'état où il étoit , lors de son invasion par Philippe II. Les Hollandois , qui n'avoient

n'avoient point distingué le Roi de Portugal du Roi d'Espagne , avoient attaqué Philippe II dans tous ses Domaines. Ils lui avoient enlevé la Côte du Malabar , & celle de Guinée , avec les Etablissmens dans les Indes Orientales , à l'exception de Macao. Ils avoient fait chasser les Portugais du Japon , & ils s'étoient emparés de tout leur Commerce à la Chine. Le Portugal , tel que Charles II le cedioit à la Maison de Bragance , n'étoit qu'une très petite partie du Portugal usurpé par Philippe II. La découverte des Richesses du Bresil , au commencement de ce siècle , l'a rapproché de son ancienne opulence ; mais elle ne lui a pas rendu son ancienne reputation.



CHAPITRE XIII.

*Traité Secret de Louis XIV ,
avec Charles II , Roi d'An-
gleterre , en 1670.*

L O U I S XIV imputoit aux Hol-
landois le Traité de la Triple
Alliance ; & il s'en prenoit à eux de
la perte d'une occasion unique de s'em-
parer , sans coup férir , des Païs-bas
Espagnols. Il ne leur pardonnoit point
d'avoir eu plus d'amour pour leur
liberté , que de complaisance pour son
ambition , ou de crainte de son res-
sentiment ; & il avoit déjà résolu leur
ruine , lors qu'il signoit l'accommo-
dement , dont ils faisoient leur sûreté.
Louvois , qui vouloit la guerre à quel-
que prix que ce fut , l'entretint dans
sa haine & ses idées de vengeance ,
quoi qu'il fut parfaitement que le Trai-
té de la Triple Alliance étoit l'Ou-
vrage du Chevalier Temple ; & que
ce Ministre Anglois avoit eu besoin
de

de toute son adresse, pour y faire entrer la Republique.

Dans le grand nombre de ses Alliés, la Republique n'avoit que l'Angleterre capable, ou de la deffendre contre Louis XIV, ou de contenir le ressentiment de ce Monarque. L'Empereur étoit uniquement occupé de l'établissement de son Despotisme en Hongrie. L'Espagne aprehendoit une guerre, dont il lui faudroit essüier le premier feu, & payer à l'une ou l'autre partie les principaux frais. La Suede se repentoit de s'être mêlée d'affaires, que son éloignement lui rendoit peu interessantes; & les Subsidés de son ancien Allié l'avoient entiere-
ment refroidie envers les nouveaux. Le Roi de Dannemarc, tenu en échec par les Suedois, ne pouvoit prendre de parti avant qu'ils se fussent déclarés, sans s'exposer à les avoir en tête. L'Evêque de Munster étoit un Ennemi reconcilié, avide de guerres & de butin, & qui soupiroit après l'occasion de se refaire de ses dernieres pertes. L'Electeur de Cologne voyoit à regret les Hollandois Maîtres de Rhinberg; & le desir de recouvrer
cette

cette unique Place forte de son Electorat le dispoſoit à s'unir avec leurs Ennemis.

§. I.

CHARLES II Roi d'Angleterre vendit ſon Alliance à Louis XIV, & ſ'en fit payer l'abandon des Hollandois. Mais les Hiftoriens François, qui font honneur à leur Roi de tous les événemens de ſon regne, appuient avec trop de complaiſance ſur le parallele entre les deux Monarques, dont l'un, ſans ceſſe dans le beſoin d'argent, ſacrifioit ſa gloire à l'autre, que ſon ambition rendoit prodigue de ſes tréſors. Ici, la Critique ne peut mordre que ſur les motifs de Charles II. Un Roi d'Angleterre, qui eut fait de l'intérêt de la Nation la règle de ſa conduite, auroit dû s'offrir au Traité, que Louis XIV rechercha avec tant d'empreſſement, & qu'il ſe menagea par des voies ſi peu glorieuſes. Cromwel lui-même auroit conjuré, comme Charles, la ruine des Hollandois. La différence eut été, que ſe reſervant d'en marquer le point, il auroit mis
à un

à un prix plus noble la part qu'il auroit promis d'y prendre.

La Paix de Breda avoit reconcilié les deux Puissances Maritimes , sans redresser aucun des griefs , qui avoient été le sujet de la guerre. Les Négocians Anglois n'étoient pas moins gênés dans leur Commerce d'Asie & d'Afrique. Le Pavillon d'Angleterre n'étoit pas plus respecté par les Vaisseaux de la République. Enfin les Hollandois conservoient toujours l'Empire des Mers , & la superiorité , que l'Angleterre devoit au moins partager avec eux. Charles avoit éprouvé dans la dernière guerre que les forces Maritimes des trois Roïumes étoient à peine en égalité avec celles des Provinces-Unies , & qu'à moins de quelque grand coup du hazard , une guerre particulière ne pouvoit produire que l'épuisement des deux parties. En ménager une , dont l'Angleterre feroit les moindres frais , tandis qu'elle seroit à portée d'en recueillir tous les fruits , étoit le Chef-d'œuvre de la bonne Politique.

LOUIS XIV auroit été la dupe d'une Négociation , dont ses Ministres
s'a-

s'aplaudirent, si Charles II avoit suivi constamment son caractère. Après avoir vendu à la France l'Alliance du Roi d'Angleterre, il pouvoit faire acheter aux Hollandois humiliés celle de la Nation Angloise. La République, sur le panchant de sa ruine, lui laissoit dicter les conditions de sa paix avec lui; & son Parlement lui offroit, pour la Guerre contre la France, plus que Louis XIV ne lui donnoit pour son Alliance. En un mot, il auroit fait servir à la Grandeur de l'Angleterre l'appareil immense, dont la France avoit espéré la sienne; & Louis XIV, après avoir été l'instrument de sa jalousie contre les Hollandois, seroit devenu l'Artisan de sa supériorité sur eux.

§. I I.

Tout ce que les efforts de l'ambition & de la prudence humaine peuvent préparer pour détruire une Nation, Louis XIV, dit l'illustre Panegiriste du règne de ce Monarque, l'avoit fait pour détruire les Hollandois. Il n'y a pas chez les hommes d'exemples d'une

D'une petite entreprise formée avec des préparatifs plus formidables.

En effet la monstrueuse expédition de Xerxès contre la Grece ne l'emporte point sur celle de Louis XIV contre la Hollande. Mais ce dernier ne gagne point du tout à la supériorité, qu'on ne sauroit lui disputer; & pour lui conserver le titre de Grand, l'Historien auroit dû lui épargner l'observation. Ce n'est point dans la grandeur de l'appareil militaire qu'un Conquerant trouve sa Gloire. Le premier Darius, qui entreprit avec de moindres forces, & aussi peu de succès, contre la Grece, que Xerxès, est dans l'Histoire un Prince aussi puissant, mais moins imprudent que lui. De si formidables préparatifs otent tout l'honneur de la réussite, & augmentent la honte du mauvais succès.

Si la prudence dans les préparatifs & dans l'exécution fut à peu près la même chez les deux Monarques, il en faut beaucoup qu'on n'y trouve la même noblesse & la même dignité. Xerxès est un puissant Roi, qui veut acquiescer au nombre de ses sujets & à la valeur de son peuple libre & vaillant qu'il estime.

me. Louis XIV est un Ennemi implacable, qui veut détruire un petit Etat, qu'il craint, & dont il convoite les Richesses. Le Roi de Perse, plein de confiance en ses forces, accorde sa prudence avec sa gloire, & s'il signale sa puissance dans les préparatifs, toutes ses autres mesures sont dignes d'elle : il n'en prend point qu'il ne puisse avouer avec honneur. L'alliance des Carthaginois, qu'il croit lui devoir être utile, il la recherche en Souverain, & l'obtient de même. Louis XIV appréhende de n'être pas assez puissant de ses seules forces contre un petit Etat, qu'il affecte de mépriser. Il lui suscite des Ennemis, il s'achete des Alliés; & ce Prince, si jaloux de sa gloire, si rempli de l'opinion de ses forces, ne voit de sûreté à donner l'effort à son ambition, qu'en permettant à ses Ministres la seduction de l'espèce la plus odieuse.

Il se pouvoit très bien que la belle Mlle. de Karwel manquât le Cœur de Charles II. Mais l'Europe savoit que le Ministère de France avoit fait avec elle son Traité; & que, fondant sur sa beauté le succès de la négociation,

negociation ; il ne lui avoit fait passer la mer , qu'après en avoir concerté avec elle la conduite , qu'après l'avoir resignée à ce qu'elle y devoit mettre du sien , pour la conclure & la soutenir. Quelle manœuvre pour un Louis XIV ! ... Charles fut foible , ainsi qu'on l'avoit espéré. Mais l'Histoire lui pardonne sa foiblesse , & ne peut pardonner le piège qui lui fut tendu.

Madame , Sœur de Charles II , Princesse de vingt six ans , parût le Plenipotentiaire de Louis XIV. Mais elle n'eut que les apparences & les honneurs de cette qualité. Après avoir demeuré en Angleterre , assés pour donner le tems à la belle Karwel de faire son impression , elle repassa en France , laissant ses pleins pouvoirs à la nouvelle Favorite , avec le Marquis de Croissi pour son Conseil.

CHARLES signa le Traité , qui lui fut présenté par sa Maitresse. Le Marquis de Croissi , qui l'avoit dressé , reçût la promesse , qu'il faisoit à Louis XIV , d'attaquer & de presser les Hollandois avec toutes ses forces de Mer ; & la belle Karwel prit la garantie du Traité , moyennant les Pen-
sions

sions dont la Cour de France lui avoit donné parole de recompenser ses bons offices. Cette dangereuse Beauté fut le grand ressort de la Politique du Ministère François , pendant le cours de la guerre. Si les Hollandois avoient daigné faire ce qu'ils pouvoient, pour s'en rendre les Maîtres , & le faire servir à la leur , ils auroient anticipé sur le Traité d'Utrecht ; & Louis Quatorze eut demandé la paix avec autant d'empressement , qu'il parut la dicter avec hauteur , à Nimegue.

CHAPITRE XIV.

*Paix de Nimegue , en 1678.
& 1679.*

LA capacité des Généraux , & la bonté des troupes de France , soutinrent en cette longue guerre la réputation de Louis XIV , contre les fautes de ses Ministres , & sa propre présomption. Obligé , comme Xerxès , de renoncer à ses esperances de

Con-

Conquête, il auroit payé plus cher que lui sa prise d'armes, si le Cabinet eut continué de faire la guerre.

Le Marquis de Louvois agissoit conformément à ses vuës particulieres, quand, éparpillant l'Armée Francoise dans les Places de la Republique, il rejettoit toutes les propositions des Hollandois, & refusoit avec une dureté inouïe de leur marquer aucunes conditions. Mais on cherche en vain à demêler les vuës de Louis XIV dans l'aveu qu'il donnoit à la conduite interessée de son Ministre, dont il ne penetroit point le principe. Ce dernier, qui n'aprehendoit que la paix, souhaitoit d'allarmer l'Europe, & Charles lui-même, en leur faisant voir le Roi son Maître resolu de garder ses Conquêtes. Mais Louis XIV ne gaignoit rien à s'atirer tant d'Ennemis sur les bras; & quand même, presumant assés de ses forces pour ne les pas craindre, il auroit mis sa gloire à les braver: il étoit de la prudence la plus commune de terminer sa premiere affaire, pour mieux faire tête aux autres.

Le Marquis de Louvois n'avoit point
E d'au-

d'autre projet que celui de faire la guerre. Louis XIV s'étoit proposé, ou la ruine, ou l'abaissement, ou la Conquête de la Hollande; & il pouvoit sans témérité se promettre l'un ou l'autre de la grandeur de l'appareil avec lequel il marchoit contr'elle. Il avoit dû s'attendre aux succès de sa premiere Campagne; & sans doute qu'il avoit fait deliberer dans son Conseil sur la destinée qu'il lui conviendrait de faire à la Republique, lors qu'elle se mettroit à sa discretion, en implorant sa générosité. S'il avoit resolu de se l'assujétir (c'étoit peut-être une résolution que l'expérience du genie & du Caractere Hollandois reduisoit à l'absurde) il devoit le faire signifier aux Deputés, lors qu'ils vinrent à Utrecht le supplier de dicter les Conditions de la Paix. S'il vouloit détruire la République, & l'anéantir: les avis de Condé & de Turenne lui en donnoient le procedé. S'il étoit content de l'humilier, il devoit lui faire des conditions suportables, lui demander des satisfactions qu'elle pût lui donner. Elle n'étoit pas réduite à l'extrémité, où se trouva Carthage après
la

la bataille de Zama ; & il exigeoit plus d'elle , que le premier Scipion n'en demanda de cette rivale de Rome. Put-il esperer que ces mêmes Hollandois , qui , pour deffendre leurs privileges , avoient autrefois risqué de s'enfvelir sous les Eaux , lui sacrifieroient leur Commerce , leurs biens , leur Religion , leur liberté ; & qu'une Patrie , incapable par elle même d'attacher ses peuples , ils se la voudroient conserver , pour y vivre , moins encore les sujets que les Esclaves d'un Despote ? C'est là pourtant ce que suposoient les odieuses conditions que le Marquis de Louvois daigna enfin leur marquer , au nom du Roi son Maitre.

LOUIS XIV. leur enlevoit toutes leurs frontieres : il demandoit qu'ils lui donnaissent des Villes & des Fortereffes dans le sein de leur Païs : qu'ils lui cedassent tous les grands chemins , & les lui entretinssent , sans que ceux qui iroient sous Passeport de France contribuassent aux frais , sans que leurs Marchandises païassent ni péages ni Doüanne. Il exigeoit qu'ils satisfissent l'avidité de l'Evêque de Munster , l'am-

bition de l'Electeur de Cologne, qu'ils ne refusassent rien au Roi d'Angleterre ; & pour comble de dureté, insultant à leur malheur, il vouloit que le Phantome de Republique qu'il laisseroit subsister, lui envoiat désormais tous les ans, par des Ambassadeurs, une Medaille d'or, sur laquelle il seroit gravé que les sept Provinces tenoient leur liberté de Louis XIV. Le retablissement de la Religion Catholique, & le payement de plus de trente de nos millions, étoient les Préliminaires de cette Capitulation inouïe.

L'invasion avoit surpris, abatu les courages ; l'indignation les ranima, & fit renaitre l'esperance. La dureté du Vainqueur étoit extrême : il ne pouvoit se vanger plus cruellement de la deffensive la plus opiniâtre ; on résolut de la tenter, & on se flata de le faire heureusement. Les yeux s'ouvrirent sur les forces de la Republique, qu'on n'avoit desespéré de sauver que par deffaut d'attention sur ses ressources. On aperçut les fautes de Louis XIV, qui, de la maniere dont il s'étoit conduit, étoit plus redeva-

ble

ble aux divisions intestines, qu'à sa puissance, de la consternation générale, que son approche avoit causée. Les Republicains outrés, qui jusqu'alors avoient vû dans le Stathouderat le berceau du Despotisme, renoncèrent à leur préjugé, ou le plierent au bien de l'Etat. Le Stathouder parut à tous un Officier nécessaire à la Republique; & le Jeune Prince d'Orange fut appelé au rang de ses Ancêtres.

§. I.

Cette revolution que Louis XIV. avoit dû prévoir, & que ses formidables préparatifs lui devoient rendre peu considerable, étonna le Conquerant, & lui fit abandonner son projet de Conquête. Ainsi que Xerxes, il vouloit, *dit l'illustre Panegiriste de son regne*, une gloire sûre, & la garde des Provinces conquises devenoit difficile. Il jugea qu'il ne lui convenoit point de commander lui-même son armée contre un Ennemi qui alloit se défendre. Satisfait d'avoir pris tant de Villes en deux mois, il revint à Paris au milieu de l'Été; & lais-

laissant Turenne, comme Xerxes avoit laissé Mardonius, pour achever la guerre, il jouit du Triomphe. Mais la pompe n'en étoit pas encore prête, que les Conquêtes étoient déjà abandonnées. Le fruit de cette entreprise, dit encore l'*Historien*, fut d'avoir une guerre sanglante à soutenir contre l'Empire, l'Espagne & la Hollande réunis, d'être abandonné de l'Angleterre, de l'Evêque de Munster & de l'Electeur de Cologne, & de laisser dans les païs, qu'il avoit envahis & quittés, plus de haine que d'admiration pour lui.

Les Prince d'Orange osa, cette même année, rendre à Louis XIV la surprise qu'il avoit faite à la Republique. Il l'attaqua chez lui, & le reduisit à deffendre ses Places. Le Siege de Charleroi, quoique malheureux, donna de la reputation aux Armes de Hollande, & fit passer au Stathouder la gloire de Louis XIV. L'Electeur de Brandebourg, déclaré trop tôt pour la Republique, & mal soutenu de ses autres Alliés, perdit les Etats de Westphalie, par l'activité de Turenne, & les recouvra en dupant le Ministere
de

de France, par un Traité de Neutralité, dont il ne lui fut demandé ni ôtage ni garant. L'année suivante, il le rompit ; & sa reprise d'armes fut justifiée, comme son Traité, par les circonstances, qui l'y determinoient.

L'enlèvement du Prince de Furstemberg, à Cologne, par les ordres de l'Empereur, le 14. Fevrier 1674, rompit les conférences qui se tenoient en cette Ville pour la Paix. Depuis le Traité de Westphalie, les Empereurs qui ont fait la guerre à la France, la lui ont faite aux depens de leurs Alliés ; & ils ont eu intérêt de la prolonger. Quoi que Louis XIV parût n'être sensible qu'à l'insulte qu'on avoit prétendu lui faire dans la personne du Prince son Allié, & son Ami, il perdit plus que ses Ennemis à la rupture des Conférences. L'Eveque de Munster & l'Eleveur de Cologne furent contraints de faire leur paix particuliere, & d'entrer dans les resolutions de l'Empire. Le Roi d'Angleterre, que son Parlement, & les Alliés, voulurent forcer, tandis qu'il leur étoit si facile de le gagner, fut obligé de se détacher de la France.

Lors des Conquêtes , il avoit été aussi peu traitable que son Allié. Vingt de nos Millions , & un Tribut annuel de deux cent mille francs , étoient les Préliminaires de la paix qu'il consentoit de donner à la République. Il ne fut plus parlé de ces conditions , dans le Traité de 1674. Quelques satisfactions relatives au Commerce , & accordées plutôt à la Nation , qu'au Roi , lui payerent la Neutralité , qu'il ne pouvoit refuser. Louis XIV se seroit trouvé seul contre toute l'Europe , si la belle Duchesse de Portsmouth avoit voulu s'accommoder au tems , comme les autres Alliés ; ou si le Prince d'Orange l'avoit jugée un ressort digne de sa Politique.

La guerre fut dès lors entre Puissances égales , quoi qu'en disent les Panegiristes. Louis XIV , tantôt assiegeant , tantôt assiégé , dans les Paisbas , ne contint ses Ennemis sur cette frontiere , qu'au moïen de plusieurs grandes armées , qui consumoient ses tresors. Il se livra deux grandes batailles , dont le fruit se borna à la prise d'une Ville , & à la possession du Champ où on avoit combattu. L'habileté du

Ma-

Marechal de Crequi ferma la Champagne au Duc de Lorraine. Turenne fut conserver la Lorraine , & faire vuider l'Alsace à l'Electeur de Brandebourg. Mais le Ministère fut perpétuellement en crainte pour les Provinces du Royaume ; & ce ne fut que par leur épuisement , qu'il leur fit une barriere. Il ne lui restoit plus que sa fierté , lorsque les défiances & la desunion des Alliés lui offrirent l'occasion de terminer la guerre.

§. I I.

Le Prince d'Orange venoit d'épouser une Princesse d'Angleterre. Il avoit vu Charles II, à Londres ; & il en avoit obtenu qu'il sortiroit de son inaction dans une guerre , où il pouvoit représenter avec autant de gloire que d'avantage. C'étoit un Allié qui alloit donner une entiere superiorité aux Puissances conjurées contre la France. Mais la Republique , qui le regardoit plutôt comme l'Allié de son Stathouder, que comme le sien, s' alarma pour sa liberté, dont elle étoit devenue plus jalouse que jamais, de-

puis qu'elle étoit hors du peril qui lui avoit arraché le rétablissement du Stathouderat. Contentée d'avoir été assez heureuse, ou assez adroite, pour rejeter la Guerre dans le païs de ses Alliés, elle ne vouloit point entendre à un projet de Conquêtes, qui devoient ajouter à son épuisement, & accroître l'autorité du Stathouder. Tout ce que put obtenir le Chevalier Temple, aidé de la brigue du Prince, ce fut un Traité de Ligue entre les deux Puissances Maritimes, pour obliger Louis XIV à donner la Paix, suivant le plan qu'elles en dressèrent. Le Traité fut signé à la Haie le 16. de Janvier 1678. Selon le projet, la France devoit céder à l'Espagne six des Places, que le Traité d'Aix la Chapelle lui avoit données; & la Franche-Comté, qu'elle avoit conquise pour la seconde fois, lui en devoit être la récompense. C'étoit corriger la faute que la Cour de Madrid avoit faite à Aix. La France devoit rendre ce qu'elle avoit occupé pendant la guerre, & renoncer aux Droits touchant lesquels elle avoit été Juge & Partie, sur la

Princi-

Principauté d'Orange , & les biens du Prince.

Louis XIV fut outré que la République reprît avec lui son ancienne conduite. Pour sauver au moins les apparences de la supériorité , qu'il avoit absolument perdue , il oposa au Projet de la Haie , qui n'étoit pas encore public , un plan de Paix entièrement semblable à celui des deux Puissances ; & comme elles lui avoient donné jusqu'au 10. d'Août pour se déterminer , il espéra de faire illusion , en leur marquant un terme plus court ; c'étoit le dix de Mai. La République peu jalouse de ces fausses apparences , & prête à sacrifier leur vain éclat aux biens solides de la Paix , s'en tint néanmoins au terme que le Traité de Ligue avoit fixé ; & Louis XIV , obligé de s'y conformer , déguisa tellement cette complaisance forcée , qu'elle parut au Vulgaire un trait de Grandeur & de générosité. Il avoit écrit le dix d'Avril , aux Etats Généraux la Lettre la-plus obligeante , où il les invitoit à la Paix , en leur demandant de lui envoyer quelqu'un pour en traiter. Le dix de Mai , jour apres

lequel il ne devoit plus entendre aux propositions , étoit passé , sans que les Etats lui eussent encore fait de réponse : & il n'en changea pas ses dispositions à leur égard. Le Deputé Be-
 verning , qui ne lui fut envoyé que le 25. de Mai , en obtint sans peine une Trêve de six semaines , à com-
 mencer le 10. de Juillet ; ce qui étoit plus que ses Maîtres n'en demandoient. Mais le Roi se faisoit honneur de la nécessité où il étoit de parer au Traité de Ligue , qui devoit éclater le 10. d'Août , & il ne vouloit pas qu'on s'en prit à lui du renouvellement de la guerre.

Avant ce dernier terme , les articles de la Paix furent acceptés par la Republique. Louis XIV crut qu'elle n'en voudroit pas revenir ; & la jugeant détachée , sans retour , de ses Alliés , il fit à ces derniers nombre de difficultés capables de les engager à continuer seuls la guerre. Les six Places , qu'il devoit céder aux Espagnols , il ne les leur vouloit remettre qu'après que la Suede son Alliée auroit recouvré ce que l'Electeur de Brandebourg lui avoit enlevé.

Peut-

l'eût-êtré n'étoit-ce là qu'un prétexte pour ne s'en point defaisir. Quoi qu'il en foit , les Etats Généraux firent valloir hautement le projet que le Traité de Ligue avoit mis en avant ; & ils exigèrent l'évacuation actuelle , avant que de defarmer. Ce fut alors que le manège du Ministère de France perça , & qu'on put reconnoître que le Monarque , qui vouloit paroître faire la Loi à l'Europe , la recevoit de la Hollande. Il lui étoit honteux de deférer aux instances de la Republique , après avoir signifié qu'il avoit pris son parti à cet égard. Mais s'il ne se relachoit point , elle étoit résolue à la Guerre.

On vit les Ministres François recourir aux petites finesses , pour accorder la gloire du Roi avec le bien de ses affaires. Ils firent produire par le Résident de Suede à Londres des ordres précis du Roi son Maître , de prier Sa Majesté Très Chrétienne , pour le bien général de la Chrétienté , de donner la Paix à l'Europe , sans égard pour l'interêt particulier de la Suede. Louis XIV parut se rendre avec peine aux instances généreuses

ses de son Allié. Mais enfin il s'y rendit. L'évacuation de six Places se fit comme les Etats Généraux l'exigeoient, & les Plenipotentiaires François, bien plus attentifs au terme marqué par le Traité de Ligue, qu'à celui que le Roi leur Maître avoit fixé plus tard, présenterent les articles à signer aux Plenipotentiaires Hollandois, le 10. Août, entre onze heures & minuit. Le Chevalier Temple, qui avoit menagé le Traité de Ligue, & qui l'avoit fait renouveler & confirmer par un second du 26. de Juillet, tenoit des Couriers prêts pour partir à minuit, & aller annoncer, à Londres & à la Haie, le renouvellement de la Guerre. Son depot lui fit refuser de paroître Médiateur du Traité particulier, qui lui enlevoit le fruit de son habileté.

C'est ainsi que Louis XIV parvint à cette fameuse Paix, dont ses Panégyristes disent qu'il fut le seul Arbitre, & qu'il dicta les conditions en Conquerant & en Maître. Peut-être n'a t'il jamais été moins Grand que dans cette négociation.

La paix de l'Espagne ne se fit point
dans

dans le terme marqué avec tant de hauteur aparente; & malgré les nouveaux avantages des Armées Françoises, le delai n'empira point ses conditions. Le Traité fut signé le 17 de Septembre, tel que la Ligue du 16. de Janvier, l'avoit digéré.

L'Empereur & l'Empire ne firent le leur que l'année suivante le 5. de Février; & si leur opiniâtreté leur fit moins obtenir que la Ligue n'avoit stipulé pour eux, on ne doit l'attribuer qu'au ressentiment de la République, qui pour les punir de leur peu de déference à ses bons offices, les abandonna à leurs propres négociations.

§. III.

Le Traité de la République n'a d'essentiel que le reconvrément de Maffricht. Mais il a de remarquable que réservant au Prince Stathouder de traiter en son particulier avec le Roi pour la Principauté d'Orange, & ses autres biens enclavés dans les Terres de France, elle prit la garantie de son accommodement; & voulut que son réta-

rétablissement , stipulé dans un article séparé du grand Traité , fut de même considération aux Puissances que les articles du grand Traité lui-même. Ainsi elle fit de son premier Officier l'égal de Louis XIV ; & le Roi de France traita avec le Stathouder comme avec un Souverain.

§. I V.

L'Espagne ceda la Franche-Comté, dont la double Conquête , faite sans coup ferir , lui demontroit la défense impossible , à moins que d'y interesser le Corps Helvetique. Elle recouvra en échange toutes les Places de la Catalogne & du Pais-bas , qui lui avoient été prises pendant la guerre ; & Louis XIV lui rendit Charleroi , Courtrai , Oudenarde , Ath , St. Guislain , & Condé , avec leurs dépendances. C'étoient des acquisitions que la paix d'Aix la Chapelle avoit assurées à la France. La Cour de Madrid s'engagea de lui faire céder , par l'Evêque de Liège , le Château de Dinant , & sur le refus de ce Prélat , d'ajouter Charlemont aux Pais-bas François.

çois. N'ayant pas réussi pour le premier, elle remplit son engagement pour le second en 1680.

§. V.

Delivré de la moitié de ses Ennemis, Louis XIV auroit volontiers continué la guerre contre l'autre. Le Roi de Dannemarc & l'Electeur de Brandebourg, qui avoient eu de grands avantages sur les Suedois, entroient avec vivacité dans les vues de l'Empereur, pour qui la paix, qui devoit le rendre à l'obscurité des Guerres de Hongrie, n'avoit aucun attrait. Mais les Etats de l'Empire, desolés par les Troupes Imperiales & Françoises, refuserent de se prêter à son ambition. Ce fut en vain que les Ministres Imperiaux, appuyés de ceux de Dannemarc & de Brandebourg, s'efforcèrent d'irriter le Corps Germanique contre Louis XIV. Les Dietes dissimulerent leur ressentiment sur les difficultés, que la Cour de Versailles faisoit par rapport aux titres, & à la qualité des Ministres des Princes, qu'elle refusoit de reconnoître pour Ambassadeurs;

deurs ; & il fallut déferer à leur goût pour la paix.

Le Traité fut signé le 5. de Février 1679. La paix de Westphalie en fit la base. Le Roi ceda à l'Empereur le Droit de Protection, que le Traité de Munster lui avoit donné sur Philipsbourg ; & il reçut Fribourg pour recompense, avec le chemin de la communication de Brisach. Le Duc de Lorraine dut recouvrer ses Etats, aux termes du Traité des Pyrenées, sous la reserve de Nanci, & des quatre grands Chemins, dont la France demeureroit en possession, en donnant l'Eveché de Toul au Duc, pour Equivalent. Charles V aima mieux rester depouillé de son Etat, que d'y rentrer sans y pouvoir être Maître. L'Electeur de Brandebourg refusa d'être compris dans le Traité. Mais il y fut contraint par l'invasion de ses Etats de Westphalie, qu'une Armée Francoise lui eut bientôt enlevés. Obligé de souscrire à la restitution de ses Conquêtes sur la Suede, il signa le 29 de Juin ; & le Roi de Dannemarc en fit autant le 2. de Septembre.

Louis XIV perdit par cette paix

fix

Places fortes en Flandres , avec leur Territoire , sans compter Alost & son Comté , dont la cession étoit incontestable : puisque toutes les Places & pais , qui lui devoient demeurer sur cette frontiere , étant spécifiés nommément dans le *Traité* , il n'étoit point fait mention d'Alost. La guerre lui conta plus de quinze cens de nos Millions , & trois cent mille hommes. Il n'y gagna que Charlemont , & la Franche - Comté. L'Alsace & Dunkerque , que ses Panegiristes donnent pour le fruit de la guerre , terminée à Nimegue , il les possédoit auparavant à tous les titres les plus respectables.

C'étoit être bien redoutable , dit l'*illustre Historien du Siecle* , de n'avoir point d'autre malheur que de ne pas conserver toutes ses Conquêtes. Mais il semble que c'étoit être bien malheureux de ne tirer d'autre fruit d'un si formidable appareil , que de ne pas perdre ce dont la possession n'étoit point disputée ? Pour conserver l'Alsace & le Suntgau , Brisach , Philipsbourg , & Dunkerque , avec la moitié du Pais - bas Espagnol , Louis XIV n'avoit

n'avoit besoin que de les garder en paix. Les Traités de Munster, des Pyrenées, & d'Aix la Chapelle, lui donnoient, & lui garantissoient toutes ces acquisitions.

La Hollande, qu'il entreprit de détruire, ou de soumettre, étoit son Alliée, avant son invasion; il s'en fit une Ennemie implacable. L'Empire, qui le tenoit pour son défenseur, qui faisoit sa sûreté de la Grandeur de la France, se défia dès lors plus de lui que de l'Empereur son Ennemi naturel, & regarda l'agrandissement de la Maison d'Autriche comme une digue qu'il devoit opposer à l'ambition de la France. L'Angleterre, honteuse pour Charles Second, du rôle qu'il avoit fait en cette guerre, reprit son ancienne antipathie; & imposa à ses Rois la nécessité de se joindre aux Ennemis de la France. Louis XIV, dit-on, fut après la paix de Nimègue, au comble de sa Grandeur; rien n'est plus vrai. Le premier pas, qu'il feroit au delà, devoit être le commencement de sa chute.

CHAPITRE XV.

Paix de Ristvick, en 1697.

LOUIS XIV avoit vû, dans la guerre précédente, la plupart de ses Alliés obligés de se tourner contre lui, les autres, forcés de l'abandonner, & le seul qui avoit osé lui demeurer attaché, réduit à une défensive très malheureuse. Il avoit vû que la supériorité que la France a, par son Gouvernement, sur les Puissances liguées contre elle, n'alloit qu'à lui faire faire la guerre avec plus d'effort; & qu'il avoit eu besoin de toutes ses forces, & de toutes ses ressources, pour faire tête à une partie de l'Europe, qu'il avoit surprise, & contre laquelle il s'étoit préparé. Pour ne pas entendre ses Ennemis à la paix, lui avoit fallu les diviser: pour assoupir leur jalousie, pour calmer leurs armes, il avoit été obligé de se défaire de ses Conquêtes. Tout cela lui

lui disoit qu'il étoit parvenu au plus haut point de Grandeur, où il pût parvenir par les armes; ou que, si sa puissance étoit encore susceptible de quelque accroissement par cette voie, il le lui devoit ménager à l'aide d'une adroite Politique, en gagnant la confiance des plus foibles, en donnant aux plus jaloux des affaires chez eux, en intéressant les plus Puissans à ses projets; en semant par tout le trouble & la division, sans autre personnage que celui de Mediateur, & d'Arbitre. Le tems n'étoit plus de se faire craindre, ou même admirer, impunément.

Le genie du Marquis de Louvois ne s'accommodoit point de cette methode, qui demandoit plus de tête que de bras. Pour lui, la fin d'une guerre devoit être le germe d'une autre. Bientôt il eut réuni contre son Maître une foule d'Ennemis, si toutes les Puissances, qui avoient à se plaindre de lui, ne s'étoient accordées à lui laisser patiemment grossir l'orage. Trompé par son Ministre, Louis XIV, jusques dans ses negociations, fit tout ce qui lui étoit pos-

sible

ble pour devenir , sans Alliés & sans amis , l'objet de la haine & de la vengeance de toute l'Europe.

Tandis qu'il faisoit citer devant ses Officiers , & depouiller de leurs Etats , les Rois d'Espagne & de Suede , l'Electeur Palatin , nombre de Princes de l'Empire ; & que s'érigeant en Juge des Souverains dans sa propre cause , il conqueroit des Pais par des Arrêts de ses Commissaires ; Tandis qu'en pleine paix il assiegeoit , bombardoit ; & prenoit des Villes : l'andis qu'au mépris du Congrès , & des Dietes , à qui il avoit déferé l'examen de ses prétentions , il mettoit des Armées en Campagne , donnoit des Treves , & les rompoit , sans produire d'autre raison que sa volonté : Il se rendoit odieux aux Italiens , aux Espagnols , & à la moitié de l'Allemagne par son intelligence avec le Turcs , qu'il ne daignoit pas cacher : & ses Ministres s'offroient au mepris des Anglois & des Hollandois , par une duplicité que le faste , dont ils croïoient s'annoblir , ravaloit encore davantage. Ceux là qui savoient que l'Ambassadeur de France à la Porte avoit pressé
le

le Grand Visir de se mettre en Campagne , auroient volontiers entendu prêcher une Croisade contre Louis XIV. Les Anglois, que la levée du Blocus de Luxembourg aux premiers avis des mouvemens du Turc , avoit frappés d'admiration , se vouloient dire avec éclat des Louanges que ce faux trait de générosité leur avoit dérobées , lors qu'ils le virent au plus fort * du Siege de Vienne porter la guerre jusqu'aux avenues de Bruxelles. Il n'y avoit pas un Prince de l'Empire qui ne jurât d'aider un jour à l'accabler , en le voiant disposer en maître de la Succession de l'Empereur ; & faisant un leurre à l'Electeur de Baviere de la Couronne du Roi des Romains , la lui promettre pour dot

* Le Blocus de Luxembourg fut levé le 10. d'Avril 1682. avec la déclaration fastueuse , qu'on trouve dans toutes les Histoires du règne de Louis XIV. Les Turcs arriverent devant Vienne le 12. de Juillet de l'année suivante ; & ils leverent le Siège le 12. de Septembre. Le Maréchal d'Humieres entra en armes dans les Pais-bas Espagnol le 2. du même mois. Il y a erreur dans le Chap. XIII. du Siecle de Louis XIV. Le Panegiriste abuse de ses droits , lorsque pour l'honneur de son Heros , il va au-delà du silence sur les faits qui ne lui sont pas glorieux.

dot d'une de ses filles naturelles, qu'il présentoit au Trône Electoral.

La surprise de Strasbourg, l'acquisition de Casal, le Siege & le bombardement de Luxembourg, l'invasion de la Flandres & du Brabant, les Arrêts des Chambres de Metz, de Brisach & de Befançon, tous les attentats du Marquis de Louvois contre la bonne foi, la paix jurée, les droits & l'honneur des Souverains, étoient encore moins choquans par eux mêmes pour les Puissances qu'ils intéressoient, que par la maniere dont ils étoient soutenus & autorisés.

Le Ministère de France, après la surprise de Strasbourg, demandoit à l'Empereur ce que lui importoit qu'une Ville libre, la Clef de l'Allemagne, se detachât du Corps de l'Empire, & se donnât un nouveau Souverain : quel intérêt, heritier presomptif du Duc de Mantoue, & Chef de l'Empire, il avoit à l'alienation de Casal. Il répondoit au Duc de Savoie, qui se plaignoit d'un grand chemin, & d'un Bureau des Postes, que la France vouloit qui fussent indépendans de lui à travers ses Etats, & dans

sa Capitale même , en lui offrant l'humiliant parallèle de ses forces avec celles de Louis XIV. Il le rassuroit sur le Voisinage , & dissipoit ses alarmes sur l'ambition de la France , en lui promettant la Protection du Roi contre les Puissances d'Italie. Il accordoit la levée du Siege de Luxembourg par pitié ; il en justifioit le bombardement sur la sortie de la Garnison hors de ses Portes. L'invasion de la Flandre , & du Brabant, la levée des Contributions jusqu'aux avenues de Bruxelles , furent précédées d'une déclaration du Marechal d'Humieres, qui, disoit-il, ne prétendoit rien faire contre la paix , pourvû qu'on ne le troublât point dans l'exécution de ses ordres. La Chambre de Metz , qui confisquoit le Duché de Deux Ponts au Roi de Suede , lui disoit que , s'il vouloit être Vassal de Louis le Grand, l'ancienne Alliance pouroit toujours subsister. Enfin l'insulte étoit jointe à l'outrage ; & la haine que Louvois attira de toutes parts à son Maître , fut d'autant plus redoutable , qu'elle étoit juste ; d'autant plus implacable , qu'elle étoit raisonnée , & qu'il n'y

avoit

avoit point de satisfactions capables d'en effacer l'impression.

§. I.

L'Empereur , en proie au chagrin du parallèle defavantageux , qu'on faisoit de son regne avec celui de Louis XIV , & à la douleur d'avoir vû son Ennemi traiter de sa Succession , accepta néanmoins une trêve de vingt ans , que l'Espagne , malgré ses resentimens & sa fierté , avoit signée le 10. d'Août 1684. Louis XIV retenoit le Duché de Luxembourg , Strasbourg & Casal ; & les procédures des Chambres de Metz , de Brisach , & de Besançon , étoient confirmées.

C'étoit la partialité du Roi d'Angleterre qui retenoit tant de Souverains offensés de faire éclater leur resentment. La Nation Angloise auroit sans doute apuïé leur vengeance. Mais chacun d'eux apprehendoit que les premiers coups de la France ne tombassent sur lui ; & le Prince d'Orange lui même , qui avoit déjà résolu d'humilier Louis XIV , se défiant d'une partie encore mal liée , voulut atten-

dre de nouvelles fautes du Marquis de Louvois, & de nouvelles hauteurs de son Maître.

§. I I.

Le Ministère François estimoit trop peu le Pape, pour le compter parmi les Ennemis du Roi. Elevé au dessus des anciens scrupules, il se faisoit un jeu de braver les Bulles & les Excommunications, qu'il croïoit les uniques armes du Souverain Pontife. Il lui avoit fait, en 1683, une guerre de plume, où il l'attaqua impunément dans ses plus précieuses prérogatives : il lui en fit une autre dans Rome même, en 1687, par l'Ambassadeur de France, qui lui disputa jusqu'à la Souveraineté de sa Capitale. Innocent XI, qui siegeoit alors, auroit peut-être digéré ces nouvelles insultes, malgré sa fierté naturelle & son inclination Autrichienne ; si le Cardinal Cibo, son Ministre, Genoïs, que le bombardement de sa patrie outroit de haine & de ressentiment, ne Peût excité à la vengeance. Le Pontife, livré aux Conseils de Cibo, ne
garda

garda plus de mesures avec Louis XIV. Resolu à tout ce qui en pourroit arriver, il se donna pour Chef à l'Europe entiere conjurée contre la France.

La politique de la Cour de Rome a sur celle des autres Cours l'avantage de rapprocher du présent l'avenir le plus éloigné, & de projeter sur lui avec autant de Justesse & de précision, que s'il n'étoit pas un contingent incertain. L'Etat Ecclesiastique étant gouverné par des principes, dont le caprice & les intérêts particuliers des Papes ne sauroient alterer le fond; & un genie permanent, independant du leur, veillant à la conservation du système: chaque Pontificat est lié avec ceux qui le précèdent, comme avec ceux qui le suivront, de sorte qu'il n'est point de peril possible, contre lequel les précautions n'aient été prises de loin dans le plus profond secret, point d'entreprise nécessaire, dont les dispositions, continuées sans interruption, n'aient menagé la maturité pour le moment précis, ou elle doit être exécutée.

La Cour de Rome, principalement

attentive à l'établissement , & à la conservation de son indépendance , a fait échouer toutes les prétentions des Empereurs par une chaîne d'intrigues , qu'elle étoit seule capable de former. Tandis que l'Espagne lui avoit fait ombrage , elle lui avoit suscité mille embarras , qu'elle lui aidait ensuite à démêler ; & par cette manœuvre constamment soutenue elle s'étoit conservée libre & puissante , au milieu des Etats Espagnols , dont les forces auroient pu l'assujettir. Aussi-tôt qu'elle avoit vu Louis XIV primer avec hauteur en Europe : elle s'étoit attendue que , faisant sentir sa supériorité à l'Italie , il n'épargneroit pas plus le Pape , que les autres Souverains. Ses mesures avoient été dès lors prises en conséquence de ces allarmes ; & l'affoiblissement de la France fut un point résolu dans le Consistoire. Sans différer , elle mit la main au travail sourd , qui devoit d'autant plus sûrement miner la puissance du Monarque , qu'il attaqueroit les parties internes de la Monarchie. La Distinction entre l'Evêque & l'Eglise de Rome , cette distinction , contre laquelle ses déclama-

tions

tions furent si vives , étoit de son invention. Certaine de s'en faire donner le desaveu par le Clergé de France , quand elle auroit mis le Roi hors d'état de l'appuier , elle s'applaudit du zèle des Prélats François à la soutenir. Elle permit même à plusieurs de ses Moines d'écrire contre le Pape , sans lézer le Saint Siege ; & elle profita de la bonne foi avec laquelle le Roi adoptoit cette sophistiquerie , pour verser dans son esprit le poison du genie convertisseur.

LOUIS XIV , toujours le même avec ses Ministres accoutumés à masquer leurs passions du bien de son service , n'avoit point demêlé que le Tellier & Louvois ne le pouissoient à entreprendre la conversion impossible des Huguenots , que par ce que ces derniers , éloignez des charges & des emplois , étoient les principaux instrumens du Commerce , dont l'état florissant soutenoit la faveur constante de Colbert leur Emule. Leur haine pour le Huguenotisme ayant survêcu à ce Ministre , le Monarque ne reconnut point qu'elle étoit devenue une passion d'habitude ; il fut seduit par le

raisonnement captieux, que le Reverend Pere Confesseur appuïa, sur la nécessité d'en imposer, par la montre d'un grand zele pour l'Eglise Romaine, aux Catholiques prévenus du respect qu'on doit avoir pour l'Evêque de Rome. Ce fut donc une maxime de sa politique de mettre en équivalent des insultes faites à celui-ci, les services rendus à celle-là, & de persécuter les Huguenots, pour empêcher les bons Catholiques de lui faire un crime de son peu d'égards pour le souverain Pontife.

Rome vit avec un plaisir malin le Ministère François irriter toute l'Europe contre le Roi, & lui enlever en même tems les moyens de faire tête aux ressentimens de tant de Puissances. Elle redoubla ses plaintes, afin d'augmenter le zèle convertisseur. Elle ne prit part à la revocation de l'Edit de Nantes, qu'autant qu'il le falloit pour confirmer Louis XIV dans son erreur, & l'empêcher de voir le tort qu'il se faisoit. Dans la crainte qu'il n'ouvrit les yeux, elle fournit de nouveaux alimens à sa passion. Elle poussa le Marquis de Lavardin, afin
que

que les plaintes de l'Ambassadeur animassent le Maître à de nouvelles hauteurs, qui fussent compensées par de plus grandes rigueurs contre les Huguenots. Enfin quand les ressorts de la Politique Romaine eurent joué leur Jeu : quand cette artificieuse Cour eut jetté le trouble & la confusion dans le Royaume, déserté, & appauvri les Provinces, fait perdre au Roi l'affection & la confiance des sujets, que les Dragonnades n'avoient point expulsés : quand elle lui eut miné ses forces, & coupé ses ressources; elle fit éclater l'orage, qu'elle tenoit suspendu sur sa tête, après l'y avoir amassé.

L'inclination d'Innocent XI, & la haine de Cibo, furent les instrumens de la Cour de Rome dans la négociation d'Angsbourg. Sa politique avoit retenu l'ardeur des Puissances, qu'elle s'étoit proposé d'unir, jusqu'à ce que ses dispositions fussent faites en France & en Angleterre. La concurrence du Prince de Baviere & du Cardinal de Furstemberg s'étant présentée, lors qu'elle n'attendoit plus que le moment de se déclarer, elle fit vio-

lence au vertueux Pontife , pour ne pas manquer une occasion unique. Jamais l'inclination d'Innocent pour la Maison d'Autriche ne l'auroit emporté chez lui sur l'amour de l'ordre , & le respect des Canons de l'Eglise. La politique du St. Siege l'étourdit sur tout ce qui n'étoit pas son intérêt ; & il renonça , pour ainsi dire, l'Eglise elle-même.

§. III.

Si Jaques Second eut été Mahométan , ou de la Religion de Confucius , dit l'illustre Voltaire , les Anglois n'eussent jamais troublé son regne . . . Cela n'est vrai , qu'en supposant , que , si le genie Convertisseur avoit été celui des Imaïns & des Lettrés , dont il auroit pris conseil , ils lui auroient dicté , pour l'établissement de leur secte , des mesures plus conformes à la prudence. L'intolerantisme n'est pas toujours tyrannique. Mais la Cour de Rome ne se proposoit que de brouiller en Angleterre ; & Jacques entièrement livré aux conseils de ses Emissaires dût nécessairement se faire
le

le sort qu'il a éprouvé. Guidé par des Bonzes & des Derviches fanatiques , il auroit essuïé les mêmes disgraces. Puisque la Nation le connoissoit pour Catholique , quand elle l'admit à succéder à Charles. Ce n'a point été son Catholicisme , mais bien le fanatisme *de la Propagande* , qui a troublé son règne.

Les Cardinaux disoient , en plaisantant , qu'il falloit l'excommunier , comme un homme , qui alloit perdre le peu de Catholicisme qui restoit en Angleterre . . . Mais si la Cour de Rome avoit voulu le conserver ce peu de Catholicisme , elle n'auroit point envoyé un Nonce à Londres , ou bien elle l'y auroit tenu dans l'incognito , qui pouvoit l'y faire tolerer par la Nation.

Le Pape , dit encore l'illustre Voltaire , n'esperoit rien des entreprises de Jacques ; & lui refusoit constamment un Chapeau de Cardinal , qu'il demandoit pour le Jesuite Peters son Confesseur . . . Mais si Rome avoit souhaité que les entreprises de Jacques fussent utiles au Catholicisme , elle auroit fait donner au Jesuite Peters , par

le R. P. Général de la Société , des instructions , & un plan de conduite plus sages : Elle lui auroit promis , pour recompense de son exactitude à les suivre , le Chapeau qu'il ambitionnoit.

La Cour de Rome esperoit tout des entreprises de Jacques , & de l'impétuosité du Jesuite son Confesseur. Un million de Ducats d'or , (*) qu'elle tira du Chateau St. Ange , & qu'elle fit passer , par les mains de l'Empereur , dans celles du Prince d'Orange , est un garant irrecusable qu'elle ne voulut point d'autres effets du zele furieux de l'un & de l'autre , que ceux qu'il produisit. La déposition , ou la fuite de Jacques , entroit dans le plan de la ligue d'Augsbourg ; & ce plan étoit formé dès l'an 1686.

§. IV.

(*) Ce fait n'a pour garant que Mr. le Noble, Ecrivain satirique. Mais il avoit ordonné des Ministres de ne rien avancer dans ses Dialogues Politiques , qu'il ne fut sûr de prouver ; & il publia en 1694 , que le Roi Jacques avoit entre les mains les papiers originaux , qui faisoient foi que le million de Ducats envoyé , par le Pape à l'Empereur étoit pour le Prince d'Orange.

§. IV.

LOUIS XIV eut contre lui, dans cette guerre, l'Empereur & l'Espagne, qu'il avoit insultés : La Hollande, qu'il avoit tenue dans de continuelles alarmes, & à qui ses interprétations du Traité de Nimegue ne laissoient voir de sûreté, que dans l'abaissement de la France, avec l'Angleterre, qu'il auroit pu occuper chez elle, en ne communiquant à Jacques Second que le goût de son Despotisme, & qu'il s'attira sur les bras, en entretenant ce Prince devot dans le fanatisme des conversions. Il obligea le Corps Germanique à se déclarer contre la France, en renouvelant, par la ruine des plus belles contrées de l'Empire, le chagrin de la perte de Strasbourg, & le ressentiment des insultes des Chambres de réunion. La Diète de Ratisbonne ne prit sa résolution définitive pour la guerre que le 25. de Fevrier, 1689 ; & Philipsbourg avoit été assiégé & pris, les Etats du Rhin avoient été envahis, leurs Villes détruites, les contributions poussées jusques

ques au-delà d'Augsbourg, dès l'année précédente. Le Roi de Suede, l'unique Allié, qui eut tenu pour la France, jusqu'à la paix de Nimegue, avoit été forcé par honneur d'entrer dans la Ligue, pour demander raison de la confiscation de son Duché de Deux Ponts, dont la Chambre de Metz avoit disposé. Le Duc de Savoie n'avoit point de milieu entre la guerre & la sujétion. Plus sage que les Ducs de Lorraine, ou plus hardi qu'eux, par l'exemple des suites funestes de leur timidité, Victor Amédée aimoit mieux défendre sa Capitale & ses Forteresses, que de se réduire à la nécessité de faire la guerre, après les avoir cédées. Toutes les Puissances d'Italie tenoient pour la Ligue, à l'exception de Venise, qui se bornoit à la favoriser. Le Portugal donnoit les apparences de la neutralité, comme le Dannemarc celles de l'Alliance. Telle avoit été la hauteur du Ministère François, que Louis XIV n'avoit en Europe que le Comte Tekeli, qui fit cause commune avec lui. Cependant le Monarque eut de grands succès. Mais ses nombreuses victoires furent

furent les derniers efforts d'un athlete plein de courage, sur le point d'être atterré. *Les avantages de la guerre, qui produisit le Traité de Risvick*, dit le Testament Pol. du Card. Alberoni, *doivent être attribués plutôt à la bravoure de la Nation, qu'aux forces de la Monarchie Française. L'épuisement de celle-ci, à la paix, égaloit la fierté de celle-là.*

En effet Louis XIV, victorieux de tous cotés, redoutoit la continuation de la guerre ; & ses Ennemis n'apprehendoient rien tant que la Paix. Ses peuples, qui ne voïoient que le sang & les trefors, que leur avoient couté tant de Villes prises sur les Alliés, ne pouvoient consentir, qu'à regret, à leur restitution. Mais le Roi qui se sentoît hors d'état de fournir aux fraix de leur conservation, se trouvoit heureux d'être reçu à les rendre. Ainsi qu'à Nimegue, il lui fallut payer, pour ainsi dire, à quelqu'un des Alliés la supériorité, qu'il affectoit avec les autres.

Dès la quatrieme année de la guerre, les Ministres de France avoient fait retentir dans toutes les Cours les propositions

positions du Roi leur Maître ; & on avoit refusé de les entendre , quoiqu'ils parlassent de remettre les choses à peu près sur le pié du Traité de Nimégue. Pendant les trois années suivantes , ils furent sans cesse en embuscade , pour saisir les occasions de lier des Conférences avec quelqu'une des Puissances Alliées. Ils s'adressèrent à chacune à la derobée , en lui présentant le Traité particulier le plus avantageux. L'Espagne leur opposa constamment ses engagements. L'Empereur , tout entier à sa haine & à ses esperances , refusa de les sacrifier à son intérêt ; & le Roi Guillaume , également accrédité en Hollande & en Angleterre , lors qu'il s'agissoit de Louis XIV , n'y souffroit discuter aucun plan , qui laissât la France en état de se faire encore redouter.

Ce fut au Duc de Savoie que Louis XIV donna l'honneur de rompre une ligue , que ses armes n'avoient pu entamer. L'Evacuation de ses Etats , la restitution de Pignerol , le mariage sans dot de la Princesse sa fille avec le Duc de Bourgogne , & une grosse somme d'argent , en forme de dedom-
mage-

agement pour les maux de la guerre, étoient les conditions auxquelles on lui demandoit son accommodement particulier. Il les accepta, sans en donner avis qu'après coup à ses Alliés ; & son Traité, signé à la fin de Juin 1696, fut rendu public, le 18 de Juillet, sous le titre de *Neutralité d'Italie*. C'étoit en effet par la Neutralité de l'Italie que la France comptoit se recompenser des avantages, qu'elle faisoit au Duc. Ce Prince ouvroit le passage aux troupes Françoises, pour aller relancer les Imperiaux dans la Lombardie, & forcer, jusques dans Milan, les Espagnols à faire leur Traité. Devenu Generalissime de France pour cette double expédition, il ne parut pas plutôt à la tête de l'Armée de cette Couronne, que l'Empereur & les Princes Allemands rappellerent leurs troupes. Les Princes d'Italie leur donnerent un million d'Ecus pour leurs quartiers d'hiver, qu'elles furent prendre en Allemagne ; & la guerre fut terminée en Italie, trois mois après le Traité particulier du Duc de Savoye.

§. V.

Tranquille pour celle de ses Frontières, ou la guerre est la plus embarrassante, Louis XIV se porta sur les autres avec de plus grandes forces; & ses nouveaux succès rapprocherent les Alliés de ses propositions. Ses derniers preliminaires, présentés le 10. de Fevrier, 1697, donnoient une satisfaction complete aux Puissances liguées, en mettant à néant toutes les entreprises dont le ressentiment avoit formé la ligue. Ils offroient de restituer Luxembourg & Charlemont à l'Espagne, de rendre Strasbourg à l'Empire, & la Lorraine à son Souverain : ils cassoient, & annuloient les arrêts des Chambres de Metz, de Brisach, & de Besançon : ils abandonnoient la cause du Roi Jaques, & reconnoissoient le Prince d'Orange pour Roi de la Grande Bretagne.

Ces articles, que Louis XIV ne fixoit pas tellement, qu'il ne parut disposé à y ajouter, pour le bien de la paix, faisoient un étrange contraste
avec

avec la conduite, qu'il avoit tenue, pendant les six premieres années, qui avoient suivi la paix de Nimegue. En vain l'illustre Historien du Siecle nous donne-t'il pour un effort de politique *cette facilité & ce relachement de ses droits*. Il faut avouër, dès qu'on raisonne, que Louis XIV y perdoit le fruit de plus de vingt années de travaux & de dépenses; & qu'il lui étoit d'autant plus humiliant de faire cette perte, qu'ayant pu la prévoir, & ne voulant pas même la croire possible, il avoit défié toute l'Europe de la lui faire essuier. Dire, comme à fait cet illustre Ecrivain, dans une troisieme, ou quatrieme Edition, que la Cour de Versailles fit la paix à Riswick, parce qu'elle étoit lassée de faire la guerre: c'est mettre le Monarque, qu'il dit ailleurs *le seul grand presqu'en tout genre*, au nombre de ces Princes, nés pour le malheur des Etats, qui sans vuës pour le bien du Royaume, sans amour pour les peuples, sans idées de la gloire, agissent uniquement par caprice, & se jouent du sang de tous les hommes. L'illustre Voltaire degrade ici Louis XIV,

dont

dont les fautes ne sont point venues d'une source si odieuse; & dans toutes les Editions de son Panegirique du regne de ce Monarque, il a manqué le vrai sur cette époque fameuse.

Il étoit trop tard pour Louis XIV de prétendre à la reputation de Prince moderé; & si cette reputation lui étoit nécessaire pour le succès de ses desseins sur la succession d'Espagne: ses intérêts n'ayant pas changé depuis la paix de Nimègue, il dut lui-même compter pour autant de fautes tous les pas que Louvois lui avoit fait faire, toutes les entreprises par lesquelles il s'étoit plu à signaler son ambition. Si ses prétentions à la Succession de Charles II avoient besoin d'être appuyées par des Alliances, d'être soutenues par des grandes forces, & par des finances grossies des épargnes de plusieurs années: Ses Ministres agirent en très mauvais politiques, lors qu'ils indisposèrent contre lui tous les Souverains; lors qu'ils le mirent, de propos délibéré, dans la nécessité d'une guerre, dont, avec la faveur la plus constante de la fortune, il ne
pour

pouvoit sortir , qu'en épuisant son Royaume d'hommes & d'argent.

Louis XIV voulut la paix , quoiqu'elle dut lui coûter , parce qu'il ne pouvoit plus faire la guerre avec succès. Le peu de tems , que Charles II promettoit encore de vivre , pouvoit suffire tout au plus à remettre la France de son épuisement ; & la Cour de Versailles avoit à réparer des pertes , lors qu'on la suppose occupée à des préparatifs. La mort de Charles II n'étoit point un événement imprévu : Louis XIV agissoit d'après sa supposition quarante ans auparavant ; mais il avoit assez présumé de ses forces , pour espérer qu'il réduiroit toutes les Puissances à n'oser , ou à ne pouvoir faire obstacle à ses prétentions sur l'héritage.

§. V I.

Le Roi de Suede , qui n'étoit entré dans la ligue qu'en qualité de Duc de Deux Ponts , fut choisi pour Médiateur de la paix générale ; & ses Plenipotentiaires commencerent leurs bons offices par accorder les parties
sur

sur le lieu des Conférences. Louis XIV n'avoit pas oublié l'insulte, qui lui avoit été faite, à Cologne, dans la personne du Cardinal de Furstemberg, en 1674; & il ne vouloit point que le Congrès se tint dans une ville, où l'Empereur eut assez de credit, pour reculer par quelque violence la conclusion du Traité. Comme il n'y en avoit point de neutres, qui fussent également commodes pour toutes les Puissances, interessées à la négociation: il offroit de donner le choix de trois Places de la Republique, qu'il nommeroit; ou de choisir sur trois qui lui seroient nommées. L'Empereur, qui souhaitoit prolonger la guerre, ou du moins tenir la ligue unie, jusqu'à ce qu'on sçut à quoi s'en tenir sur le Roi d'Espagne, alors malade, feignoit de craindre des repressailles, de la part de Louis XIV, dans une ville, qui ne seroit pas de l'Empire; & il tâchoit d'inspirer de la defiance aux Alliés sur une place des Provinces Unies, en leur rapellant le Traité particulier de la Republique à Nimegue.

Les Plenipotentiaires Suedois mirent fin aux objections de la Cour de Vienne.

Vienne , en lui faisant apprehender que l'Angleterre & la Hollande , qu'elle fatiguoit , ne traitassent sans elle ; & en même tems ils lui marquerent , pour le lieu de l'Assemblée , le Château de Riswick , situé à égale distance de Delft & de la Haye. Elle l'agréa , en feignant de croire que l'exclusion , qu'elle avoit donnée aux deux Villes , ne portoit point sur leurs environs. L'ouverture des Conférences s'y fit , le 9. de May , 1697.

§. VII.

Les operations des armées Françoises en Flandres , & en Catalogne , servirent beaucoup à l'avancement de la negociation. La prise d'Ath , & celle de Barcelone , firent une telle impression sur les Hollandois , & les Espagnols , qu'ils n'écouterent plus les Plenipotentiaires Imperiaux , à qui la mort inopinée du Roi Médiateur fournissoit de nouvelles difficultés. Charles XII fut reconnu dans la qualité du Roi son Pere ; & ses Ambassadeurs continuerent , en son nom , leurs offices. Les Traités de la République ,

que , de l'Espagne , & de l'Angleterre furent signés , le 20. de Septembre.

Le premier-étoit le même qu'à Nimegue , avec un article de plus , ou la paix particulière du Duc de Savoye étoit confirmée , & garantie.

L'Espagne se retrouva , par le sien , à peu près aux mêmes termes. Elle recouvroit toutes les places , & tous les païs , que la paix de Nimegue lui avoit laissés. Le Duché de Luxembourg , dont la cession , en 1684 , avoit éteint les prétentions de Louis XIV sur le Comté d'Alôst , lui fut rendu ; & le Comté de Chiney , dont le Marquis de Louvois avoit fait tant de bruit , lors qu'il mettoit dans ses dépendances la meilleure partie du Duché , dont il est un des moindres fiefs , fut compris nommément dans cette restitution. Les sentences des Chambres de réunion furent cassées , & annullées , sauf les droits indépendans de leurs procédures , & que l'irrégularité des moyens ne pouvoit éteindre. Pour obvier à de nouvelles discussions , l'arbitrage en fut déferé aux Etats Généraux des Provinces Unies ;

cas que les Commissaires des deux Couronnes n'en pussent pas decider à l'amiable.

Le Traité de l'Angleterre est un monument bien frappant de l'extrémité, ou Louis XIV étoit réduit. Ce Monarque, dont la fermeté faisoit le caractère principal, & qui n'avoit point trouvé de qualifications trop odieuses, pour l'entreprise du Prince d'Orange, promit une vraie & sincère amitié au Serenissime & très puissant Prince Guillaume III, Roi de la Grande Bretagne. Il engagea sa parole Royale de faire tout ce qui pourroit contribuer au bien, à l'avantage, & à l'honneur dudit Roi, de ses Successeurs & heritiers : il jura de ne les troubler en aucune maniere dans la possession de leurs Royaumes, de n'affister ni directement, ni indirectement, aucun de leurs ennemis, & de ne jamais favoriser en Angleterre, ou ailleurs, les conspirations, menées secrètes, & rebellions contr'eux. Du reste, le Traité portoit la restitution des conquêtes respectives; & le Roi d'Angleterre obtenoit pour le Prince d'Orange, & lui garantissoit, le re-

G

couveré-

couvrément de sa Principauté, avec la rentrée dans tous ses autres biens, conformément à l'article séparé de Nimègue.

Ce ne fut point par opiniâtreté que l'Empereur différa son Traité jusqu'au 30. d'Octobre. Sa politique employa ce délai à se ménager les fruits d'une guerre, dont il avoit fait porter tous les frais à ses Alliés. Le Corps Germanique mettoit le recouvrément de Strasbourg en tête de ses articles; & Louis XIV avoit été si bien dans l'opinion, qu'à moins de cette importante restitution, il demanderoit inutilement la paix, qu'il l'avoit offerte dans ses Préliminaires. Leopold, que Strasbourg intéressoit bien moins, que Fribourg & Brisach, qui, tenant les François au-delà du Rhin, dans un de ses pays héréditaires, lui faisoient essuyer leurs premiers coups, négocia secrètement l'échange avec Louis XIV; & ces deux Places, avec leurs dépendances, furent le prix auquel il vendit une Ville Impériale, dont la surprise avoit été le principal grief de l'Empire contre la France. Les Princes & Etats s'oposèrent en vain
à cet

à cet étrange accord. La Ligue étoit rompue ; & les affaires du haut Rhin ne touchoient pas d'assez près les Puissances Maritimes pour leur faire reprendre les armes.

Les arrêts des Chambres de Briſach, de Metz, & de Beſançon, furent annulés. Mais la restitution des lieux usurpés, & conquis, fut mise à une condition, qui est encore à présent un sujet de discorde dans l'Empire. Louis XIV, qui avoit pris avec grand éclat le titre de Propagateur de la foi Catholique, crut faire beaucoup pour sa gloire, de stipuler, que la France rendant à l'Empire, & à ses membres quelconques, tous les lieux occupés hors de l'Alsace, soit par voie de fait, soit par voie d'union & de réunion ; la Religion Catholique seroit conservée en tous ces lieux restitués, dans l'état ou elle s'y trouvoit, lors de la restitution.

C'étoit une infraction manifeste du Traité d'Osnabruck, qu'on prenoit cependant pour baze de celui de Rîswick. Néanmoins les Plenipotentiaires du Médiateur se contenterent d'une stérile Protestation, au nom du

Roi leur Maître, garant de la Paix de Westphalie. Quant à l'Empereur : Comme il lui étoit avantageux de commettre de plus en plus les deux Religions l'une contre l'autre ; il vit avec plaisir son ennemi leur donner matière à de nouvelles disputes. Ce quatrième article de la Paix de Rîswick étoit, pour ainsi dire, le germe d'une guerre de Religion ; & il promettoit aux Empereurs de leur faire naître l'occasion de reprendre le plan des deux derniers Ferdinands. Et en effet, si l'Empereur Joseph eût vécu plus long-tems : vû le point où il avoit porté l'autorité Impériale : il auroit mis le Contractant & le Médiateur de Rîswick aux prises avec les garants de Munster & d'Osna-bruck. Les circonstances ont été assez heureuses jusqu'ici, pour tenir sous la cendre cette étincelle de trouble & de dissension, ou du moins pour réduire toute la contestation à des disputes de Diète. Mais l'événement ne diminue point la faute ; & jusqu'à ce que cet article du Traité de Rîswick soit révoqué, la France ne sauroit, sans manquer à ses engagements, prendre

dre parti, en fait de Religion, pour, ou contre les Etats Proteftans de l'Empire.

Le Duc de Lorraine rentra dans fes Etats, fans autre condition, que la demolition des Fortifications de Nanci. Les prétentions de Madame fur la Succeffion Palatine furent renvoïées à des Commiffaires, qui dûrent en décider fuivant les Loix de l'Empire. C'étoit ce que Louis XIV avoit compté empêcher par la guerre. Il fallut raser les Fortifications de Strasbourg & de Mont-Royal, le Chateau de Traërbach, le Fort-Louis, les Fortifications de Huningue fur la droite, & dans l'Ile du Rhin, ouvrages ou Vauban avoit épuifé font art, & le Roi fes finances.

Telle fut la conclusion d'une guerre de neuf ans, ou la France avoit toujours été victorieufe. Louis XIV donna la paix, *dit le Testam. Pol. d'Alberoni*; & fes ennemis en dictèrent les conditions : le vainqueur eut le fort du vaincu.

CHAPITRE XVI.

*Paix de Carlowvitz , avec le
Turc , en 1699.*

DEpuis l'année 1683 , les Turcs avoient fait la guerre la plus malheureuse contre toutes les Puissances Chrétiennes , qui les avoisinent. La presumption des Grand-Vizirs , & leur jalousie contre Tekeli , à qui ils craignoient de laisser l'honneur des succès , avoient ruiné leurs affaires en Hongrie. Le Duc de Lorraine Charles V , l'Electeur de Baviere-Maximilien , les Princes Louis de Bade , & Eugene de Savoie , à la tête des armées Impériales , avoient gagné sur eux nombre de Batailles , & les avoient poussés jusques dans la Bulgarie. Les Venitiens avoient ruiné leur Marine , & s'étoient emparés de plusieurs places dans la Dalmatie , après avoir réduit toute la Morée. Les Moscovites avoient pris Azoph. La Pologne, sous son

son nouveau Roi Auguste II, alloit unir l'Infanterie Saxonne à la Cavalerie Polonoise. Tout sembloit disposé à rechasser le Turc en Asie. Cependant tous les Alliés sonhaiterent la paix ; & chacun avoit ses raisons particulières, pour la demander.

L'Empereur, dont toute la politique, depuis le Traité de Nimegue, avoit porté sur la Succession d'Espagne, vouloit se délivrer d'une diversion, que le bonheur de ses armes n'empêchoit pas de lui être onereuse. Il craignoit d'ailleurs, en poussant ses conquêtes de ce côté, d'alarmer l'Empire de sa puissance, & de refroidir ses autres Alliez sur ses prétentions. Le Czar avoit déjà projeté de s'agrandir aux dépens de la Suede ; & l'ardeur du Roi de Pologne, pour rendre son regne brillant, ne permettoit pas à ses voisins de se reposer sur les ouvertures d'alliance qu'il leur faisoit. Auguste II, qui avoit déjà éprouvé la difficulté de tenir ensemble les troupes Polonoises & Saxonnnes, étoit degouté de les employer à des conquêtes, qui devoient être pour la Republique. La guerre de Livonie étoit plus

particuliere à sa maison; & elle étoit de nature à devoir se faire sans distraction. Les Venitiens craignoient que l'Empereur, negligeanant de pousser ses conquêtes à l'Est, ne s'aprochat plus volontiers de la Dalmatie. Il leur eut été de ce coté un voisin plus dangereux que le Turc.

L'Angleterre & la Hollande ayant offert leur Médiation au Sultan, qui l'agréa : les Plenipotentiaires Impériaux, Moscovites, Polonois, & Venitiens, se rendirent le 13 de Novembre, 1698, à Carlowitz, Bourg de la basse Hongrie, entre Belgrade & Peterwaradin.

§. I.

La négociation n'eut point ces chicanes embarrassantes, dont la Politique d'Europe a fait une science particuliere. Les Médiateurs, qui, pour l'interêt particulier de leur commerce du Levant, devoient arrêter les disgraces du Turc, modererent les demandes de ses ennemis; & le Turc, qui se soucioit peu de cacher le besoin évident, qu'il avoit, de la paix,

expo-

expofa avec une noble fimplicité les conditions , auxquelles il la vouloit. Envain les Venitiens difputerent , pour y changer quelque chofe à leur avantage. Les Plenipotentiaires Turcs tinrent ferme fur leurs propofitions ; & il fallut y conformer les Traités. Tous quatre furent fignés , le 16 Janvier , 1699. Celui de l'Empereur étoit le premier ; & la ceflion que la Porte lui fit , de la Tranfylvanie en fut le principal article. Mais comme ce n'étoit , au lieu d'une paix , qu'une trêve de vingt cinq ans ; ce bel Etat lui fut plutôt laiffé comme un fequeftre que comme une conquête. Le Traité le lui adjugeoit par provifion : c'étoit à lui de fe tenir , lors de l'expiration , ou de la rupture de la trêve , en forces à n'en être point depoffédé. La Cour de Vienne fit instance , pour que le fameux Tekeli lui fut livré. Il n'y a point d'apparence qu'elle comptât afés fur l'abatement des Turcs , pour efperer , qu'ils ne verroient pas , qu'en lui livrant ce Chef des Hongrois mécontents , dont elle auroit fait un exemple , ils fe feroient fermé pour toujours la reffource des troubles de Hon-

grie. Quoiqu'il en soit, la Politique Ottomane, plus pénétrante que celle de France & d'Espagne au Traité des Pyrenées, ne marchanda point la grace de cet illustre mécontent. Pour toute réponse à la demande des Impériaux, elle lui donna de nouveaux titres, avec un appanage capable de les lui faire soutenir avec dignité. Elle lui assigna trois Villes en Bulgarie, avec leur territoire, pour l'entretien de sa maison; & la Porte le traita en Prince.

La Pologne renonça à ses prétentions chimériques sur la Moldavie; & elle reçut en récompense la cession plus réelle de la Forteresse de Camienieck, avec la Podolie, qu'elle avoit abandonnées, sous le regne de Michel Wiefnowieski.

Les Moscovites demeurèrent en possession d'Azoph, dont ils s'étoient emparés, en 1675. Les Tartares furent compris dans la Trêve, sous la garantie respective du Czar & du Sultan. Venise garda la Morée, que les Plénipotentiaires Turcs lui avoient offerte, dès la première Séance, ainsi que plusieurs places de Dalmatie. Mais il lui fallut démolir entièrement la Forteresse

teresse de Lepanthe , & un côté du Chateau de Romelie. C'avoit été le sujet principal des contestations. Il est à remarquer que le Grand Seigneur ne voulut point, pour les quatre Traités, d'autre garantie que la sienne.

CHAPITRE XVII.

*Traitez de partage. Testamens
de Charles II, en 1698,
& 1700.*

LE Roi d'Espagne n'en étoit point cru sur les espérances, qu'il donnoit , de vivre encore longtems , & de ne pas mourir sans laisser postérité. Malgré ses efforts pour cacher le mauvais état de sa santé, on persistoit à croire que sa mort n'étoit pas éloignée; & les Prétendans à sa succession, sacrifant à la crainte de la perdre les égards qu'ils devoient à sa personne, prenoient hautement leurs mesures, pour éloigner leurs competeurs. L'Empereur Leopold, dont la politi-

G 6

que

que étoit la moins bruiante, se promettoit que la disposition du Roi mourant régleroit le suffrage de la Nation; & comptant que l'un & l'autre lui donneroit la supériorité, à laquelle il n'osoit aspirer par les armes : il faisoit agir la Reine sa belle sœur auprès du Roi son Mari, en même tems que ses Ministres mettoient en œuvre tout le crédit, qu'ils avoient acquis dans le Conseil. Louis XIV, accoutumé à tout vouloir emporter de hauteur, négligeoit la Cour de Madrid. Mais intimidant la nation Espagnole par la montre de ses meilleures troupes, repandues sur la Frontière, il faisoit demander fierement au Roi, qu'il abandonnat la succession à celui des Prétendans, qui sauroit y faire valoir ses droits. Le Roi Guillaume, affermi sur le Trône d'Angleterre, & plus maître encore en Hollande, que dans les trois Royaumes, n'avoit plus besoin pour sa grandeur particulière des troubles de l'Europe. Vieilli avant le tems, il ne pouvoit plus remplir que dans le Cabinet le rôle glorieux qu'il avoit pris; & pour qu'il continuât à être l'ame du parti opposé à Louis XIV, le

Protec-

Protecteur de l'équilibre de l'Europe, il falloit que l'Europe fut en paix. Il voïoit Leopold & Louis XIV également résolus de ne point relâcher de leurs prétentions ; & il étoit essentiel à la liberté publique que la Couronne d'Espagne ne fût pas , avec celle de France , ou l'Impériale , sur une même tête. Une guerre générale étoit inévitable , à moins qu'un tiers parti ne se format , assez puissant , pour obliger les deux principaux prétendans à lui deferer l'arbitrage.

Dans la disposition , ou étoit le Roi Guillaume , de jouir en paix de sa gloire & de sa fortune , il conçut le plan d'un partage de la Succession , suivant lequel , sans ébranler l'équilibre , les prétendans auroient quelque satisfaction. Il avoit assez étudié Louis XIV , pour ne pas douter de lui faire agréer la part qu'il lui assigneroit , pourvu qu'elle fût une acquisition brillante. Il devoit peu s'inquieter des plaintes , qui étoient les seules armes , dont la Cour de Vienne pouvoit combattre son plan. Cependant , quoique les prétentions de l'Empereur n'eussent gueres d'autre fondement

dement que son ambition : quoique le Corps Germanique fut disposé à souffrir que la Maison d'Autriche fut confinée en Allemagne ; Guillaume eut égard aux clameurs des Princes Autrichiens ; & si le Prétendant , qu'il plaçoit entre les Princes François & les Archi-Ducs avoit vécu , il est fort probable que le partage auroit eu son execution.

§. I.

Maintenant que la Maison de Bourbon est en paisible possession du Trône d'Espagne , les droits , que ses Princes y avoient , ne sont plus problematiques. Entre les Souverains , la possession est un titre , qui prévaut sur tous les autres. On ne conteste plus que la renonciation de Louis XIV , au nom de l'Infante qu'il épousoit , fut un acte sans consequence , accordé pour le bien de la paix ; & qui ne devoit avoir de validité , qu'autant qu'il auroit assigné un équivalent capable de tenir lieu aux fruits de ce Mariage de leur Matrimoine , dont il n'étoit pas au pouvoir de leur aïeul de les frustrer.

frustrer. Le Testament de Philippe IV, qui confirmoit la renonciation, étoit nul à cet égard, de quelque côté qu'on considere le Testateur, & le bien dont il disposoit.

Si une Couronne est mise au même rang que des *Propres*; & si un Roi est regardé comme un Citoïen, qui marque à ses enfans leur legitime : les Loix ne lui permettent l'exhérédation, qu'en lui supposant quelque'un des motifs, qu'elles ont fixés. Or Philippe n'en avoit aucun de cette espece à produire contre la Princesse sa fille. Un Pere peut avantager ses Puinés aux dépens d'un aîné, s'il a fait à ce dernier des cessions en avance d'Hoirie; ou si, par préférence, il l'a fait appeller à quelque Succession collaterale, qu'il auroit dû partager avec ses Puinés. Mais la premiere Infante, que Louis XIV épousa, ne porta à son mari que la dot ordinaire des Infantes, la même que l'Empereur reçut de sa Sœur. Elle ne reçut ni équivalent, ni compensation, de ses droits d'ainesse, auxquels on vouloit qu'elle renonçat.

Si on considere une Couronne comme

me un *Propre substitué* , & un Roi comme un *Usufruitier* , qui n'a d'autre droit sur son Royaume , que celui de jouissance : il n'appartient point au Monarque possesseur de troubler l'ordre , dans lequel la possession lui a été devolue. C'est aux loix , qui l'ont appelé à la Succession , de lui marquer son héritier : ou si les Loix doivent céder à l'interêt présent de la Nation ; il n'y a que la Nation elle même , qui puisse en juger , & leur donner atteinte.

L'Empereur Leopold reclamoit la Succession d'Espagne à plusieurs titres , dont le moins mauvais n'étoit aucunement recevable. Seul mâle descendant de Maximilien I , il auroit pu faire valoir la loi Salique , c'est-à-dire la préférence absolue des mâles , si cette loi avoit eu lieu en Espagne. Mais ce n'étoit point du Chef de cet Empereur que les Couronnes d'Espagne étoient tombées dans la Maison d'Autriche ; & en prétendant y faire valoir son sexe , Leopold infirmoit le titre , auquel les Princes Autrichiens les avoient possédées : leur possession étoit dès lors une véritable

usurpa-

usurpation. Jeanne, *la Folle*, fille de Ferdinand & d'Isabelle, avoit apporté les Espagnes en dot à l'Archiduc Philippe son mari, fils de Maximilien; & Charles-Quint leur fils aîné, représentant sa mere, avoit eu la préférence sur les différentes Maisons des Princes du Sang de Castille & d'Arragon, qui avoient pour eux la descendance Masculine. Les droits du Dauphin, fils de Louis XIV, étoient précisément les mêmes, que ceux de Charles-Quint. Si Leopold se produisoit avec les titres de sa Mere, fille de Philippe III; il étoit encore moins fondé que Louis XIV, fils de l'ainée: & d'ailleurs, c'eut été admettre l'ordre de Succession en ligne majeure, que les Juristes appellent à *Stipite*; &, suivant cet ordre, Leopold & Louis XIV devoient céder au Duc de Savoie, qui représentoit sa bisaïeule Catherine, fille de Philippe II. Dès que la Succession n'est point purement masculine, la postérité de Charles-Quint primoit toujours celle de Ferdinand son puîné. Leopold ne devoit point profiter de la renonciation de Louis XIV, qu'il s'efforçoit de faire valoir.

valoir. Les droits de l'Infante Reine passaient à sa Sœur Puinée, Impératrice, dont la fille unique, mariée à l'Electeur de Baviere Maximilien, étoit représentée par le Prince Electoral son fils.

Le Roi Guillaumè prit avantage du foible de chacun des Prétendans, pour justifier un partage entr'eux. Aucun n'avoit à la succession un droit clair & victorieux. Il leur demanda de se faire grace l'un à l'autre. Il opposa aux prétentions de l'Empereur les prétentions du Prince de Baviere; & tandis qu'il objectoit à Louis XIV sa renonciation, il épouvantoit ses deux compétiteurs de sa nullité. Le premier Traité de partage, qu'il présenta le II d'Octobre, 1695, fut dressé dans cet esprit. Le Prince de Baviere dût hériter de la Monarchie Espagnole, proprement dite, en l'un & l'autre Continent, sans autre annexe que les Pays-bas. L'Empereur Leopold dut avoir le Milanès; & Louis XIV dut unir à sa Couronne Naples & Sicile, avec les Places de la côte de Toscane, le Marquisat de
Final,

Final , & la partie du Guipuscoa , située en deçà des Pyrenées.

§. II.

Ce partage fut goûté de l'Electeur de Baviere , qui se trouvoit trop heureux que les prétentions de son fils ne fussent pas étouffées par celles de ses competeurs. Louis se hâta d'appuyer le projet de son suffrage. Il n'apercevoit point le piege que lui tendoit la profonde politique de Guillaume. La Marine Françoisse étoit déjà fort avancée dans sa decadence ; & le Roi de France s'aplaudissoit de l'acquisition de nouveaux Etats , dont la conservation eut exigé qu'il doublât ses forces de mer. Il sembloit avoir oublié que des possessions en Italie avoient fait le malheur des regnes de Louis XII , & de François I. Il avoit éprouvé que la France n'a de superiorité sur ses ennemis , que parce qu'elle leur oppose la masse entiere de ses forces ; & il ne voïoit pas que leur division leur prépareroit sa ruine , comme la division de celles de l'Espagne avoit produit la ruine de la

Monar-

Monarchie Espagnole. Enfin Louis XIV ne considéra que de nouveaux titres, & de nouveaux Etats.

Les Puissances Maritimes, & sur tout l'Angleterre, pouvoient esperer de s'emparer du commerce d'Espagne, sous un Roi, pour qui ils seroient des Alliés nécessaires. Les Hollandois se conservoient la barriere, dont ils avoient pris le système; & la foiblesse du nouveau Roi leur garantissoit son attention à ne pas les indisposer, comme il eut fait, en tirant parti de ses ports de Flandres, & du Brabant.

L'Empereur Leopold, dont l'ambition raisonnée mettoit à bien plus haut prix un morceau tel que le Milanès, qui feroit corps avec ses Païs héréditaires, qu'une multitude de Royaumes, qui devoient faire un état séparé, dont la branche ainée partageroit la défense, ne se plaignoit point que le Prince Electoral de Baviere fut appelé au Trône d'Espagne. C'étoit beaucoup pour un ennemi de Louis XIV, aussi jaloux de la puissance de la France, de voir la maison de Bourbon déchûe de l'esperance de faire
tom-

tomber tant de couronnes sur la tête d'un de ses Princes. Seulement, il auroit voulu grossir sa portion des autres Etats Espagnols d'Italie ; & il se reservoit de faire ses diligences à cet égard, quand il auroit vu le fruit des sollicitations de la Reine sa belle sœur, & de la brigade de ses Ministres à Madrid.

§. III.

La nouvelle du Traité de partage determina Charles à faire un Testament. Quelle que fut sa disposition, il étoit certain que la Nation la confirmeroit, pourvu qu'elle ne demembrât point la Monarchie. Mais il ignoroit, & son Conseil parut ne pas voir, que Louis XIV, & Leopold, n'étoient pas de ces Prétendans, qu'on reduit au silence, en leur préférant un troisieme. Tous deux furent trompés, il est vrai, par le Testateur. Mais ce dernier s'abusa fort, s'il espara de la surprise, qu'il leur menageoit, autre chose, que la satisfaction de la leur avoir faite. Louis XIV, qui croïoit Leopold son plus dangereux concurrent

rent, aprit avec étonnement que Charles ne prenoit point son heritier dans sa maison, & la Cour de Vienne eut peine à croire que le Conseil d'Espagne, qu'elle s'imaginoit gouverner; & que la Reine, qu'elle étoit en possession de diriger, eussent fait préférer le Prince Electoral de Baviere à ses Archiducs.

Avec des forces capables de soutenir le ressentiment des deux compétiteurs, qu'elle rejettoit, la Nation Espagnole n'auroit eu qu'à s'applaudir du Testament de son Roi. Mais la Reine & le Conseil, qui le dictèrent, se reposoient sur la fortune du soin de le faire valoir; & leur intérêt particulier fut uniquement ce que l'un & l'autre considéra dans la teneur de l'acte. Le Conseil souffroit impatiemment sa dependance de la Cour de Vienne; & la Reine étoit sensible au plaisir de donner à la Nation un Roi, qui lui fût gré de ses bons offices. Elle devoit attendre plus de reconnaissance de la part de l'Electoral de Baviere, que de la part de l'Archiduc. Celui la ayant déjà l'agrément d'une partie de l'Europe, lui auroit obligation

obligation de l'avoir mis , par l'aveu du Roi , dans la paisible possession du Trône , si le Testament avoit lieu : tandis que l'Archiduc , ayant à vaincre mille obstacles , pouvoit ne pas réussir , malgré la disposition du Roi ; ou , s'il reussisoit , s'imaginant devoir la Couronne à ses droits , & à sa conduite : il ne sauroit gré à la Reine Douairiere , que de l'y avoir appelé. Charles II , qui suivoit l'impression , que lui donnoient sa femme & ses Ministres , institua le Prince de Baviere son heritier universel ; & l'Empereur ne s'en montra pas aussi irrité , qu'on le devoit attendre de sa passion pour la grandeur de sa maison. L'Histoire lui a reproché , & sans doute injustement , d'avoir compté que l'Etoile d'Autriche , toujours funeste à ceux qui faisoient obstacle à son agrandissement , delivreroit les Archiducs du compétiteur , qui leur avoit été préféré.

§. I V.

Le Traité de partage & le Testament étant anéantis par la mort du Prince Electoral , le Roi Guillaume
n'en

n'en perdit point ses vûës d'accommodement. Il étoit persuadé que la repugnance des Espagnols , pour le demembrement de leur Monarchie , devoit céder au bien général de l'Europe , & y feroit inutilement obstacle. Il proposa un second partage , qu'il fit signer à Londres aux Plénipotentiaires de France , le 3 de Mars 1700 ; & que les Ambassadeurs d'Angleterre , de concert avec eux , firent ratifier & garantir aux Etats Généraux. L'Archiduc Charles , second fils de Leopold , y étoit substitué au Prince de Baviere. La France , qui demandoit quelque nouvelle piece qui la mit en proportion avec son coheritier , recevoit , avec le païs que le premier partage lui adjugeoit , les Etats de Lorraine , pour être unis à perpétuité au Royaume ; & le Duc , qu'on ne consultoit point sur le don de son bien , étoit supposé y consentir , & agréer pour échange le Duché de Milan.

Ce n'étoit pas la ce que l'Empereur s'étoit promis de la mort du Prince de Baviere. Les Etats d'Italie valaient à ses yeux toute la Monarchie Espagnole ; & si jamais il consentoit qu'ils

en fussent demembrés , ce ne devoit être que quand on en disposeroit , de maniere à lui laisser l'esperance de les unir aux Pais Héritaires de la branche Impériale. Il remplit toutes les Cours de ses plaintes : il fit exagérer à Charles l'insulte que les trois Puissances lui faisoient , en déchirant sa Succession de son vivant , sans sa participation. Comme il ne concevoit pas , (& réellement il n'y avoit pas alors d'apparence) que l'Europe souffrit jamais un Prince François sur le Trône d'Espagne : il croïoit que Charles étoit nécessité dans son Testament , comme Guillaume dans son Partage , d'appeller l'Archiduc à la Couronne ; & il lui parut superflu de prendre des mesures à cet égard. Sourd aux instances , qui lui étoient faites par la Cour de Madrid , d'envoïer le jeune Prince en Espagne , avec un Corps de troupes Allemandes , il demandoit qu'on le mit d'avance en possession des Etats d'Italie , qui devoient un jour lui être plus difficiles à retenir. Son intention étoit , au cas que Charles fit cette resignation , de mettre , dans toutes les pla-

H ces,

ces, des troupes Imperiales, que l'Archiduc, devenu Roi en vertu du Testament, n'en auroit pas chassées, & dont son frere ainé se feroit servi pour retenir le païs, comme sa portion, en-tant qu'héritier naturel.

Cependant les trois Puissances agissoient dans les principales Cours, pour faire ratifier & garantir le partage; tandis que l'Empereur & le Roi d'Espagne y faisoient contre lui les plaintes les plus amères. Les uns & les autres eurent lieu de se flater d'avoir des partisans. La Cour de Rome refusa à la France l'investiture provisoire qu'elle lui demandoit du Royaume de Naples, pour un de ses Princes; & elle s'excusa de la donner à l'Archiduc, pour qui le Roi d'Espagne la faisoit solliciter. Le Duc de Savoie, qui avoit sujet d'esperer qu'il seroit substitué au Prince de Baviere, atendoit les circonstances, pour se declarer contre le partage; & il faisoit proposer en secret une ligue aux Puissances d'Italie. Le Duc de Lorraine, qui auroit peut être goûté la transplantation, si on ne lui avoit pas fait l'affront de la décider sans l'en consulter,

sulter , répondoit , qu'en qualité de Prince de l'Empire , il ne pouvoit prendre son parti , sans l'agrément de l'Empereur. Venise approuvoit le Traité de partage , Rome attendoit un second Testament. Toutes deux considéroient leur intérêt particulier. Celle la trouvoit son avantage à avoir pour voisin un puissant Monarque , capable de l'aider à rechasser le Turc dans l'Archipel. Celle-ci , jalouse de son indépendance , jugeoit que pour l'Italie un Roi d'Espagne étoit un hôte moins dangereux , qu'un Roi de France. Des Puissances du Nord , les unes , comme la Suede & le Dannemarc , étoient trop éloignées , pour entrer directement dans cette querelle : les autres , comme la Pologne & la Prusse , avoient leurs vûes particulieres qui ne leur permettoient pas de prendre parti contre l'Empereur. Le Corps Helvétique , inaccessible à la passion de s'agrandir , avoit habilement éludé la garantie du Traité de partage. Eclairé par l'expérience , il avoit méprisé la gloire ruineuse d'être le Protecteur & l'Arbitre de l'Italie.

§. V.

L'Empereur Leopold , attentif à l'impression , que le Traité de partage & ses plaintes faisoient dans les différentes Cours , connut que la fortune du second Archiduc faisoit obstacle aux avantages , qu'il recherchoit pour son aîné ; & par un trait admirable de la politique la plus hardie , & la plus profonde , il entreprit de les servir tous deux , en faisant tout pour leur concurrent. Il lui fallut prévenir la Reine , future Doüairiere d'Espagne , sur cette singuliere manoeuvre. Cette Princesse , nourrie dans la haine de la France , ne pouvoit être déterminée en faveur de cette Couronne par les raisons , dont on esperoit faire illusion au Conseil Espagnol. L'Interêt de l'Espagne , & les desirs de la Nation , n'étoient pas des motifs pour elle. L'Empereur lui persuada facilement que l'Archiduc Charles étant le seul Prince , que l'Europe put donner pour Roi aux Espagnols , il lui importoit peu de la disposition , que le Roi moribond feroit de

de ses Etats. Ensuite il lui fit comprendre qu'il étoit essentiel pour la Maison d'Autriche de tenter si la France, éblouie par un Testament, qui donneroit toute la Monarchie à un de ses Princes, ne le préféreroit point au Traité de partage. Il n'étoit point douteux qu'en optant pour un pareil Testament, Louis XIV soulèveroit contre lui toute l'Europe. Alors les troupes Impériales, combinées avec celles de la plus part des Princes d'Italie, & favorisées, par les Escadres des Puissances Maritimes, pourroient s'emparer des Deux Siciles, de la Sardaigne, & des Places de la Côte de Toscane, & partager la Lombardie avec le Duc de Savoye. Les Alliés, que la France auroit irrités par cette nouvelle levée de bouclier, n'entendroient à la paix, qu'après s'être mis pour toujours hors d'inquiétude sur son ambition : ils croiroient lui faire grace, de la laisser aux termes du Traité de Risswick. L'Empereur sembleroit accorder à leurs prières l'Archiduc Charles, pour le Trône d'Espagne ; & les Etats d'Italie demeureroient à la branche

Impériale , pour son dedomagement des frais de la guerre.

Telles étoient les vûes de Leopold, dirigé par l'habile Prince Eugene. On en trouve la demonstration dans sa conduite avant & après la mort de Charles II. Il n'étoit pas difficile de faire goûter au Conseil d'Espagne, dont les principaux étoient , moins encore partisans de la Maison de Bourbon , qu'ennemis de celle d'Autriche , les raisons de préférence , qui militoient en faveur d'un Prince François. Quelques visibles que fussent l'épuisement de la France , & le coup que lui portoit le changement de son Ministère , ils ne l'étoient point assés , pour que des Espagnols les apperçussent. Accoutumés à voir leur propre décadence , sans la saisir , ils jugeoient de Louis XIV & de ses Ministres sur leur ancienne reputation. L'Angleterre , la Hollande , & la France , s'étant unies , pour faire valoir le Traité de partage : le meilleur moyen d'en prévenir l'exécution étoit d'interessier une de ces Puissances à le rompre ; & s'il avoit été possible qu'un Legataire universel se fut maintenu en depit des opofans ,

un Prince du Sang de France y devoit trouver moins de difficulté qu'aucun autre.

Charles II. rendoit les derniers soupirs ; & on avoit encore à peine le soupçon qu'il eut fait un second Testament. Aussi-tôt après sa mort, on en produisit un, daté du 10 d'Octobre, 1700. ou le Duc d'Anjou, second fils de France, étoit institué son unique heritier, sous condition de ne souffrir aucun démembrement de la Monarchie. L'illustre Historien du Siècle de Louis XIV dit que le Ministre de l'Empereur se flatoit que l'Archiduc étoit le Successeur désigné, tandis que le Conseil faisoit ses dépêches à son heureux rival. Cet élégant Ecrivain n'a pas l'expérience des fourberies politiques, que le bien de l'Etat autorise. La Reine Douairière, dont le cœur & l'esprit étoient dévoués à la Maison d'Autriche, & qui, depuis la mort du Prince de Bavière, avoit resserré son intelligence avec la Cour de Vienne, signa la lettre, que la Junte de Regence écrivoit à Louis XIV. Elle se joignit au Conseil Espagnol, pour notifier à la

Cour de Versailles la disposition du feu Roi , pour annoncer au Duc d'Anjou l'impatience . ou étoit la Nation , de voir son nouveau Souverain : Elle confirma au jeune Legataire la résolution , que témoignioient la Cour & le Peuple , d'exposer pour lui son sang & ses biens. Voila une contradiction , qui suffiroit seule pour démontrer que Leopold en imposa à toute l'Europe ; & que son Ministre à Madrid , par son ignorance affectée , dupoit le Conseil d'Espagne , lors même que ce dernier inferoit de sa surprise qu'il en faisoit sa dupe. Le Duc d'Anjou n'étoit point pour la Reine Douairiere ce que lui promettoit d'être le Prince de Baviere. Elle n'avoit point à menager le Conseil de Regence ; & ses menées jusques à l'arrivée du jeune Roi , qui fut obligé de lui ordonner la retraite , avant que de l'avoir vüe , font preuve qu'elle n'attendoit rien , ni de la Cour de Versailles , ni de lui. Il semble démontré à qui pèse ces faits constamment vrais , qu'elle n'auroit point signé une lettre si capable de déterminer Louis XIV à préférer le Testament au Traité de partage , si
la

la Cour de Vienne ne le lui avoit demandé , comme un bon office.

Qu'on fasse attention à la conduite de Leopold , avant , & après que Louis XIV se fut décidé. Elle prouve la politique que nous lui attribuons , & en est le chef-d'œuvre. Il s'incrivit d'abord en faux contre le Testament , & protesta de sa supposition ; comme si c'eût été une piece victorieuse , dont il n'y avoit que le défaut d'autenticité qui pût arrêter les effets. Ce n'étoit point une objection dont il put faire usage longtems , puisque rien n'étoit plus facile que de le convaincre de la bonté de l'acte. Aussi , dès que Louis XIV l'eut accepté , il ne lui opposa plus que la renonciation du Traité des Pyrenées. Comme un voïageur , que l'inquietude de sa marche , dans une nuit obscure , à retenu de prendre haleine jusqu'à l'aspect de son terme : on le vit transporté de joye , à la lecture de la dépêche , qui lui annonçoit la proclamation de Philippe à Versailles , se féliciter d'être enfin parvenu à son but. *Tout va bien maintenant , dit-il , la France a mis les Puissances Maritimes*

de mon côté. Elle ne peut plus revenir au partage ; & toute l'Europe se joindra à moi , pour l'empêcher d'avoir la Monarchie. . . . L'Evenement auroit justifié les Esperances de Leopold , si l'Archiduc Charles n'étoit devenu , par la mort de son aimé , l'unique héritier de sa Maison.

§. VI.

LOUIS XIV ne s'attendoit point à voir Charles II appeller un fils de France à lui succéder ; & il n'avoit pris aucune des mesures nécessaires pour soutenir cette disposition. Il l'accepta par un mouvement de tendresse paternelle : & ses Ministres lui en donnerent l'avis , les uns parce qu'ils s'y feroient opposés inutilement , les autres parce qu'ils étoient gens à se regier plutôt sur l'inclination du Roi , que sur l'interêt du Royaume.

Depuis la paix de Riswick , à laquelle il est dit , dans les deux premières Editions de l'Histoire du Siecle de Louis XIV , que le Monarque n'entendit , qu'afin de se donner le tems d'acquiescer de nouveaux Alliés : loin de

tra-

travailler à ramener ses ennemis & ses jaloux, Louis XIV donna de nouveaux griefs aux Princes les moins opposés à son agrandissement ; il aliena ceux de ses voisins , dont l'affection lui devoit être la plus précieuse. Dans un tems ou il auroit dû éluder les discussions les plus nécessaires , il en entreprit une , qui , n'interessant que son Despotisme , ne pouvoit que le rendre odieux , soit que l'avantage lui en demeurât , ou non. Pendant la guerre , il s'étoit emparé du Montbelliard ; & ses troupes y avoient avec elles leurs Chapelains & leurs Aumôniers , qui firent leurs fonctions : Sous prétexte que le service Catholique s'étoit fait alors dans le Montbelliard , il y envoya , le 16 de Janvier , 1699 , un Détachement de Grenadiers & de Dragons , avec des Prêtres , qui s'étant emparés de vive force du Temple Lutherien , y dirent la Messe. En vertu du quatrieme article de la paix de Rîfwick , dont il se donnoit pour fidèle exécuteur , il somma le Prince de rétablir l'exercice de la Religion Romaine ; en le menaçant d'y procéder sur son refus. Le Prince fut obligé

d'assigner une Chapelle aux six familles Catholiques de son païs, qui avoient un si puissant intercesseur : Mais la Chapelle couta à Louis XIV sa plus sûre ressource dans la prochaine guerre ; elle lui aliena les Princes & Etats Protestans, qui étoient les seuls Alliés utiles, sur lesquels il pût compter contre la Maison d'Autriche. Ce Catholicisme peu mesuré lui fit perdre le fruit de la (*) confédération contre le neuvieme Electorat.

Le Duc de Lorraine, que Louis XIV avoit souhaité s'attacher, en lui faisant épouser sa niece, n'étoit pas, il est vrai, un allié bien puissant contre toute l'Europe conjurée. Mais ce pouvoit être un ennemi de plus, qui n'étoit pas à mépriser. Comme si l'honneur d'être neveu du Roi de France avoit du rendre le Duc Leopold insensible à la mortification d'être son Vassal ; la Cour de Versailles ressuscita les anciens droits de la Cou-

(*) Aussi-tôt qu'on parla dans l'Empire de la Création d'un nouvel Electorat en faveur de la Maison de Hanovre ; les Princes des anciennes Maisons, jusqu'aux Ducs de Brunswick, se liguerent pour la traverser.

Couronne sur le Duché de Bar. Charles IX, & Henri III, y avoient renoncé en faveur des Ducs : Henri IV, & Louis XIII, s'étoient contentés de la protestation de leur Procureur Général ; Louis XIV n'auroit rien perdu, en s'en tenant à la précaution des Rois son Pere, & son aieul ; & les circonstances vouloient, que, s'il n'avoit pas eu l'exemple de leur tolerance, il se fit un mérite de le donner. Non, il fit citer le Duc à venir en personne lui rendre un hommage, contre lequel il ne pouvoit y avoir de prescription ; & dans le tems qu'il avoit à solliciter son consentement à l'article du Traité de partage, le plus avantageux à la France, il refusa de lui faire grace d'une pure cérémonie. Le Duc fut obligé de venir à Paris, & d'aller à Versailles, promettre avec solemnité la dépendance, dont la situation de ses Etats étoit une bien meilleure caution que son serment.

Le Testament de Charles II avoit également surpris le Roi Guillaume & les Etats Généraux. Ni l'Angleterre, ni la Republique, n'étoient préparées à

à la guerre, dont la déclaration devoit suivre leur protestation contre les droits du Legataire universel. Les Etats & le Roi s'accorderent au tems. Ceux la reconnurent hautement le Duc d'Anjou dans toutes les qualités qu'il prenoit; & le Roi Guillaume, qui avoit, pour différer de se déclarer, le prétexte de l'assemblée de son Parlement, jugea pourtant devoir écrire au jeune Prince, comme à l'Heritier de Charles II. Ces démarches étoient une avance, dont Louis XIV pouvoit tirer de grands avantages, si ses Ministres y avoient répondu. Guillaume souhaitoit la paix : il n'auroit point tenu contre les égards, & la déference, qu'on lui auroit marqués. On se le feroit rendu favorable, ou du moins on l'auroit retenu de prendre si-tôt parti pour l'Empereur, en feignant de lui remettre l'arbitrage des sûretés, que l'Europe demandoit contre l'union des deux Couronnes, & celui de la satisfaction, que l'Empereur prétendoit.

Les Etats Généraux n'étoient point uniquement jaloux de la grandeur de la Maison de Bourbon. Leur passion domi-

dominante étoit l'amour de la liberté : leur Commerce faisoit leur plus grande inquiétude ; & l'acceptation pure & simple du Testament les allarmeroit avec raison pour l'un & l'autre. Le nouveau Roi d'Espagne seroit devenu l'Allié , l'Ami de la Republique , si , daignant entrer avec elle dans une explication sur les Pais-bas Espagnols , il lui avoit donné des sûretés pour la barriere : si , lui faisant valoir l'importance des Iles Philippines pour son Commerce des Grandes Indes , il l'avoit leurrée de la promesse de lui céder cet inutile fleuron de sa Couronne , lors qu'il seroit affermi sur le Trône. Les Etats Généraux auroient soigneusement gardé le secret de cet article ; & la jalousie des Anglois auroit fourni , au tems de son exécution , mille moyens de se dispenser de l'accomplir.

Au lieu de ces menagemens , dont la circonspection ne compromettoit ni les droits , ni la gloire des deux Roys , le Ministère François reprit ses anciens procédés , dont la hauteur étoit capable de changer des Alliés mêmes en ennemis. Sans donner aucune explication

plication à la Republique , Louis XIV lui enleva les Places du Pais-bas Autrichien , dont la garde lui avoit été confiée , pour la sûreté de sa barrière ; & pour la déterminer à la neutralité , il ne lui présenta point d'autres motifs , que les dangers d'une guerre contre une Puissance , aussi formidable qu'étoit la France. Il demandoit aux Etats de se tenir desarmés ; & il ne leur offroit que sa parole , pour les rassurer sur l'approche des Troupes Françaises , & sur leur entrée dans les principales Villes de la Flandres & du Brabant. Les Etats eussent ils été aussi certains de succomber dans cette guerre , qu'ils devoient l'être d'embarrasser leur puissant voisin : Ils ne pouvoient , sans trahir la Republique , opter pour la paix. Tout leur disoit que Louis XIV garderoit les Pais-bas , dont il s'annonçoit pour le depositaire. Les frais immenses , auxquels l'engageoit l'affermissement de Philippe , demandoient une recompense ; & tout son regne avoit assez fait connoître son genie , pour qu'on n'en crut pas les promesses ,
que

que ses Ministres faisoient , de son desintéressement.

Aussi peu complaisant pour le Roi Guillaume , Louis XIV sembloit avoir oublié l'ascendant que ce Prince avoit sur lui dans le Cabinet. Il entreprit de corrompre le Parlement d'Angleterre , sans prévoir que sa brigue ne pouvant être cachée à Guillaume , elle reveilleroit toute sa haine , & le détermineroit à faire usage des prérogatives de la Royauté , en faveur de l'Empereur. Quelles que fussent les dispositions des deux Chambres , il étoit le maître de déclarer la guerre , & de faire des Alliances , selon son bon plaisir. L'argent de France pouvoit former de petites intrigues , animer de longs débats. Mais Guillaume étoit assuré de dissiper les unes , & de calmer les autres , par le seul nom de l'intérêt de la Nation , par celui de l'équilibre de l'Europe.

LOUIS XIV se priva lui même du fruit qu'il se promettoit de ses six millions , repandus à propos dans les deux Chambres. L'Histoire ne donne pas grande créance aux Anecdotes révélées par des Ministres à des

Histo-

Historiens : & d'ailleurs le ressort , qui determina Louis XIV à reconnoître pour Roi d'Angleterre le fils de Jacques second , est une de ces petites particularités , qui importent peu. Que c'ait été par complaisance pour les Dames , ou par égard pour sa gloire , que le Monarque se soit resolu à ce coup d'éclat : c'est ce que dira quelque Courtisan instruit de sa vie privée. Il suffit ici de pouvoir mettre en fait cette fausse demarche. Le Traité de la *Grande Alliance* venoit d'être signé par Guillaume , dont il étoit encore un engagement particulier. Au lieu de le rendre suspect , odieux même , aux peuples des trois Royaumes , qu'il menaçoit de nouveaux impôts : ou en fit l'affaire de toute la nation , en violant de propos delibéré l'article du Traité de Riswick , dont l'observation lui étoit le plus à cœur. Ce fut en vain que Louis XIV , qui n'eut pas plutôt salué le fantastique Jacques III , qu'il s'en repentit , fit donner à la Cour de Londres une interprétation de sa proclamation , qui la mettoit au nombre des cérémonies , sans conséquence :

la

la Nation Angloise s'obstina à y voir un trait de l'ancien Despotisme, qu'il avoit affecté en Europe; & elle avoua son Roi des mesures qu'il concerteroit avec ses Alliés contre un Prince, qui sembloit prétendre lui désigner ses Souverains.

La Politique Françoisse ne fut pas plus heureuse par rapport à l'Empire. Les Cercles goutoient assés la distinction entre l'Empereur & le Chef de la Maison d'Autriche. Il n'auroit pas été impossible de les amener à ne prendre aucune part dans une querelle, qui n'interessoit que le dernier. Mais ils furent indignés qu'on les estimât assez peu, pour esperer de les contenir par des menaces. La hauteur, avec laquelle le Ministre de France signifia celles de son Maître à la Dietine de Nuremberg, fit ce que les Ministres de Leopold auroient peut être tenté inutilement. La déclaration d'envoier dans les Etats de l'Empire, qui prendroient parti contre la France, une armée Françoisse, qui mettroit tout à feu & à sang, rappella la desolation des Provinces du haut Rhin en 1638; & loin que le souve-

souvenir de leur saccagement intimidat, on fut excité à faire les plus grands efforts pour le venger, & le prévenir.

La France ne pouvoit compter sur l'Alliance qu'elle resserroit avec le Duc de Savoye, par le mariage de son autre fille avec le nouveau Roi d'Espagne : à moins que de lui faire des avantages, qui le touchassent de plus près, dans sa qualité de Souverain. Il avoit sur le Milanès d'anciennes prétentions, auxquelles il ne renonçoit qu'avec chagrin : il étoit certain de recevoir des Puissances Maritimes les mêmes subsides, peut être même de plus considérables, que ceux que les deux Rois lui promettoient : En quittant le parti de ses Gendres, il n'enlevoit point à ses filles la qualité de leur épouses. C'étoit donc une nécessité de lui donner quelques morceaux de la Lombardie, pour prix de son alliance, ou de le voir se ranger un jour du côté de l'Empereur, qui les lui offriroit. Sa defection étoit son véritable intérêt, dès que les deux Rois s'en tenoient à des subsides pécuniaires. Mais la dépendance, ou la Cour de Versailles le vouloit tenir ,
le

le dut décider pour celle de Vienne : il lui falloit devenir l'ennemi de ses gendres , pour ne pas exposer ses Successeurs à devenir leurs sujets.

Le Grand Duc & le Pape se refer-voient de s'accommoder aux événemens de la guerre. Neutres par inclination , autant que par intérêt , ils n'étoient redoutables qu'au parti qui auroit du dessous. Il n'en étoit pas de même des Venitiens , assez puissans , pour opter de la guerre , ou de la paix. Leur neutralité étoit de la dernière importance pour les deux Couronnes , & quand elles l'eurent obtenue , il n'y avoit rien qu'elles ne dussent faire , pour se la conserver, Le Ministère de France fut encore fidele aux principes de ce regne. Pour le frivole intérêt du point d'honneur , il fit à Louis XIV un ennemi de cette sage Republique , & un ennemi d'autant plus dangereux , qu'il est du genie de ce climat de se vanger par des voyes sourdes , & de haïr sous le masque. On vit le Roi exiger de Venise qu'elle respectat l'habit de soldat François , dont deux Bandits , qu'elle avoit condamnés au dernier
suppli-

suplice , étoient couverts ; & prétendre qu'elle se laissât braver impunément sur ses terres par deux scelerats , déjà pros crits. Le Senat , dont les droits sur ces deux hommes étoient antérieurs à ceux que le Capitaine François , qui les avoit enrôlés , y avoit acquis au Roi , n'avoit pas estimé qu'un billet d'engagement annulat sa sentence ; & il avoit fait pendre les deux Bandits , devenus soldats de sa Majesté Très Chrétienne. La Cour de Versailles trouva dans leur suplice un attentat contre la gloire du Roi. Les excuses , que la République en daigna faire , furent rejetées avec colere. Jamais François premier ne parla avec plus d'indignation (*) du massacre de ses Envoyez. Louis XIV demanda qu'un Ambassadeur extraordinaire vint lui faire satisfaction ; & le Cardinal d'Etrées menaça le Senat , qui hésitoit , de renouveler l'exemple , que son Maître avoit donné dans le voiage du Doge & des Senateurs de Genes à Versailles , de la
repa-

(*) Rincon , & Fregose , Envoyez de ce Roi à la Porte , traversant l'Italie déguisés , furent assassinés par l'ordre secret de l'Empereur Charles Quint.

reparation qu'il savoit exiger des Republiques , qui lui manquoient de respect.

La prudente Republique , qui avoit à ses portes une armée Françoisse , dissimula son juste depit. Ayant titré Ambassadeur extraordinaire , pour un jour , son Ministre en France , elle lui fit subir l'humiliante cérémonie que la Monarque irrité lui imposoit. Mais elle se reserva de faire payer cher au nouveau Roi d'Espagne la fastueuse imprudence des Ministres de son Allié. De la cette frauduleuse neutralité , qui fit la plus grande ressource des armées Impériales en Italie.

La Guerre étant enfin résolue , Louis XIV , avec de bien moindres ressources , qu'en 1688 , eut un plus grand nombre d'ennemis , & de plus grands desavantages. Le Roi de Portugal , que le Ministère François ne rassuroit que par des paroles vagues , dont les Alliés lui disoient de se défier , ne balançoit plus que sur les conditions de son accession à la grande Alliance. Le Nord , occupé de ses propres affaires , étoit sans affection pour la France. Les Electeurs de Bavi-

192 HISTOIRE POLITIQUES.

Baviere & de Cologne étoient ses uniques Alliés ; & tous deux demandoient inutilement à ses ennemis qu'ils leur permissent d'être neutres. Ainsi, au lieu d'ajouter à ses forces , en se déclarant en sa faveur , ils donnoient à ses armées de nouveaux Etats à défendre , & à l'Empereur de nouveaux païs à abandonner à ses troupes.

Il est encore problématique si Louis XIV dut préférer le Testament au second Traité de partage. Cependant la Lorraine, que le Roi Guillaume, par goût pour la paix , consentoit qu'il unit à la Couronne , étoit une acquisition si avantageuse , qu'on croit communément (*) que le partage étoit le choix du Roy de France , & le Testament celui du Pere du Duc d'Anjou.



CH A-

(*) Voyez les desavantages de l'union des deux Couronnes dans le Testament Pol. du C. Alberoni. Chap. V.

CHAPITRE XVIII.

*Paix d'Utrecht en 1713. &
de Baden en 1714.*

LE Traité de la *Grande Alliance* fût conclu à la Haïe, le 7. de Septembre 1701. il étoit le fruit du ressentiment du Roi Guillaume, & l'effet de son habileté à profiter du dépit, dont la proclamation de Jaques III, à St. Germain, animoit la Nation Angloise. L'invasion des Etats d'Italie par les Troupes de France, la rupture de la barrière, & le commerce des Indes Occidentales, étoient les raisons des trois Puissances Contractantes qui s'unissoient pour se procurer mutuellement sur ces points une satisfaction au gré de chacune. Leurs forces devoient agir de concert, en Europe. Dans les deux Indes, chacune devoit agir pour soi, & garder ce qu'elle y pourroit conquérir. Les autres Puissances étoient invitées à entrer dans l'Alliance; & on s'engageoit à ne point

traiter de la paix fans un consentement unanime.

Après la mort du Roi Guillaume, Louis XIV. pouvoit rompre cette Ligue, en faisant aux Provinces-Unies de plus grands avantages, que ceux qu'elles se promettoient de leur union avec l'Empereur & l'Angleterre. Ses Ministres négligèrent ce procédé d'une politique comüne. Loin de rassurer les Etats Généraux sur leur barrière, par l'offre de sequestrer les Pais bas Espagnols entre leurs mains, jusqu'à ce que Phllipe V. universellement reconu, fit avec eux un accommodement perpétuel; la Cour de Versailles en promit la donation à l'Electeur de Bavière, au nom de celle de Madrid; & pour prévenir les plaintes des Espagnols sur le démembrement de la Monarchie, que le Testament de Charles II. défendoit, Elle les flata du projet Chimérique de récompenser la perte des Pais bas, par la conquête du Portugal.

Quelque secret que fût cet engagement avec l'Electeur de Bavière, les Alliez le pénétrèrent; & ils s'en servirent pour fermer toutes les voies aux Traités particuliers, capables de rompre

pre la grande Alliance, ou de la borner aux trois premiers Contractans. Le Roi de Portugal persuadé que la France avoit pris son parti, pour ce qui le regardoit, refusa d'entendre à ses propositions; & les Etats Généraux ne virent plus que dans les succès de leurs armes les moyens d'obtenir une barriere. La Postérité aura peine à croire que la Cour de Versailles ait dérogé gratuitement au Testament, dont elle faisoit son principal titre; & qu'elle y ait dérogé si malheureusement, que, pour un Allié qui ne lui offroit pas le moindre retour de sa libéralité, elle ait mis dans la nécessité, de lui faire la plus rude guerre, un voisin puissant, dont elle pouvoit se faire au même prix un Allié plein de zèle & d'affection. Rien n'obligeoit les deux Rois à faire un si bon parti à l'Electeur de Bavière, puisque ce Prince n'étoit pas en état de tenir contr'eux les Places fortes du Pais-bas, où sa qualité de Gouverneur Général lui donnoit de l'autorité: puisque, sur des promesses vagues de l'en récompenser, il y avoit introduit leurs Troupes; puisqu'enfin, menacé du Ban de l'Empire

par l'Empereur, il n'étoit plus en situation, à espérer que les Grands Alliés lui fissent des conditions avantageuses.

Louis XIV. n'ayant pas réussi à se réconcilier la Nation Angloise, qui n'avoit dans la Grande Alliance aucun autre intérêt actuel, que le maintien de l'ordre de Succession, qu'elle avoit établi; la Reine Anne, livrée au Conseil, que Guillaume lui avoit laissé, & dont les principaux membres, nourris dans sa politique & sa jalousie contre Louis XIV. fondoient la grandeur de l'Angleterre sur la supériorité de la Maison d'Autriche, adopta le plan de son Prédecesseur, & parut se passionner pour son exécution. Par tout où Louis XIV. porta ses armes, il se trouva des Troupes Angloises, qui en soutinrent, & repoussèrent l'effort. Les Généraux François perdirent contre le Général Anglois leur ancienne supériorité; & les armées Françaises ne furent plus animées de cette confiance, qui avoit fixé la victoire de leur côté, pendant un demi Siècle. L'Allemagne & les Pais-bas durent leur salut aux Anglois. Le Duc de Savoie, toujours battu, lorsqu'il n'étoit aidé que des Impériaux

riaux & des Espagnols, se défendit heureusement, & en vint à l'offensive, avec le secours des Anglois. La Reine lui envoya des Officiers, qui apprirent aux siens à vaincre un ennemi, que jusques-là ils ne sçavoient que haïr. Elle tint par ses flotes les Côtes de France en inquiétude : Elle troubla, elle ruina, par ses Escadres, le commerce des deux Couronnes : elle nourrit de son argent la rebellion au centre de la France : elle fit son affaire particulière du détronement de Philippe V. Ce furent ses Généraux, ses Troupes, & son Argent, qui firent la Guerre en Espagne. Ainsi que l'Empereur l'avoit espéré, l'Angleterre compta pour un grand Sacrifice, qu'il faisoit à l'Alliance, la résignation qu'il donna, en faveur de l'Archi-Duc puiné, de ses prétensions sur la Monarchie Espagnole ; & elle prit sur soi de la faire valoir.

§. I.

Quel que dût être le succès de la Guerre, cette ardeur & cette passion des Anglois en assuroit les principaux fruits à la Maison d'Autriche, qui en

faisoit les moindres frais. Il n'y avoit point à craindre qu'une Nation, aussi jalouse de sa gloire, abandonnat l'Archiduc dans des prétensions, qu'elle s'étoit déterminée à soutenir avec tant d'éclat ; & le Corps Germanique déclaré, aussi hautement qu'elle, en faveur de ce Prince, ne pouvoit manquer de se prendre d'émulation, & de fermer les yeux à tout autre intérêt. Cette confiance enhardit l'Empereur Joseph à des entreprises, qui avoient effrayé Leopold son Père, tandis que le Corps Germanique étoit occupé de la grandeur de sa maison, il ne craignit point d'attenter à sa liberté, & de lui annoncer, par un trait du Despotisme le plus hardi, les chaînes qu'il se forgeoit, en travaillant pour l'accroissement de la Puissance Autrichienne.

Les Electeurs de Bavière & de Cologne, déclarés ouvertement pour la France, avoient tenu contre les Sollicitations de Leopold aux Dietes, pour les faire mettre au Ban de l'Empire. Le premier, chassé de ses Etats, après avoir ravagé à la tête d'une Armée Française, les plus belles contrées de l'Allemagne, avoit encore trouvé les trois Collèges
 assés

affés éclairés sur leur ressentiment , pour ne pas sacrifier à leur vengeance la plus précieuse prérogative des Electeurs & des Princes ; & Leopold alarmé des discussions inséparables d'une procédure , qu'on lui demandoit dans les formes , avoit laissé son ennemi jouir du droit , que la Paix de Westphalie assura aux Souverains de l'Empire , de s'allier selon qu'ils se le jugent avantageux. L'Electeur , de concert avec l'Archevêque son frère , s'étoit fait bouclier de la distinction entre le Chef de l'Empire & le Chef de la Maison d'Autriche. La guerre , qu'ils faisoient à celui-ci , passoit pour une guerre particulière , où celui-là ne devoit entrer que par des offices de pacificateur. Joseph s'éleva au dessus des raisons de prudence & d'équité , qui en avoient imposé à l'Empereur son Père ; & il ne daigna pas même tenter de surmonter les difficultés , qui l'avoient arrêté. Quoi qu'il pût espérer de son crédit dans les Diettes la proscription des deux Electeurs , avec les formalités capables de lui donner l'authenticité , il n'en voulût consulter que soi même. Plus absolu dans une

République de Souverains , qu'aucun Roi de l'Europe dans son Roïaume , il fit digérer par son Conseil privé , il fit prononcer dans son Palais, la Sentence de deux Princes, Souverains, & Vassaux de l'Empire , come lui. Sans Citation, sans Procédures , sans la moindre des formalités , que les Tribunaux de justice ordinaire n'oseroient négliger pour un Citoïen obscur , il déclara deux Electeurs coupables de félonie ; & il fulmina contr'eux au dela même des peines , portées par les loix contre les membres de l'Empire atteints & convaincus de ce crime. L'un, qui ne pouvoit être puni que dans sa dignité, en fût déclaré absolument déchu. L'autre vit envelopper ses enfans dans sa condamnation. Le prétendu crime du Père fût poursuivi dans sa postérité avec autant de rigueur, que le crime de lèze majesté au premier chef dans la Monarchie la plus absolue ; & au mépris des loix Germaniques , de celles mêmes de tout l'Univers policé, les Fils d'un Souverain , à peine sortis de l'enfance , furent dégradés & flétris. On leur ôta leurs biens , leur liberté, jusqu'à leur nom & leur état.

Le Corps Germanique, murmura de cet excès. Plusieurs membres firent leurs protestations. Mais ce fut un vain bruit, que les applaudissemens des Alliés étouffèrent, & qui ne servit qu'à mieux faire conoitre à l'Empereur Joseph qu'il pouvoit tout oser. L'année suivante, il fit le même fort au Duc de Mantoue, qu'aux deux Electeurs. Il confisqua ses Etats, s'en appropria une partie, donna l'autre au Duc de Savoie; & le Corps Germanique ne témoigna que de l'étonnement sur la témérité de ces coups de Despotisme. Après s'être mis au dessus des loix, que ses Prédécesseurs n'avoient jamais éludés, qu'en tremblant sur les suites de l'entorse qu'ils leur donnoient, Joseph secoua entièrement leurs préjugés sur les privilèges des Papes. Il se jugea assez puissant, pour n'avoir plus besoin de la faveur de Rome, que leur timide politique avoit appréciée au delà de sa valeur, & ménagée aux dépens de leurs droits. Il fit valoir les prétentions, presque oubliées, d'un Empereur sur les Etats d'Italie. Il méprisa également les armes & les excommunications de Clément; & le Saint Siège,

obligé de s'humilier, crût voir le temps arrivé de rendre compte aux Empereurs de ses usurpations.

L'Empereur Joseph ne garda pas plus de mesure avec ses Alliés, qu'il voïoit engagés à ne pouvoir s'en dire. Tandis qu'ils faisoient la guerre en Espagne, pour l'Archiduc son Frère, & dans les Pais-bas pour lui même ; il dispoſoit ſans leur aveu de leurs Conquêtes en Italie ; il projettoit ſans les conſulter ; il reclamoit contre les engagements de l'Empereur ſon Père avec eux. L'évacuation de la Lombardie, après la déroute de Turin, fût diſcuthée, & acceptée, dans ſon Conſeil privé. L'entreprise ſur le Roïaume de Naples fût réſolue dans ſon Conſeil de guerre, & exécutée malgré les Alliés. Il refuſa au Duc de Savoïe L'investiture des morceaux du Milanès, dont Leopold avoit fait un appas à ce Prince, pour l'attirer à ſon parti. Il revoqua le don du Pais & des Fiefs des *Langhes* : L'ardeur des Puiffances Maritimes lui répondoit de leur complaiſance. En même temps qu'il exigeoit d'elles plus que les articles du Traité de la Grande Alliance ne leur en impoſoient

soient, il ne craignoit point de leur dire, que les engagemens de Leopold n'étoient point des obligations pour lui; & que ce qu'il avoit fallu leur accorder, pour les unir contre la France, devoit être compté pour rien, après leur union. L'esprit de parti aveugloit les Puissances Alliées sur le Traité de paix, qu'un pareil génie leur promettoit. L'épuisement de la France, & l'abaissement de la maison de Bourbon, qui en devoit être la suite, ne leur inspiroient aucun retour sur ce que l'Europe auroit à redouter de la grandeur de la maison rivale. Il fallut la mort de l'Empereur Joseph, pour dissiper le prestige.

§. II.

ON est étonné d'entendre les meilleurs Historiens marquer les batailles gagnées au nom de Philippe, en Espagne, comme autant de faveurs de la fortune, auxquelles ce Prince fut redevable de sa Couronne. Les journées d'Almanza, & de Villa-Viciosa ne firent que soutenir la Guerre de ce côté. Toutes les autres Actions eussent

elles étoient aussi heureuses, elles n'étoient point capables de décider lequel des deux compétiteurs demeureroit sur le trône. La Guerre d'Espagne n'étoit qu'une foible diversion de la grande, dont le fort étoit sur les frontières de France. Marlborough & Eugène avoient dans leur armée le fort de Philippe; & l'Archiduc, chassé d'Espagne, auroit fait valoir ses prétentions du milieu de la Flandres, come du milieu des Castilles: La Monarchie Espagnole n'avoit point les forces nécessaires, pour maintenir le Roi choisi par la Nation.

La France sembloit être sur le penchant de sa ruine. Ses Ennemis ne s'en croioient plus eux-mêmes sur la jalousie, qu'ils s'efforçoient de nourrir contr'elle; & la certitude qu'ils s'imaginoient avoir d'anéantir cette Puissance, auparavant si formidable, leur faisoit rejeter ses offres pour la paix, avec autant de hauteur, qu'ils avoient montré autrefois d'empressement à écouter ses propositions. C'étoit bien encore le même Louis XIV. qui bravant toute l'Europe conjurée contre lui, n'avoit opposé que des Armées
aux

aux efforts de la ligue d'Augsbourg. Il soutenoit les plus terribles revers avec la même fierté, qu'on lui avoit vû dans les plus brillantes victoires. Son courage l'élevoit au dessus des disgraces de ses Généraux, & lui montroit une dernière ressource dans un noble désespoir. Mais sa Cour n'étoit plus ce qu'elle avoit été; & son Roïaume avoit changé de face comme elle. La plûpart des Ministres, ceux qui avoient son oreille, étoient sans réputation, & sans audace, peut-être sans capacité, hais au dedans, peu estimés au dehors, & toujours en faveur. Les Peuples appauvris étoient mécontents du Gouvernement; les Campagnes sans culture, faute de Cultivateurs; les Magazins & les Arsenaux épuisés, les Ports dépourvus de Vaisseaux, les Négocians découragés par la décadence de la Marine. La plûpart des Généraux, meilleurs Courtisans, que Militaires, n'avoient ni la confiance des Troupes, ni l'estime des Ennemis: Les bons Officiers étoient retirés sur leurs terres; peu de ceux qui servoient étoient connus de l'Etranger, ou considérés au bureau de la

la Guerre: Les Troupes elles mêmes étoient fans discipline & fans affection: tout annonçoit à la France un avenir auffi funefte, que le passé avoit été glorieux. Envain le Roi offrit en 1709. & 1710. d'acheter la Paix au prix de toutes les acquisitions, qu'il avoit faites pendant fon règne. Il avoit inutilement propofé d'abandonner fon Petit-fils, de l'exhorter à remettre fa Couronne à fon rival, de donner paffage par la France aux Troupes Alliées, qui l'iroient forcer à l'abdication: Il avoit même offert de les payer. Mais on ne vouloit point de paix avec lui, à moins que pour préliminaires, dont on fixoit l'exécution à deux Mois, il n'eut arraché fon Petit-fils du Trône, & rendu tous les Pais, & toutes les Places, dont la France s'étoit accruë, depuis le règne de François I.

§. III.

LOUIS XIV., dit *l'Illustre Hiftorien de fon Siècle*, fit alors ce qu'il n'avoit jamais fait avec fes Sujets: Il
fe

se justifia devant eux Mais les nouveaux efforts, que le respect qu'on avoit pour sa personne lui obtint de ses Peuples, ne produisirent que de nouvelles disgraces. Les intrigues de ses Ministres en Angleterre n'alloient point jusqu'à la Nation. Le Duc de Marlborough, disgracié de la Reine, commandoit encore les armées : Le Parlement continuoit ses Subsidés, & en marquoit l'emploi. Les deux Chambres avoient avoué le Traité de 1709. conclu par Milord Thownsend, par lequel on assuroit à la République, sous le nom de Barrière, la conquête des dix Provinces. L'armée de France étoit le débris de celle, qui n'avoit pu tenir derrière les retranchemens de Malplaquet. Le déplacement du Ministère Wigh ne dérangoit point le plan de la Grande Alliance : les Toris ne pouvoient se dérober à l'engagement pris de faire un établissement à l'Archiduc Charles ; & la Nation, dont l'intérêt, ou le préjugé, étoit encore le même qu'au commencement de la guerre, n'auroit jamais consenti, qu'après tant de victoires on eût réduit les titres & les qualités, dans lesquels elle
 avoit

avoit reconnu ce Prince, en 1703. Cependant la France étoit si affoiblie, que la désunion des Alliés l'auroit peu foulagée, à moins qu'elle ne commençât par la retraite d'un des trois principaux; & tout ce que la Reine Anne pouvoit, avec son nouveau Ministère, c'étoit de se réduire à suivre désormais l'impulsion, qu'elle avoit donnée, & à ne faire que féconder les Alliés, que jusqu'alors elle avoit animés & conduits.

La mort de l'Empereur Joseph ouvrit une nouvelle Scène, & entama le dénouement. Quel qu'eût été alors le Ministère en Angleterre, le Système auroit dû changer. Charles devenant Empereur, Marlborough lui même l'éloignoit du trône d'Espagne. Mais ce grand homme avoit été maltraité de la Cour; & dans une crise heureuse, où les Ministres, qui l'avoient déplacé, avoient le choix de mille moyens également bons, il étoit inévitable que le dépit de ses amis trouveroit à fonder la critique du moien, auquel la Cour donneroit la préférence. On avoit fait la guerre, pour empêcher qu'un Prince François ne fut assis
sur

fur le trône d'Espagne. La Guerre avoit été si heureuse, qu'on pouvoit faire accepter à la France toutes sortes de conditions; & on ne détrônoit pas son Prince! C'en étoit assez pour autoriser les plaintes & les clameurs des Wighs, qui ne cherchoient qu'à venger leurs Chefs de ceux qui les avoient supplantés. Il y avoit en effet des Princes, qu'on pouvoit substituer à l'Archi-Duc Charles: l'équilibre de l'Europe en auroit même paru plus solidement établi; & on évitoit l'embarras des renonciations, si le Duc de Savoie, si un Prince de Bavière, ou quelqu'autre, avoit été préféré au Duc d'Anjou.

§. IV.

Chez un Peuple libre, la Politique gagne au chagrin & aux clameurs des mécontents. Les Ministres, comptables à la Nation, y veulent jouir d'une réputation bien méritée; & ils déferent à la critique, qu'ils se feroient un point d'honneur de braver dans un Etat plus absolu. Les Cours de Versailles, de Vienne, & de Madrid,
résol-

résolues à la Paix , ou à la Guerre, ne
 consultent que leur volonté. Celle de
 Londres écoute les murmures & les
 avis des Anglois , & ne dédaigne pas
 d'y repondre. Elle ne prend son parti,
 qu'après avoir démontré à la Nation
 qu'il est le meilleur. La Guerre contre
 la Maison de Bourbon n'avoit plus
 d'autre objet qu'une fatisfaction pour
 chacun des Alliés; & Louis XIV. n'en
 refusoit aucune, qui fut raisonnable.
 L'embarras des Ministres d'Angleterre
 étoit de choisir, & de faire goûter
 leur choix. Séduite par les Ministres
 Impériaux, & par son ambition, la
 République ne vouloit point la paix.
 Mais les plus sages têtes de l'Etat ne
 paroissoient y avoir tant d'éloigne-
 ment, qu'afin de lui ménager de meil-
 leures conditions, tandis que les Peu-
 ples des Sept Provinces auroient le
 temps de revenir de la haine & des
 espérances, dont on avoit entretenu
 leur ardeur pendant la Guerre. La
 Cour de Londres, instruite de ces dis-
 positions, s'attacha à prouver qu'elle
 devoit traiter avec la France, avant
 que de signifier la résolution, qu'elle
 en avoit prise. Pour amener les esprits

à cette impartialité, qui doit dévancer la persuasion, elle commit les Alliés les uns avec les autres : Leurs communes indiscretions devoient les faire revenir de leurs préjugés ; & en s'ouvrant sur leurs vûes particulières, il falloit qu'ils laissassent voir le faux de ce zèle apparent pour la cause générale, qui avoit soutenu l'union. Le Ministère Anglois mit ensuite en question l'intérêt de chacun à la Guerre, & la part qu'il avoit eüe aux dépenses & aux opérations. Les Wighs eux mêmes furent effraïés des charges immenses que la Nation avoit portées, & du peu de retour qu'elle avoit eu lieu de s'en promettre. Les Hollandois reconnurent qu'ils avoient fait une Guerre indispensable ; tandis que l'Angleterre n'avoit guères eu d'autre motif que la gloire de conserver leur République, & le plaisir de luter contre la France. Ils sentirent qu'ils étoient trop foibles, pour soutenir, joint au fardeau qu'ils avoient porté, celui dont leur Alliée vouloit se décharger ; & ils furent dissuadés de la continuation de la Guerre, aussi-tôt que l'Angleterre
leur

leur laissa voir qu'elle se la reconnoissoit plus onereuse, que profitable.

Le Prince Eugène, qui avoit fait servir jusqu'alors les Alliez aux vûes de sa Cour, fut, sans s'en appercevoir, l'instrument du Ministère Anglois contre elle. Trompé par son aversion pour la paix, il se fixa sur l'avantage, que la Souveraineté des Pais-bas donneroit à l'Empereur, au cas qu'il lui fallût continuer seul la Guerre; & d'après les insinuations d'un Ministre Anglois *, plus délié politique que lui, il proposa aux Etats-Généraux la proclamation de Charles VI. dans les dix Provinces. En ayant été refusé, il la fit demander par les Notables du Pais, qu'il avoit gagnés; & il appuya leurs plaintes contre le Gouvernement, que Leurs Hautes-Puissances y avoient rendu tout à fait militaire. Ce procédé acheva d'ouvrir les yeux des Hollandois. Ils virent qu'on leur vouloit enlever la part, qu'ils s'étoient promise aux conquêtes; & ils furent entièrement guéris de l'esprit de parti, qui les faisoit s'épuiser pour un Allié, qui, avouant que la Guerre avoit été entreprise

* Milord Bolimbroke.

treprise principalement pour lui , loin de tirer de cet aveu un motif de reconnaissance , en faisoit une raison de s'approprier tous les fruits de la Guerre. Les Etats-Généraux répondirent aux plaintes des Députés des dix Provinces , que leur Pais étoit une conquête, dont le Traité de paix feroit le sort ; & ils entrèrent dans les vûes de la Cour de Londres, pour le succès des Conférences.

§. V.

La Reine d'Angleterre avoit intimé le Congrès à Utrecht , pour le 12. de Janvier, 1712. L'ouverture s'en fit le 29. Mais il n'y eut que l'apparence de la négociation. C'étoit à la Haïe, & dans le Cabinet des deux Cours, que les grandes difficultés étoient discutées, & applanies : Les Couriers de Versailles & de Londres apportoint à Utrecht les délibérations du lendemain, avec leur résultat. Dès le 10. de Juillet, tous les Traités étoient dirigés par les Ministres de France & d'Angleterre. Le 19. Dunkerque fut remis à un Général Anglois, qui devoit

voit sur le champ en commencer la démolition.

Les Alliez voulurent d'abord traiter en commun à Utrecht; & c'étoit l'avantage des Ministres Impériaux. Leur Maître souhaitant la continuation de la Guerre, ils devoient trouver mille occasions d'acrocher une négociation, aussi embarrassée que celle-là l'auroit été. Mais leur propre imprudence leur enleva cette ressource. Le Comte de Sinzendorf, premier Plénipotentiaire de l'Empereur, croiant le temps favorable, pour faire servir à l'accroissement de l'autorité Impériale la faute que les Ministres François avoient faite à Nimègue, & à Riswick, de disputer aux Princes de l'Empire le droit d'Ambassadeur, exigea que le Corps Germanique lui remit ses demandes, & qu'il reçût par son canal les réponses qui y seroient faites. Les Electeurs & les Princes des anciennes Maisons se récrièrent contre la prétension; & le Congrès, à l'arbitrage duquel elle fut remise, décida en leur faveur. Mais la difficulté de répondre à tant de cahiers, qui devoient être rapprochés, & comparés, par tous les intéressés, discutés sous

tous

tous leurs rapports, & répondus à la satisfaction de tous en général, & de chacun en particulier, parût effraïer & rebuter les Plénipotentiaires François. Ils demandèrent, ou qu'on se contentât de réponses verbales, ou qu'on fit des Traités particuliers. L'Angleterre, qui avoit déjà stipulé ses avantages à part, appuïa leur demande, & les aida à obtenir l'option pour le dernier procédé.

Alors chaque Puissance appréhendant d'être prévenue, & ensuite abandonnée par ses Alliés, toutes se hâtèrent de faire leurs conditions. La paix générale auroit été plutôt conclue, si on avoit voulu reconnoître dans les Préliminaires Philippe V. pour Roi d'Espagne. Mais, par complaisance pour l'Empereur, l'Angleterre avoit exigé que les Plénipotentiaires Espagnols ne parussent point à Utrecht; & les cessions, qui durent être faites au nom de l'Espagne, sans mention de son Roi, embarrassèrent la négociation.

Il est peu de traits dans l'Histoire, aussi remarquables que la supériorité, avec laquelle l'Angleterre traita les renonciations respectives de Philippe V,

V. à la Couronne de France, & des Princes François à la Couronne d'Espagne. Le Ministre François faisoit une grande affaire d'un acte, que les Loix fondamentales de la Monarchie sembloient reduire à une formalité absolument nulle. *Nous sommes prêts*, lui répondit le Ministre Anglois, *à croire que vous êtes persuadés en France que Dieu seul peut alterer la loi de vôtre Succession. Mais vous nous permettrés d'être persuadés en Angleterre qu'un Prince peut renoncer à son droit, par une cession volontaire; Et que celui, en faveur duquel la renonciation est faite, peut être justement soutenu dans ses prétensions par les garants du Traité.* Après une déclaration aussi précise sur la valeur des renonciations, il n'y eut plus d'obstacles à la paix, que de la part de l'Empereur, qu'on abandonna à sa passion, & à ses espérances. Les Traités furent signés le 11. Avril 1713. entre la France d'une part, & de l'autre l'Angleterre, la Hollande, le Portugal, la Prusse, & la Savoie.

§. VI.

La France cèda à perpétuité à l'Angleterre la Baye & le détroit d'Hudson, avec ses dépendances, l'Isle de St. Christophe, l'Acadie, & l'Isle de Terre-neuve, se réservant seulement le droit de dresser des Cabanes pour ses Pêcheurs, sur le rivage de Terre-neuve, pendant la pêche de la moruë. Elle promit la démolition totale de Dunkerque, du côté de la Mer, & le comblement de son Port. Le terme de ce facheux travail étoit de cinq mois; & il ne devoit commencer qu'après que les quatre Villes de la Flandre Françoisse, dont la restitution étoit appelée un dédomagement, auroient été rendues au Royaume. Louis XIV. reconnût, pour légitime la Succession Protestante, telle qu'elle avoit été réglée par la Nation, en faveur de la maison de Hannovre. Il confirma les renonciations respectives, qui devoient prévenir l'union des deux Couronnes sur une même tête; & il avoua d'avance le Traité que l'Angleterre feroit avec l'Espagne.

K

La

218 HISTOIRE POLITIQUE

La République se faisoit confirmer les anciens Traités d'Alliance & de Commerce ; & elle recevoit en dépôt les dix Provinces Autrichiennes, dont elle devoit remettre la Souveraineté à l'Empereur , après qu'elle seroit convenue avec lui des Places , qu'elle vouloit pour sa barrière. On fit deux exceptions à cet article : L'une en faveur du Roi de Prusse , à qui le haut quartier de Gueldres devoit demeurer , avec sa Capitale ; l'autre en faveur de l'Electeur de Bavière , à qui on reservoit la Souveraineté & les revenus du Duché de Luxembourg , & du Comté de Namur , jusqu'à son rétablissement dans ses Etats. On stipula même , jusqu'à ce qu'il fût en possession du Royaume de Sardaigne , qu'on lui assignoit pour le dédomagement de ses pertes. Mais la paix de Baden annulla cette dernière condition. Il est surprenant que , parmi de si grands intérêts , on fit attention à ceux de la fameuse Princesse des Ursins. On lui reservoit dans le Duché de Luxembourg une terre de trente mille Ecus de revenu annuel , laquelle devoit être érigée en Princi-

Principauté, pour passer, après elle, à ses heritiers naturels.

Les principaux intérêts du Portugal en cette Guerre étoient relatifs à l'Espagne. Comme pourtant il avoit déclaré la guerre à la France, il lui fallût son Traité avec cette Couronne. Afin qu'il ne fût pas un renouvellement pur & simple des anciennes liaisons, on y vuida le différend, qui jusques-là n'avoit guères intéressé que quelques Flibustiers, sur les limites du Bresil, & de la Guiane. La France qui n'avoit pas défriché vingt lieues de cette vaste région, qui en a plus de 200. de long, renonça solennellement à ses prétentions sur l'un & l'autre bord de la rivière des Amazones, qui est à son extrémité méridionale. Elle abandonna le commerce, qu'elle ne connoissoit point, avec quelques centaines de Caraïbes vagabonds, qui les habitent; & elle promit en outre d'accéder au Traité que le Roi de Portugal feroit avec l'Espagne.

Il lui en couta cinq cens mille Ecus pour le Traité avec le Roi de Prusse, qui renonça à ses droits sur la principauté d'Orange. Elle reconnut ce Mo-

marque en toutes ses qualités, & sous les mêmes titres, qu'elle donne aux Rois du midi de l'Europe. Elle lui confirma, au nom du Roi d'Espagne, les Cessions stipulées dans le Traité de la Hollande, sans lui faire de difficultés sur le contingent, qu'il se reservoit de fournir, comme Electeur de Brandebourg, dans la Guerre, que l'Empereur paroissoit résolu de continuer seul. Enfin Louis XIV. accéda à la délibération des Etats de Neuchâtel, qui avoient adjugé la Souveraineté au Roi Electeur; & il confirma aux Peuples des deux Principautés les Privilèges, dont ils avoient joui en France, sous leurs autres Princes.

Le Duc de Savoie obtint la cession à perpétuité des vallées d'Oux, de Sezanne, de Bardonnage, & de Château Dauphin, avec les Forts d'Exiles, & de Fenestrelles. La France lui garantit le Roïaume de Sicile, qu'elle lui cédoit au nom de l'Espagne: Elle avoüoit l'Empereur de toutes les Cessions qu'il avoit faites à la Maison de Savoie, dans la Lombardie; & elle reconnoissoit ses Princes pour héritiers
pré-

présomptifs de la branche de Bourbon
règnante en Espagne.

§. VII.

La Guerre étoit toujours un fleau pour la France, malgré la foiblesse de l'Empereur, qui s'obstinoit à la continuer. Les plus grandes prétentions de Charles VI. étoient sur l'Espagne, à laquelle ses préjugés ne lui permettoient pas de renoncer. Il ne daignoit pas répondre aux offres, que Louis XIV. lui faisoit, des conditions les plus capables de toucher le Chef de l'Empire. L'Angleterre & la Hollande, fatiguées de son opiniâtreté, se contentèrent de lui assurer, indépendamment du succès de la Guerre, ou il y avoit apparence qu'il succomberoit, la portion des Etats Espagnols séparés de la Monarchie, qu'elles jugeoient que l'équilibre de l'Europe exigeoit qui lui demeuraissent. Elles firent, sans lui, leur Traité avec Philippe V. La Hollande ne stipula que pour son Commerce, & les renonciations. L'Angleterre se fit céder l'Isle Minorque, & Gibraltar, avec le privilège

exclusif de la traite des Nègres, pour la Mer du Sud : C'est ce qu'on appelle le contrat de l'*Assiento*. Elle garantit d'avance le Traité du Portugal, qui ne fut signé qu'en 1715. & dont le principal article régloit les possessions, & le commerce, de la Rivière de la *Plata*.

§. VIII.

L'âge de Louis XIV. & ses infirmités, qui annonçoient une minorité prochaine, en France; & la mauvaise santé de la Reine Anne, qui promettoit la prompte élévation de l'Electeur de Hannovre sur le trône de la Grande Bretagne, faisoient les espérances de l'Empereur. Ce Prince se flatoit que l'évacuation de la Catalogne, la neutralité de l'Italie, & la paix des Pais-bas, lui permettant de réunir toutes ses forces pour la défense de l'unique frontière, qui lui restoit exposée aux armes Françoises, il pourroit gagner du tems, & soutenir la Guerre, jusqu'à-ce que ces deux Evénemens lui donnassent & un nouvel Ennemi moins redoutable, & un nouvel Allié plus chaud. Il croioit ne rien

ris-

risquer, vû les dispositions du Traité d'Utrecht. Les Pais, que ses Alliez lui faisoient céder, étoient à couvert; & il ne pouvoit décheoir de leur possession. Prévenu qu'il alloit avoir en main l'occasion de leur joindre d'autres conquêtes, il ne vouloit entendre, au plus, qu'à une trêve de deux ou trois ans.

Le Corps Germanique voïoit avec peine son Chef laisser échapper le moment unique de réunir à l'Empire les morceaux que la France en avoit détachés. Mais l'intérêt particulier l'emportoit sur le bien général. Plusieurs Princes détenoient des Fiefs, dont ils n'avoient point l'investiture. L'Empereur la leur faisoit espérer; & jusqu'à ce qu'il la leur eût donnée, ils l'affermissoient dans des dispositions, qui le mettoient dans la nécessité de leur secours. Les Cercles, qui ne pouvoient renoncer à l'espérance d'être dédomagés des frais de la Guerre, attendoient de lui la récompense, qu'ils avoient demandée inutilement aux Contractans d'Utrecht. Enflés des victoires passées, auxquelles ils se donnoient la meilleure part, ils ne croïoient pas que

les François pussent se présenter encore en bataille, & n'être point battus, & ils se promettoient de nouveaux avantages.

Une seule Campagne déconcerta la politique des uns, & ruina les espérances des autres. L'armée de France au delà du Rhin, après la prise de Landau, mit à contribution la plûpart des Etats des cinq Cercles; & elle fit penser tout le monde à la paix. L'Empereur lui même, revenu de l'opinion, où il avoit été que le Corps Helvétique, qui avoit refusé d'être arbitre & garant, consentiroit d'être Auxiliaire, ou partie, se plaignit que la France se refusoit aux Conditions *Raisonnables*, qu'il offroit de lui faire. Ces plaintes étoient un pas vers la négociation, que le point d'honneur l'empêchoit d'amener par les voies ordinaires. Car sa Majesté Impériale étoit trop éclairée, pour penser que Louis XIV. voulut traiter avec elle, d'après les préliminaires, qu'elle disoit si *raisonnables*. Déjà Fribourg avoit eu le sort de Landau; & l'Empereur demandoit que la France restituât à l'Empire tous les Païs qu'elle en avoit
ja-

jamais détachés. C'étoit la satisfaction que le Chef de l'Empire vouloit pour le Corps Germanique. Le Chef de la Maison d'Autriche promettoit de se réconcilier sincèrement avec la Maison de Bourbon, si on le mettoit en possession de toute la Monarchie Espagnole, avec ses anciennes annexes, tant en Europe, que dans les Indes.

§. IX.

Les murmures des Cercles & les remontrances des Princes firent bien-tôt prendre à la Cour de Vienne un ton plus modéré. L'Empereur eut à peine reçu la déclaration du Corps Germanique sur le refus du Contingent, pour la troisième Campagne, qu'il donna ses pleins pouvoirs au Prince Eugène, pour traiter à Rastad en Souabe, avec le Maréchal de Villars, qui avoit ceux du Roi son Maître. Déjà sa Majesté Impériale avoit opté entre ses avantages particuliers, & ceux de l'Empire; & les Diettes étoient prévenues, qu'à moins qu'elles ne lui doublassent leurs Subsidés, il seroit forcé de recevoir la paix, telle que Louis XIV. la dicteroit.

Lors que les deux Plénipotentiaires furent d'accord, l'Empereur fit annoncer le Traité aux Diettes des Cercles, comme l'ouvrage d'un instant, achevé avant qu'on eut appris qu'il étoit commencé, avant même qu'on l'eut crû possible; & il s'en prenoit au peu de zèle du Corps Germanique pour la cause commune. Les Diettes feignirent de ne pas voir l'irrégularité de ce procédé: L'Empire avoit besoin de la paix; & elles promirent de ratifier le Traité, sans même s'informer des articles. Les Plénipotentiaires furent nommés pour aller à Baden, en Suisse, donner le Sceau aux Préliminaires de Rastad. Toutes les Puissances intéressées s'y trouvèrent par leurs Envoyés, au Mois de Septembre; & en deux Conférences, on fit cesser toutes les objections. Les articles de Rastad avoient été signés le 6. de Mars: Ceux de Baden, qui les confirmoient, & les expliquoient, passèrent le 7. de Septembre, 1714.

Au rétablissement près des Electeurs de Cologne & de Bavière, qui fut stipulé sous la réserve de la démolition des fortifications de Bonn, il ne fut rien

rien innové au Traité de Rîswick, par rapport à l'Empire. Le quatrième article de ce dernier fut confirmé, sans aucun Commentaire. Louis XIV. avoit parû, à Utrecht, si peu disposé à regagner les Etats Protestans par sa tolerance, que la Hollande avoit inseré dans son Traité, qu'il ne troubleroit point l'état de la Religion fixé par la paix de Westphalie. La Cession des dix Provinces à l'Empereur fut confirmée, avec les reserves marquées à Utrecht. L'Italie demeura dans l'état ou elle étoit, lors de son évacuation par les Troupes Françoises. L'Empereur y garda Naples, la Sardaigne, les Places de la Côte de Toscane, & la Lombardie, à titre de Conquêtes. Ce fut en vain que Philippe V. fit faire office par toutes les Puissances, pour être compris dans le Traité. Charles VI. espéroit que les circonstances lui seroient bientôt favorables ; & il vouloit s'y trouver avec ses prétentions. Le Corps Germanique reçût la paix : Ce fut tout ce que lui valut une Guerre de treize années. Il dût imputer à l'inflexibilité de son Chef, d'avoir été le seul des Contractans de la Grande

Alliance, à qui Louis XIV. ne païa pas ses cinquante ans de prospérité.

CHAPITRE XIX.

Exécution de la Paix d'Utrecht. Traité de Barrière entre l'Empereur & la République, en 1715.

ON ne s'aperçût point d'abord que la Mort de la Reine Anne, arrivée dans l'intervale des conférences de Rastad à celles de Baden, eût alteré les dispositions de l'Empereur à la Paix. Ce Prince s'étoit trop engagé à Rastad, pour en revenir; & le Roi George, occupé à rompre les mesures du précédent Ministère en faveur du Prétendant, n'auroit pû lui fournir assés promptement les Secours, dont il auroit eû besoin, pour soutenir la rupture. Mais aussi tôt que la fuite, ou la retraite des Ministres Toris eût été au parti Jacobite son principal apui;

apui; la Cour de Vienne parût se ménager pour les prétentions, que lui réservait son refus de reconnoître Philippe V. Louis XIV. s'affoiblissoit de plus en plus; & ses infirmités laissoient conjecturer qu'il ne lui restoit plus que peu de tems à vivre. La Cour de Vienne compta gagner par ses longueurs jusqu'au tems de la mort de ce Monarque, & se conserver, pendant ce court espace, dans l'indécision, où le Traité de Baden l'avoit laissée, par raport à la Succession d'Espagne. L'Empereur sollicité par les EtatsGénéraux de régler les affaires des Pais-bas, se montra prêt à en recevoir le Gouvernement & la Souveraineté, mais sans mention des Engagemens, stipulés dans le Traité d'Utrecht. Pour amuser le Congrès, indiqué à Anvers, ses Ministres firent des propositions, qu'ils étoient certains de voir rejetées. Avec toutes les raisons, que la Cour de Vienne avoit, de compter sur le nouveau Roi d'Angleterre, elle étoit fondée à espérer de maîtriser la République; & elle pouvoit se flater d'anéantir le projet d'une Barrière, lors que les embarras d'une Minorité

ré-

réduiroient la France à s'en tenir à la Négociation, sur les affaires générales de l'Europe.

§. I.

Après plusieurs Voïages, que fit d'une Cour à l'autre Milord Comte de Cadogan, Plénipotentiaire du Roi d'Angleterre Médiateur, le Congrès dût délibérer sur les propositions des Ministres Imperiaux. Comme elles n'étoient point définitives, les Députés des Etats s'en tirrent aux remontrances sur ce qu'elles avoient de contraires à l'intérêt de la République. Ils éludèrent le Droit d'*Inspection*, que l'Empereur demandoit pour ses Commissaires, sur les quinze mille hommes, que la République devoit entretenir dans les Places de Barrière. Ils firent des objections vagues sur les arrangemens, ruineux pour le Commerce, onéreux pour les Troupes, dangereux pour la Liberté, que les Ministres Impériaux sembloient supposer déjà convenus. Enfin ils aidèrent eux mêmes l'Empereur à atteindre le but, qu'il s'étoit proposé.

Aussi-

Aussi-tôt après la mort de Louis XIV. les Ministres Impériaux prirent un autre ton dans le Congrès. Comme si leur Cour eût été fatiguée des longueurs de la Négociation, ils signifèrent aux Etats, que, si, dans le termes de six semaines, le Traité n'étoit pas signé, le Prince Eugène iroit, avec une suite convenable, prendre possession des Dix Provinces, au Nom de l'Empereur. L'Assemblée de la Haie n'attribua point ce changement de langage à ses véritables causes. Pour mettre le juste prix à cette menace, il ne falloit que consulter les dispositions des Cours de Versailles & de Londres: les Etats auroient trouvé que le Roi d'Angleterre savoit expliquer les engagement de l'Electeur de Hanovre; & que le Duc d'Orleans ne tenoit du Traité d'Utrecht que les renonciations des Princes Espagnols à la Couronne de France. Mais on fût éfraié de la Déclaration Impériale. La menace d'envoier le Prince Eugène rapella la proposition que ce Général avoit faite, & ses menées auprès des Notables des Dix Provinces, pendant les Conférences d'Utrecht. On soupçonna un
 projet

projet de soulèvement en faveur de l'Empereur ; & on se hâta de conclure un Traité, qui, quelque défavantageux qu'il fût, devoit sauver une partie du tout, qu'on se croïoit en danger de perdre. Les Articles, au nombre de vingt neuf, furent mis au net le 14. & signées le 16. de Novembre 1715.

§. II.

La République dût remettre à l'Empereur toutes les Provinces & les Places des Pais-bas, possédées par le Roi d'Espagne Charles II. après la Paix de Riswick, & ce que Louis XIV. en avoit cédé à Utrecht ; pour être désormais, les unes & les autres, un Etat héréditaire, inséparable de ceux d'Allemagne possédés par l'Aîné de la Maison d'Autriche, sans qu'aucun démembrement, aucune Cession ou vente, aucun Echange, autres que ce que le Traité d'Utrecht en avouoit, pussent jamais avoir lieu.

Les deux Puissances contractantes s'engagèrent à entretenir (l'Empereur trois cinquièmes pour sa part) Vingt cinq à trente mille Homme en tems de

de Paix & quarante mille, en tems de Guerre : chacune se réservant la répartition de ses Troupes dans ses Places & Pais.

Les Etats Généraux durent avoir Garnison perpétuelle dans Namur, Tournai, Menin, Furnes, Warnton, Yprès & la Knoque, avec toutes les facilités convenables pour l'entretenir & la renouveler. En cas de Guerre, il fût accordé à la République de pouvoir jeter des troupes en avant dans les Places les plus exposées, & de leur faire occuper toutes les Villes sur le Déemer, depuis l'Escaut jusqu'à la Meuse, d'y faire des retranchemens, & des innondations : le tout néanmoins de concert avec le Gouverneur général Autrichien, dont le consentement devoit être absolument nécessaire aux Etats, pour les autoriser à des Fortifications, & à des Ecluses nouvelles. Les Gouverneurs & Commandans des Places de Barrière furent astreints au Serment de fidélité à la Maison d'Autriche, & à la déférence de Primauté envers son Gouvernement général. Les Garnisons durent être composées de Troupes agréables

bles à la Cour de Vienne ; & l'exercice de toute autre Religion que la Catholique dût être clandestin. L'Empereur se réserva le Bureaux des Postes, & la Nomination du Gouverneur de Dendermonde, qui à la tête de sa Garnison mi-partie, devoit prêter Serment aux Etats Généraux, de ne rien faire à leur préjudice, tant qu'ils ne feroient rien au préjudice des Princes Autrichiens.

Jusqu'ici le Traité est tout à l'avantage de l'Empereur, auquel il associe un riche Voisin pour la défense d'un Domaine, dont il garde pour soi l'honorable & l'utile. Mais il étoit à craindre que la continuité d'un secours aussi dispendieux, s'il étoit gratuit, ne défabusât tôt ou tard les Etats du Système de la Barrière ; & ne leur fit chercher leur sûreté à meilleure composition, dans un Traité de Paix perpétuelle avec la France.

La Cour de Vienne fit sans doute cette réflexion ; & ce fût pour se donner à leur faire valoir l'intérêt de leur propre conservation, dans les querelles de l'Empereur avec la France, qu'elle leur assura, comme une compensation de

de leurs fraix de Barrière, la propriété de la Ville de Venlo, & des Forêts de St. Michel & de Stewens-waerd, avec le Bailliage de Montfort, dans le haut quartier de Gueldres. Elle leur marqua pour limites, du côté de la Flandre; la Mer Blankenberg; & elle leur y cèda cinq Villages, avec la Garde du *Fort la Perle*, & des Ecluses, en tems de guerre. Outre cela, elle leur hypothèquea les Domaines des Dix Provinces, pour une Contribution annuelle de Cinq cent mille Ecus. Elle confirma tous leurs Actes durant l'Inter-règne. Elle s'engagea d'aquiter les Dettes du Roi Charles II. & les autres contractées pour la deffense des Dix Provinces, pendant la dernière Guerre. Enfin elle permit la démolition de Huy & du Château de Liège.

§. III.

A peine le Traité de Barrière étoit ratifié, que la Cour de Vienne en rendit publique la plus importante infraction. Contre le second Article, qui deffendoit expressement toute aliénation, que le Traité d'Utrecht
n'au-

n'auroit pas stipulée, le Comte de Königseck notifia aux Etats le Don, que Sa Majesté Impériale faisoit, du Duché de Limbourg à l'Electeur Palatin. Les Etats se récrièrent en vain contre la violation manifeste du Traité. La Cour de Vienne à qui la partialité du Roi d'Angleterre, & l'indifférence du Duc Régent de France, laissoient espérer que l'Empereur seroit Juge & Partie dans cette affaire, prétendit que l'Article II. du Traité de Barrière étoit annulé par la dérogation anticipée, qu'y avoient faite les démembrements en faveur du Roi de Prusse & de la Princesse des Ursins. On rappella inutilement les Ministres Impériaux à l'exception, que cet Article faisoit expressement, des dispositions du Traité d'Utrecht. Si l'Electeur Palatin, que l'Empereur vouloit récompenser personnellement, n'étoit pas mort l'Année Suivante: il y a toute apparence que la Volonté de sa Majesté Impériale l'auroit emporté sur la lettre & l'esprit du Traité, & que l'Aliénation auroit eû lieu.

§. I V.

Le Roi de Prusse protesta contre la Cession, que l'Empereur faisoit à la République dans la Gueldres. Il s'agissoit d'une Dixme dans un Village, de quelques Droits d'entrée & de sortie, le long de la Meuse, & de quelques Arpens de terre, que Sa Majesté Prussienne prétendoit lui appartenir, tandis qu'on les destinoit pour emplacement aux nouvelles Fortifications de Venlo. Ce Monarque étoit trop bien armé, pour n'avoir pas raison sur de si petites prétentions, qu'on ne pouvoit lui disputer, sans risquer de s'attirer de sa part une déclaration de Guerre. Sur divers Mémoires de ses Ministres, Sa Majesté Prussienne obtint gain de Cause *par provision*; & les Etats feignirent de compter beaucoup sur *le plus ample informé*, auquel ils en apeloient.

CHAPITRE XX.

*Idée du Corps Helvétique.
Traité des Cantons Ca-
tholiques avec la France,
en 1715.*

L'Etat Politique de la Suisse est moins connu que son Etat Militaire. Fidèles à leurs principes d'union & de liberté, les Républiques, qui composent le Corps Helvétique, ont veillé constamment à pouvoir se passer dans leurs affaires domestiques de l'intervention des Puissances Etrangères; & leurs relations avec les autres Etats, jusqu'au commencement du Siècle, ont moins porté sur les secours qu'elles en demandoient, que sur ceux qu'elles étoient en état de leur fournir. Si la nature du Pais déterminoit le génie & le caractère des Peuples, la plus nombreuse portion des Suisses, devroit être un
Peu,

Peuple sauvage & féroce. Mais soit que cette qualité phisique, soit sans influences politiques & morales; soit que l'heureux choix du Gouvernement y ait fait digne; il n'y a aucune ressemblance entre les Suisses & les Miquelets, entre les Grisons & les Montagnards du Caucaze. L'amour de la liberté est retenu chez les Peuples Helvétiques, dans les bornes que l'ordre lui prescrit; la cupidité, compagne naturelle de l'indigence, est subordonnée au goût de la Société. Les Suisses forment une Nation libre, mais sociable, guerrière mais juste. La temperance leur rend moins sensible la pauvreté, dont quelques autres Peuples, habituez dans un Pais aussi ingrat, se soulagent par la rapine & le brigandage. De sages loix ont formé leurs mœurs, réglé leurs desirs, & plié leur génie à l'amour de l'ordre & de la paix.

Le Corps Helvétique est le composé politique, que les Anciens Grecs ébauchèrent, porté au plus haut point de perfection possible. Ainsi que la Grèce, c'est une République de Souverains, absolument isolés les uns des
au.

autres, quant à l'administration intérieure; étroitement unis pour les Affaires générales, & étrangères. Il manqua aux Grecs d'avoir pourvu à l'accroissement inévitable du Peuple de chaque Etat; pendant la paix, qu'ils se devoient promettre de leur Confédération; & ce fut la cause des horribles guerres civiles, qui les conduisirent, par leur affoiblissement réciproque, à la fugétion & à l'esclavage. Ainsi que plusieurs réservoirs, perpétuellement accrus de leurs fontaines, ne sauroient éviter le conflit & le mélange de leurs eaux, si chacun d'eux n'a pas son écoulement particulier; tant d'Etats, si différemment gouvernés, devoient nécessairement s'entrechoquer, dès que la carrière n'étoit pas ouverte au loin à l'émulation, & aux talens militaires; dès que le Pais, se couvrant de jour en jour d'un Peuple plus nombreux, n'avoit pas, si j'ose me servir de la métaphore, un canal de décharge.

Tant que les Rois de Perse tinrent la Grèce en inquiétude sur la liberté générale, on ne s'y aperçut point du vice interne, qui devoit miner à la
longue

longue la Constitution. Après la glorieuse paix de Cimon, la Grece libre & paisible, regorgea d'hommes nourris dans les armes, & sans autre profession que celle de la guerre. Ce n'étoit que par les Conquêtes & les Colonies qu'elle pouvoit se procurer l'évacuation; & l'ignorance, ou les préjugés, lui interdisoient l'une & l'autre de ces deux ressources. Les Grecs ne connoissoient guères alors que le vaste Empire des Perses, où ils pussent porter la guerre; & la barbarie, qu'ils attribuoient à toute autre région que leur patrie, leur faisoit regarder comme un exil, qui ne devoit être que pour les criminels, un établissement en Italie & en Afrique. Avec plus de peuple qu'elles n'en pouvoient nourrir, pendant la paix, Athènes & Sparte excitèrent & entretenrent des guerres, qui devoient fournir à la Subsistance de leurs hommes, ou diminuer leur nombre. Un rayon de lumière, que l'argent du Jeune Cyrus devoit rendre plus frappant, vint luire aux yeux des Grecs. Mais ce fut un éclair, qui ne laissa que de légères traces. Les hommes d'Etat n'y virent rien qui interressa

la République ; & ils abandonnèrent au goût des particuliers le Service étranger , qui ouvroit une si belle ressource au gouvernement. Pointilleux avec leurs voisins , les chefs des Républiques se livrèrent à de petits ressentimens. Ils mandèrent l'argent du Roi de Perse , pour faire la guerre à leurs Alliez naturels ; & ils demandèrent pour Protecteur contre leurs compatriotes un Monarque , qui les auroit beaucoup mieux païés , s'ils s'étoient réunis pour être ses Auxiliaires.

Philippe de Macédoine , dont les ancêtres , réputés étrangers dans la Grèce , avoient été sous la protection d'une des moindres Républiques , se proposa de faire servir à sa grandeur particulière les forces , dont tant d'Etats étoient embarrassés. L'esprit de conquête n'est point celui d'un peuple jaloux de sa liberté. Inutilement Philippe se seroit efforcé de l'inspirer aux Grecs , pendant qu'également acharnés les uns contre les autres , les principaux Etats de la Grèce disputoient de la primauté. Il commença par les accorder sur cette grande querelle , en s'y offrant en tiers. D'abord

Au-

Auxiliaire du parti le plus foible , ensuite Médiateur entre les deux , lorsqu'il les vit dans un égal épuisement ; puis Ennemi , & enfin Vainqueur de l'un & de l'autre , il persuada aisément une guerre étrangère à des peuples , pour qui la paix étoit un mal , & qu'il pouvoit accabler , s'ils faisoient une guerre , qu'il n'approuvat pas. Comme le Lion de la fable , il se donna , pour la chasse , des compagnons hors d'état de le forcer au partage de la proie : Sous le nom de Generalissime , il fut Roy de la Grèce ; & les Grecs , plus forts que leur oppresseur , mais rendus , par leurs animosités , incapables de s'unir contre lui , firent joug à leur ancien client , & devinrent les sujets des Rois de Macedoine.

§. I.

Il est peu de parallèles de l'Histoire ancienne avec la moderne aussi justes , que celui du Corps Helvétique avec l'ancienne Grèce. Les Suisses ont eu leurs Roys de Perse ennemis , dans les Princes Autrichiens. La France est pour eux la Perse protectrice , subsidiaire & arbitre. Les Princes de Savoie leur

peuvent être des Rois de Macédoine ; & peut être qu'ils auroient trouvé leur Philippe dans Charles Emmanuel, surnommé *le Sage*, si chaque Canton, perpétuellement acru de nouveaux habitans, avoit été livré, sans distraction de ses forces, à l'ambition & à la jalousie, qu'on diroit fort juste être la maladie naturelle d'un groupe de petites Républiques.

Lorsque la plupart des Cantons étoient sous le gouvernement Autrichien, les levées qui se faisoient en Suisse, pour les Princes de cette maison, y tenoient le peuple en proportion avec ce que le país en peut nourrir. Tant que dura la crise qui les a dé-livrés d'un gouvernement tirannique, les efforts, qu'il leur fallut faire contre l'oppresser, demandèrent toutes leurs forces ; & la crise ne dura pas assés long-temps, pour que le país se sentit de l'accroissement du nombre de ses habitans. Les guerres du Duc Charles de Bourgogne, & de Louis XI, Dauphin, firent à propos des Saignées sur lesquelles on n'avoit pas compté ; & le Capitulat pour le Milanez avoit pourvu à leur défaut.

§. II.

A peine le Corps Helvétique se fut formé, que les Chefs de Canton reconnurent l'impossibilité de conserver le Gouvernement Souverain, & indépendant de chacun, s'ils se tenoient isolés du reste de l'Europe, ainsi que la nature de leur pays sembloit les y condamner. Leurs montagnes, d'ailleurs, peu favorables au commerce, ne leur donnoient point de quoi former avec leurs voisins une correspondance de l'espèce ordinaire. L'ignorance des arts, le manque de matières pour les fabriques, le défaut d'argent, pour se procurer les denrées étrangères, qui font partie du nécessaire de la vie, les réduisoient à renoncer pour jamais à l'aisance, où à se faire des instrumens de commerce, qui leur fussent particuliers, & que ceux avec qui ils devoient commercer pussent goûter.

Le Duc de Milan, Souverain d'un pais riche, & conséquemment envié, ouvert, & dès là d'une défense fort difficile, accepta l'échange que le Corps Helvétique lui proposa. Ce

Prince consentit à partager les fruits de la paix avec ceux, dont le secours les lui devoit assurer. Il voulut que ses sujets païassent de leurs sueurs le sang qu'un Allié promettoit de verser pour leur défense; & il s'établit entre les Suisses & les peuples du Milanés un commerce, ou la force étoit reçue pour l'équivalent de la richesse. C'est le Traité, nommé Capitulat.

Après que François I. fut devenu Duc de Milan, le Corps Helvétique, quitte de ses engagemens envers les anciens possesseurs, les renouvela avec le Roi de France. Le peuple des Cantons s'étoit accru; le commerce devoit augmenter en proportion. On reçut avec joie la demande, que fit le Monarque, d'étendre le contract à ses autres Etats, sur le même pié qu'il avoit été passé pour le Milanez; & le Corps Helvétique fut Allié du Roi de France, comme des Ducs de Milan. Les Rois, Successeurs de François I. ont entretenu cette convention. Henri IV, & Louis XIV, en ont fait le renouvellement le plus solennel. D'autres Puissances ayant demandé dans la suite d'entrer dans une semblable.

blable alliance avec un, ou plusieurs Cantons, chacun d'eux s'est décidé par le principe qui avoit déterminé l'assemblée generale. De sorte que les Cantons, qui l'ont estimé avantageux à leur bien-être, ont traité en leur particulier, avec les Rois d'Espagne & de Sardaigne, avec la République de Hollande, avec les Ducs de Parme & de Modène, avec le Pape & l'Empereur, comme ils avoient traité en commun avec les Rois de France & les Ducs de Milan.

L'Etat, qui a droit de retenir ses hommes dans le pais, leur permet d'en sortir pour aller au Service de la Puissance Alliée, pour laquelle leur inclination les décide, exercer au loin leur goût & leurs talens pour la guerre. L'Officier & le Soldat Suisses, qui passent sous les drapeaux de ces Puissances, sont des enfans majeurs d'une famille trop nombreuse, qui prennent d'eux mêmes leur parti, & vont loin de la maison paternelle, avec l'agrément de leurs pères, faire servir à leur fortune l'éducation, qui fait leur légitime. La Puissance, qui fait des levées en Suisse, est un Ami des Sou-

248 HISTOIRE POLITIQUE

verains, qui lui permettent d'emploier tous les moyens de douceur possibles, pour faire réaliser, par les individus, l'affection qu'il a sçu mériter de la République.

C'est ainsi que les Républiques Helvétiques tiennent le nombre de leurs bouches en proportion avec l'étendue & le rapport de leurs terres, sans contraindre le goût du Républicain pour le séjour du pais natal, sans porter atteinte à sa liberté, sans faire violence à son génie, à son caractère, à son inclination. C'est ainsi qu'elles se sont préservées de la nécessité de conquerrir, qui auroit été funeste à la plus part d'entr'elles, & à leurs voisins d'au delà des Monts, & de l'ambition de reculer leurs frontières, qui eut causé la ruine de leur liberté, comme elle fut la cause de la ruine de la liberté des Républiques Grecques.

§. III.

L'Harmonie constante du Corps Helvétique auroit vraisemblablement démenti l'axiome, qui veut que l'esprit de faction & la dissension soient un
fer-

serment nécessaire à la conservation des Etats, si les différends de religion n'étoient venus partager les Cantons. Ce puissant ressort de la haine, qui ne fut connu des Grecs * que dans leur décadence, & après que l'ambition & la jalousie eurent usé les leurs, fut mis en jeu chez les Suisses, avant même que la constitution des Républiques eut acquis toute sa solidité. Il s'établit alors une balance, dont l'équilibre dépendit de la moderation des deux parties, qui la chargèrent. Jusqu'au milieu du dixseptième Siècle les défiances ne se produisirent que par des précautions, dont l'aigreur de plusieurs délibérations de Diette présageoit la nécessité.

L'Ambition de l'Empereur Ferdinand II s'étant couverte du masque de la religion ; & la restitution des biens Ecclésiastiques, qu'il exigeoit des Protestans, ayant allumé une guerre générale dans l'Empire, les Cantons Réformés appréhendèrent que les Catholiques, se laissant séduire par la piété apparente du motif de l'Empereur, ne fussent amenés à l'adopter,

E 5 avec:

* La guerre Sacrée, dans laquelle Philippe prit parti pour Thebes & Locres.

avec ses moïens; & à tout événement ils firent fortifier leurs Capitales. Ainsi que Lacédemone, fière de la bonté de ses troupes pour une guerre de campagne, croïoit avoir l'empire de la Grèce, tant que les villes Grecques ne seroient pas fermées; les Cantons Catholiques, pleins de confiance en leur nombre, s'étoient familiarisés avec l'opinion de leur supériorité, pendant que les Cantons Réformés, ayant leurs Capitales ouvertes, & plutôt villages que villes, n'égligeoient de donner à leurs Etats une tête, qui annonçat que leur petit nombre étoit compensé par leur force & leur opulence. Comme Sparte se crût menacée de perdre l'empire de la Grèce, lorsque Athènes se fut donné des murailles & des fortifications, les Cantons Catholiques se jugèrent rappelés à l'égalité, aussi-tot qu'ils virent les Cantons Réformés en état, au cas d'une levée de bouclier, d'assembler leurs troupes sous leurs murs, & d'attendre l'agresseur derrière leurs ramparts.

Le mécontentement couva jusqu'en 1656, qu'à l'ocasion de quelques familles

milles du Canton de Schweitz, passées à Zurich, pour y embrasser la religion Réformée, les cinq Cantons Catholiques prirent les armes. La guerre fut de peu de durée. Par l'intervention & les offices des Cantons neutres, après une bataille donnée à Vilmergue, le 24. de février, la paix fut rétablie le 26. Ce fut un Sacrifice que Zurich & Berne firent à la liberté commune. Le Duc de Savoie s'offroit pour Auxiliaire aux Catholiques, qui ne vouloient voir dans ce Prince qu'un Ami plein d'affection & de zèle. Les deux Cantons, qui reconnoissoient dans sa politique celle de Philippe de Macédoine, se hatèrent d'étouffer un feu, qu'il ne feignoit de vouloir éteindre, qu'afin de le mieux allumer. Ils consentirent de remettre les frais de la guerre à l'arbitrage des Cantons neutres, & de rétablir toutes choses comme avant la rupture.

L'Intolérantisme des Ecclésiastiques Romains ralluma plus d'une fois pendant le reste du Siècle un feu mal éteint. L'Abbé de St. Gal, combattant les principes de son Eglise avec sa passion, faisoit avidement les occa-

sions, d'appesantir sur les Toggenbourgeois Réformés, ses sujets, l'autorité, à laquelle les déroboit la paix religieuse de la Suisse. Le Canton de Schweitz Protecteur du Toggenbourg, favorisoit, pour l'ordinaire, les prétensions de l'Abbé, en qui il ne vouloit pas distinguer le Prélat du Souverain; & plein de confiance en son alliance particulière avec Lucerne, Uri, Underwald & Zug, il recevoit les représentations de Glaris son comprotecteur, & les instances des Cantons Réformés, avec une hauteur, qui sembloit dire que les Vainqueurs de Vilmergue sauroient bien soutenir l'Abbé, dont ils avouoient la conduite.

Sur la fin du Siècle, Glaris voyant le Toggenbourg menacé de l'oppression, apella Zurich & Berne au Comprotectorat. Pendant douze ans, l'Abbé se roidit contre les offices des nouveaux protecteurs, desorte que ces derniers furent dans la nécessité d'opter entre laisser entamer le pacte de Religion, qui est la baze de la liberté Helvétique, ou souffrir par les armes les Toggenbourgeois à l'oppression.

Les

Les temps étoient alors favorables à une discussion domestique de ce genre. Les Puissances occupées, épuisées, par la guerre de la Succession d'Espagne, n'étoient point en état de prendre part aux affaires d'une nation, avec laquelle il n'y a rien à gagner qu'à la suite d'une rude guerre. Le Corps Helvétique pouvoit, sans crainte d'aucun tiers redoutable à sa liberté, donner à sa constitution la secousse, qui la devoit affermir. Zurich & Berne furent plus heureux dans cette seconde prise d'armes. Ils gagnèrent une bataille au même lieu de Vilmergue, le 25. Juillet, 1712; & la paix, traitée à Arrau, dès le 18, sous la médiation des Cantons neutres, fut ratifiée le 10. d'Aoust.

Les deux Cantons s'étant contentés d'un dédomagement plus honorable qu'avantageux, qui d'ailleurs ne donnoit atteinte ni à la constitution du gouvernement des Cantons, ni à leurs limites réels, on esperoit que les cinq confédérés, fixés de plus en plus au bien general du Corps Helvétique, perdroient entièrement la mémoire de la querelle, qui avoit troublé l'union.

Mais

Mais il arriva au contraire que le sentiment s'accrut par la réflexion.

Louis XIV. sentant la mort prochaine, voulut assurer au Roi mineur, son héritier, le Corps Helvétique, dont, après la mort du Duc de Bourgogne Dauphin, l'Alliance expiroit avec son règne; & il ordonna au Comte Du Luc, son Ambassadeur en Suisse, d'en négocier le renouvellement. Le Comte joignoit une grande habileté à beaucoup d'expérience. Mais les infirmités du Roi son maître lui faisoient appréhender les longueurs inséparables de la circonspection & des ménagemens, dont dépendoit la réussite complète de sa négociation. Il désespéra de terminer avant la mort du Roi; & plus Courtisan, en cette occasion, que Ministre, il voulut avoir le mérite d'un succès, dont il n'y avoit que le temps qui put faire connoître l'illusion. Il renouvela l'alliance avec les Cantons Catholiques seuls; ou plutôt, il fit avec eux un nouveau Traité.

Si on en croit un Historien*, qui remarque un peu trop de partialité sur les

* Histoire des Helvétiens. Tome X. pages 716. & 718. on y trouve le Traité tout au long.

les affaires generales, mais que celui qui lui prête son nom auroit pu bien informer des affaires particulières, la Cour de France mit à son juste prix le travail du Comte DuLuc. Elle dépêcha à ce Ministre un exprès, qui lui portoit l'ordre de retarder la conclusion de ce Traité particulier, & de faire de nouveaux efforts pour en négocier un general avec tout le Corps Helvétique; & la Solemnisation n'eut lieu que parceque l'exprès arriva trop tard, pour l'empêcher.

Quoiqu'il en soit de cette Anecdote, le Traité d'Alliance particulière fut conclu & signé le 9. de Mai 1715. il a 35. articles, dont le penultieme rapproché du V. & du XIX. embarrassera la négociation de l'Alliance generale, à moins que les contractans, dont l'union du Corps Helvétique, & la confiance respective de ses membres, sont également le véritable intérêt, ne concourent à l'anéantir.

CHAPITRE XXI.

& dernier de la Ire. Partie.

Mort de Louis XIV. Portrait Historique de ce Monarque.

CE fut le 1^{er}. de Septembre que Louis XIV mourut. Ce Monarque termina avec gloire la plus longue, & la plus brillante carrière, que jamais Prince ait fournie sur le trône. Après une Vie de soixante & dix sept ans, & un Règne de soixante & treize: Après avoir tenu attachés sur lui les yeux de toute l'Europe, dont la fortune étoit, pour ainsi dire, dépendante de la sienne, il put envisager la mort du même oeil, dont la doit voir un Home, auquel une obscurité médiocrité n'a laissé connoître que le plaisir animal de la vie. Ses dernières heures l'approchèrent plus de l'Héroïsme, que les plus glorieuses années

nées

nées de son Règne : On peut assurer qu'elles lui méritèrent le Surnom de *Grand*, que jusqu'alors on avoit pû regarder comme un hommage, hazardé par les Adulateurs. Sa courte instruction à son Successeur * est un aveu également noble & judicieux de ses fautes, qui, fixant sur son Règne le jugement de la postérité, donne de son cœur & de son esprit une plus haute idée que les nombreux Panégyriques des Académies. On ne le considère point dans ce retour sur soi-même, sans se sentir forcé de le respecter & de l'admirer. C'est à regret qu'on voit sa mémoire exposée à la critique ; & les défauts que l'Histoire lui trouve, on est tenté de les rejeter sur l'infirmité de la nature humaine, qui ne comporte point une perfection absolue.

Ja-

* Elle est écrite au chevet du Lit du Roi...
Tâchez, dit le Monarque mourant à son Successeur, tâchez de conserver la paix avec vos Voisins. J'ai trop aimé la Guerre : ne m'imités pas en cela, non plus que dans les trop grandes dépenses, que j'ai faites. Prenez conseil en toutes choses.... Soulagez vos Peuples le plutôt que vous le pourrez ; & faites ce que j'ai eu le malheur de ne pouvoir faire moi même.

Jamais Roi ne fut autant loué, autant blâmé, que Louis XIV. Ses ennemis, & ses adulateurs, en ont fait un problème historique; & les uns, comme les autres, aveuglés par leur passion, lui ont sacrifié leur discernement & la vérité. L'Histoire Politique du Siècle seroit incomplète, si elle ne marquoit pas son véritable rang à un Prince, dont, pendant plus de cinquante ans, les influences ont réglé les délibérations de tous les Cabinets de l'Europe. Sans préjugés sur la personne de ce Monarque, sans intérêt aux événemens de son Règne, on peut espérer de tirer du milieu de la Satire, & du Panégirique, le vrai, que l'un & l'autre ont manqué.

Il faut distinguer, dans Louis XIV, le Conquérant & le Roi. La plupart des fautes, que l'Histoire politique lui note, regardent le Conquérant; & elles sont moins au Prince, qu'à ses Ministres, qui, au lieu de plier son génie aux véritables principes du Souverain ambitieux, accomodèrent l'ambition, qu'ils lui inspiroient, à son caractère, & préférèrent aux moïens de réussir, les moïens d'accroître leur fa-

faveur, & de se rendre nécessaires. Les fautes, que l'Histoire marque au Roi, furent des effets de l'éducation. On admire la force de la nature, qui put percer, malgré ce que l'art avoit fait pour l'étouffer; & on est étonné, que des dispositions aussi combattues aient pris un si grand effort, que des défauts aussi essentiels, & aussi profondément enracinés, n'aient pas eu de plus funestes influences. Semblables aux ombres d'un beau tableau, les fautes du Roi relèvent l'éclat des grandes choses, qui se firent, sous ce Règne, dans l'administration intérieure.

On n'observa point dans Louis XIV, enfant, de ces penchans & de ces goûts décidés, sur lesquels on tire l'Horoscope de ses pareils. Son esprit & son cœur, également neufs, étoient ouverts à toutes les impressions, que l'Education leur voudroit donner; il promettoit d'être ce que le voudroient rendre ses Gouverneurs. Ce fut un malheur que le Cardinal Mazarin se chargeât de la principale partie de l'éducation. La qualité de Sur-Intendant, qui fut laissée à ce Ministre, lui subor-

bordonna ceux qui devoient cultiver l'esprit du jeune Roi; & son ambition lui faisant souhaiter qu'il fut toujours dans le besoin de ses Services, il empêcha les Précepteurs de donner à leur Elève des connoissances, dont il ne se feroit point senti possesseur, sans en vouloir faire usage. L'Espagnol & l'Italien partagèrent avec les exercices du corps le tems du jeune Monarque. Dans son adolescence, on y joignit les Jeux & les Spectacles: Louis XIV régna par lui même, en France, avant que d'avoir étudié, avant que de connoître le génie & le caractère des François. De là cette métamorphose incroyable de toute la Nation, dont le génie & le caractère, obligés de se former sur le caractère & le génie de son Roi, n'eut bientôt plus aucune ressemblance avec le génie & le caractère des générations précédentes.

Louis XIV n'eut jamais de connoissances relatives à son état, qui fussent au dessus des notions communes, que ce que lui en donnèrent l'expérience & la réflexion; & il s'y éleva par la force & la justesse naturelle de son esprit. De là cette défiance, ou

il se tint de ses propres lumières, jusqu'à ce que l'expérience lui eut beaucoup enseigné. De là encore l'ascendant, qu'il laissa prendre sur lui à ceux dont la recommandation de Mazarin, ou leur réputation, lui fit présupposer la capacité, ou chez qui il crût voir lui même quelque supériorité. Toute sa vie, il eut de l'éloignement pour ces derniers; & ils ne parvinrent à approcher de sa personne*, que par une combinaison fortuite de circonstances, auxquelles il n'eut point de part. Mais il ne les eut pas long-temps pratiqués sans se livrer à eux; & soit par honneur, soit par raison, ou par un effet de la fermeté, qui entroit dans son caractère, il tint constamment contre les dégouts de leur commerce. Ceux qu'il estima jouirent de son estime jusqu'à leur mort; & aucun de ceux qu'il honora de son amitié, n'en déchut que par des fautes, qui auroient aliéné l'ami le plus indulgent.

La Reine Régente profita des embarras de la Minorité, pour s'emparer de

* Cela est exactement vrai, pour la plus part des beaux esprits. Mad. de Maintenon fut très long-tems vue de mauvais œil.

de toute la confiance du Roi son fils. En lui montrant des Ennemis dans les Princes de son sang, elle reünit sur elle & sur le Cardinal premier Ministre toute son affection ; & en éloignant de la personne du jeune Monarque tous ceux qu'elle croioit capables de lui donner d'autres impressions que les siennes, elle prit sur soi, sans le vouloir, le soin de lui former le cœur. Cette Princesse avoit beaucoup des vertus & des foiblesses de son sexe, avec le génie de sa Maison : Elle étoit pieuse jusqu'au bigotisme, aisée à prévenir, opiniatre dans sa prévention ; facile à irriter, implacable dans son ressentiment, & aussi constante dans son affection que dans sa haine. Naturellement peu compatissante, elle étoit genereuse par religion, liberale & magnifique par fierté. Elle étoit intrépide, parcequ'elle ne concevoit pas que le peril put venir jusqu'à elle : son courage étoit produit par son orgueil, nourri par son opiniatreté, animé par la honte de ceder. Elevée dans le palais du Roi son Père, à * *l'Autrichienne*,

* On servoit toujours les Princes Espagnols Autrichiens à genoux.

l'Autrichienne, elle avoit été accoutumée, depuis l'enfance, à ces respects, assés semblables au culte religieux, qu'on ne rend point aux Princes dans l'intérieur de la vie privée, sans les exposer à se croire d'une nature supérieure à celle des autres hommes ; & elle avoit effectivement pris cette idée de tout ce qui touche le trône. Il est étonnant que le Roi son fils, qui la reçut d'elle, & qui y fut entretenu par les Poètes & les Orateurs de son Règne, n'ait pas donné dans tous les travers, qui furent chez les Rois de Perse & les Empereurs Romains, des conséquences, de cette illusion. L'homme de son temps, qui s'exprimoit avec le plus de force & de netteté, le Cardinal de Retz, ne put faire comprendre à cette Princesse qu'il existoit quelque chose, qu'on appelle *le bien de l'Etat*. Elle ne concevoit que *la gloire du Roi*, que *le bon plaisir* & *la volonté du Roi* ; & elle étoit persuadée que tout devoit céder, ou se plier, à ce qu'ils exigeoient.

Le Jeune Roi fut imbu de ce dangereux principe. La Régente & son Ministre mettoient sans cesse en opposition sous ses yeux les attentats de la Fronde

&

& des Princes, avec les droits de la Roiauté. En exagérant les uns & les autres, ils lui firent adopter leurs sentimens, qu'il joignoit aux siens propres : ils l'animèrent à la vengeance; & en lui recommandant de la laisser couvrir jusqu'à ce que les temps lui devinssent plus favorables, ils enracinèrent ces funestes impressions, qui, fortifiées par l'impatience, formèrent de l'idée du Despotisme un préjugé incurable. Jusqu'aux dernières heures de sa vie, Louis XIV fut dans l'erreur sur les relations que la Monarchie comporte entre le Roi & les Sujets. Parfaitement instruit du devoir des Peuples envers leur Souverain, il sçut rappeler les François au leur avec tout l'art imaginable : il sçut les y contenir avec une égale fermeté. Moins instruit du retour, que le Souverain doit à ses Sujets, il préféra souvent l'intérêt de sa réputation à leur bien être, & sa propre satisfaction à leur félicité. Il ne falloit pas moins que l'aveu qu'il en a fait, pour le lui faire pardonner.

La Reine Régente anta, pour ainsi dire, ses vertus & ses foibleffes sur les qualités que le Roi son fils tenoit de la

nature : elle lui fit un caractère & un génie mi-parti du sien. Cette facilité à se laisser prévenir, & cette opiniâtreté dans sa prévention, égales l'une & l'autre dans l'affection & dans la haine, qui avoient rendu nébuleux le temps de la Régence, ralentirent, & arrêterent le cours des prospérités de la moitié du Règne de Louis XIV ; & eurent grand part aux disgraces de l'autre. L'inaction, à laquelle furent condamnés le Grand Condé & ses Partisans, priva les armées de plusieurs Généraux de singulière capacité. La faveur constante des Pères la Chaize, & le Tellier, mit le trouble dans l'intérieur du Roïaume ; & celle de Chamillard ruina les affaires du dehors. La Pieté, que la Reine inspira à son fils, fut cultivée avec assez peu de discernement jusqu'à l'âge, où l'ardeur du tempérament prit le dessus. Mais le germe avoit jeté de si profondes racines, que le feu des passions venant à s'amortir, cette piété se trouva la plus forte. Elle fut une vertu outrée, devenue un vice dominant, elle fût un foible, dont prirent avantage tous ceux qui voulurent faire servir l'autorité Roïale à

M

leur

leur passion. Louvois, les Confesseurs, & Mme. de Maintenon, se firent ressource de la piété du Monarque, pour accroître leur faveur, & perdre ceux qu'ils haïssoient. La satire a donné pour un Tiran, un Prince dont le Règne n'a d'actes de rigueur, que ceux qu'il crut que la religion lui ordonoit.

Jusqu'à Louis XIV, on avoit remarqué pour une foiblesse, héréditaire chez les Bourbons, une économie trop attentive, qui approchoit de l'avarice, & se nommoit *Mesquinerie*. A peine ce Monarque commença de régner par lui même, que s'élevant au dessus des instructions & de l'exemple de Mazarin, il porta la libéralité jusqu'à la magnificence. Il est vrai qu'il dut à la Reine sa mère le goût de ces vertus Royales, & à Colbert l'heureux choix des objets sur lesquels il les signala. Mais ce fut avec le sentiment de son rang l'élevation de son esprit, qui les lui fit exercer avec cette noblesse & cette aisance, qui caractérisent un grand Roi.

C'est envain que les Satiriques ont essayé de rendre douteux le courage de
Louis

Louïs XIV: la fermeté, qui lui fut particulière, ne va point sans l'intrépidité. L'ardeur avec laquelle il souhaita un jour * que les Rois pussent vider leurs querelles avec leur épée, est une saillie digne de François Premier, & de Henri Quatre. Le généreux désespoir, dont ** on sçait qu'il fut animé, lors du siège de Landrecies, si on le rapproche des différens traits de bravoure, qu'il fit admirer dans sa Jeunesse, prouve que, toute sa vie, il fut supérieur à la crainte, & que son courage fut autant dans le cœur que dans l'esprit.

L'Amour de la gloire devint une passion chez Louïs XIV, par l'émulation de Colbert, & de Louvois à lui fournir des alimens. Il en fut tiranisé au point d'être jaloux de tous ceux qui pouvoient acquérir de l'honneur, sans le partager avec lui. Philippe Monsieur gagna la bataille de Cassel, & il ne commanda plus d'armée. Ce Prince ayant eu la Lieutenance Générale dans les Provinces, pendant un voiage de

M 2 la

* Dans le voiage de Lion, en 1659. Mémoires de Melle de Montpensier.

** Voyez le Polibe du Chevalier de Follard.

leur passion. Louvois, les Confesseurs, & Mme. de Maintenon, se firent ressource de la piété du Monarque, pour accroître leur faveur, & perdre ceux qu'ils haïssoient. La satire a donné pour un Tiran, un Prince dont le Règne n'a d'actes de rigueur, que ceux qu'il crut que la religion lui ordonoit.

Jusqu'à Louis XIV, on avoit remarqué pour une foiblesse, héréditaire chez les Bourbons, une économie trop attentive, qui approchoit de l'avarice, & se nommoit *Mesquinerie*. A peine ce Monarque commença de régner par lui même, que s'élevant au dessus des instructions & de l'exemple de Mazarin, il porta la libéralité jusqu'à la magnificence. Il est vrai qu'il dut à la Reine sa mère le goût de ces vertus Royales, & à Colbert l'heureux choix des objets sur lesquels il les signala. Mais ce fut avec le sentiment de son rang l'élevation de son esprit, qui les lui fit exercer avec cette noblesse & cette aisance, qui caractérisent un grand Roi.

C'est en vain que les Satiriques ont essayé de rendre douteux le courage de
Louis

Louis XIV : la fermeté, qui lui fut particulière, ne va point sans l'intrépidité. L'ardeur avec laquelle il souhaita un jour * que les Rois pussent vider leurs querelles avec leur épée, est une saillie digne de François Premier, & de Henri Quatre. Le généreux désespoir, dont ** on sçait qu'il fut animé, lors du siège de Landrecies, si on le rapproche des différens traits de bravoure, qu'il fit admirer dans sa Jeunesse, prouve que, toute sa vie, il fut supérieur à la crainte, & que son courage fut autant dans le cœur que dans l'esprit.

L'Amour de la gloire devint une passion chez Louis XIV, par l'émulation de Colbert, & de Louvois à lui fournir des alimens. Il en fut tiranisé au point d'être jaloux de tous ceux qui pouvoient acquérir de l'honneur, sans le partager avec lui. Philippe Monsieur gagna la bataille de Cassel, & il ne commanda plus d'armée. Ce Prince ayant eu la Lieutenance Générale dans les Provinces, pendant un voiage de

M 2

la

* Dans le voiage de Lion, en 1659. Mémoires de Melle de Montpensier.

** Voyez le Polibe du Chevalier de Follard.

la Cour en Flandres, le Roi quitta brusquement l'armée, & revint à Versailles, afin de faire cesser une Commission, qui pouvoit partager l'affection des peuples. Louis XIII. avoit cette même passion: Il étoit jaloux de son frère, & de sa mere, & des Princes de son Sang. Mais sa jalousie ne porta ni sur ses Généraux, ni sur ses Ministres: elle ne fit point éclipser son discernement dans leur choix. Louis XIV n'aima les uns & les autres, & ne se servit d'eux avec plaisir, qu'autant qu'il les trouva complaisans. Il eut peine à se reposer sur Turenne de la conservation de l'Alsace, dont tout l'honneur devoit demeurer à ce grand homme. Il refusa au Maréchal de Crequi la permission de faire servir, pour l'offensive la plus glorieuse, une armée, qu'il ne lui avoit donnée que pour la deffensive; & il fallut que cet habile Général se refusât à ses lumières & à l'occasion, pour ne pas faire de grandes choses, auxquelles le Roi son Maître n'auroit pas eu part. Les vieux Ministres furent négligés, de peur qu'on n'attribuât à leurs conseils les heureux succès. Le Marquis de
Lou-

Louvois lui même devint odieux , lorsque sa longue expérience sembla lui faire rapporter l'honneur des projets & de leur conduite. L'Amour de la gloire dicta au Monarque le choix des Successeurs de Louvois & de Colbert. Il le fit s'applaudir de leur inexpérience , & souhaiter que toute l'Europe connût qu'il cherchoit moins en eux des Aides , que des Instrumens.

Lorsque trente années du règne le plus brillant l'eurent rendu la meilleure tête de son Conseil , il voulut que , jusqu'aux événemens de la guerre , tout lui fût rapporté sans partage : déjà il étoit persuadé que l'exécution ne demandoit que de l'obéissance. De là cette subite décadence du Militaire François , après la mort * du dernier des Généraux formés par Turenne & Condé. La Cour ne chercha plus que les qualités du Courtisan dans ceux qu'elle mit à la tête des armées. Quelques uns , qui leur joignoient les qualités du Général , furent obligés de renoncer à les produire , ou les virent rendues inutiles , par les ordres journaliers du Cabinet, qui les captivoient.

M 3

Lvs

* Le Maréchal de Luxembourg.

Les Marchins furent préférés aux Feuquieres , les Catinats furent réduits à n'être que des machines, auxquelles les Couriers donnoient le mouvement. L'émulation s'éteignoit chez les Grands Officiers , dès qu'ils ne furent plus responsables des succès. Chacun d'eux voyant sa fortune uniquement dépendante de la Cour , se soucia peu d'en chercher l'ancienne route dans les armées. On vit des Maréchaux de France , irrités contre * un Gouverneur , qui soutenoit trop long-temps un Siège. On les entendit se plaindre de sa bravoure & de sa capacité , qui , retenant l'ennemi dans ses lignes jusqu'à l'arrière Saison, les forçoit de passer dans un Camp letemps qu'ils avoient destiné à la Cour : Ils sollicitèrent des ordres précis au brave Gouverneur de capituler ; & , ce qu'on aura peine à croire , ils les obtinrent , & les firent obéir.

Il en fut de même des Ministres, depuis la paix de Ryswick. La plupart ** n'é-

* Le Marquis de Guebriant assiégé dans Aire , par le Prince Eugène.

** Mr de Chamillard appelé par le Roi au Ministère, protesta de son peu de capacité , & il protestoit vrai. Le Roi lui répondit qu'il en acquiesçoit, & qu'en attendant il seroit son second.

n'étoient recommandables que par le choix du Roi ; & ils ne pouvoient le devenir d'avantage que par les progrès qu'ils feroient sous lui. Assurés que le Monarque ne rechercheroit pas dans leur incapacité les causes des disgraces, après avoir pris sur soi de les former & de les instruire, ils reçurent du même visage les bons & les mauvais succès. En faisant honneur des uns à leur maître, en regrettant les autres sur la fortune, il braverent avec sécurité les plaintes de la nation & le mépris des Etrangers : Leur unique affaire fut de conserver l'oreille du Roi, & les bonnes grâces de la favorite. Semblables aux subalternes d'un vaisseau, gouverné par un Pilote jaloux, ils exécutèrent la manœuvre, qui leur étoit indiquée. Mais avec trop peu d'expérience, & de hardiesse, pour oser agir de tête, ils s'en tinrent à la routine, lorsque la violence de la tourmente, ne permettant plus à leur maître de voir tout de ses yeux, l'empêcha de faire entendre ses ordres partout. Il ne fut paré ni aux choses, ni aux secousses : L'Etat, ainsi que le vaisseau, ne se sauva que par le retour du calme.

L'Histoire Politique de Louis XIV, fixe à la mort du Cardinal Mazarin le commencement de son règne; & elle donne pour causes principales de la prospérité des trente premières années, & le génie de ce Monarque, & le génie de ceux qui gouvernoient les différens Etats de l'Europe, lorsqu'il prit en main les rênes du gouvernement de son Roïaume. L'Empire avoit pour Chef* un jeune Prince inappliqué, & bigot, qui, nourri par les Jésuites dans le desir de chercher plutôt à se faire aimer des Moines, que des Nobles de ses Etats, sembloit préférer le Chapelet au Sceptre, & les processions dévotes aux revues militaires. Sa puissance étoit encore ébranlée des secousses que l'autorité de son père avoit essuïées. Son génie paroïssoit assorti à l'état de ses affaires: les plus habiles ne dévinoient point alors cette ambition si bien raisonnée, & si bien soutenue, qui fit digne à celle de Louis XIV. L'Angleterre avoit sur son trône un Prince** livré à l'amour du repos & des plaisirs: Elle étoit gouvernée par des

* Leopold Fils de Ferdinand III.

** Charles II.

des Femmes, & son Parlement, qui n'étoit remué que par de petites intrigues, ne déliberoit que sur de petits intérêts, presque toujours pécuniaires. L'Espagne, son * Souverain encore enfant, obéissoit à une Reine, dirigée successivement par un ** Confesseur, & par un Amant d'égale incapacité. Le Portugal avoit pour Roi un imbécile, † que de fréquens accès de frénésie la plus odieuse rendoient l'horreur & le mépris de ses peuples. La Suède étoit gouvernée par un Prince, plus attentif à l'établissement de son Despotisme au dedans, qu'à la réputation de ses armes au dehors. La République de Hollande étoit déchirée par deux factions, dont †† la dominante ne pouvoit accorder son intérêt avec les préjugés du peuple, & risquoit de se perdre, en suivant ce que lui dic-

toit l'intérêt actuel de la République. Telles étoit les premières têtes de l'Europe, lorsque Louis XIV, élevé dans les armes, animé d'émulation, & poussé vers la gloire par des Ministres doués des plus grands talens, commença de régner. Chacun de ses voisins étoit trop foible, pour faire digne à son ambition, aucun n'avoit ni la hardiesse, ni le desir, de lutter avec lui. Sûr de ne se pas commettre désavantageusement avec eux, il fut attentif à faire naître l'occasion de s'y commettre.

Dans ces commencemens, ou le Vieux Duc de Villeroi, le Comte d'Estrades, Lionne, & le Tellier Politiques de l'Ecole de Richelieu & de Mazarin, primoient dans le Conseil, la manœuvre du Cabinet fut admirable. L'Europe en prit le préjugé, qui subsista pendant le reste du Siècle, & sur lequel se fonda la réputation de la supériorité du Cabinet de France. Elle fut dans l'étonnement des fausses démarches de l'Angleterre, de l'Espagne, & de la Hollande, elle admira les embarras où se trouva l'Empereur; & ne cherchant point *la raison suffisante* des
uns

uns & des autres dans le génie de ceux qui étoient à la tête des affaires, elle en fit tout l'honneur aux intrigues de la France, qui en effet y eurent grand part.

Lorsque les vieux Ministres eurent fait retraite; Louis XIV, que le sentiment de sa propre capacité dégageoit avec Colbert & Louvois de la déférence qu'il avoit eu pour les premiers, se livra d'avantage à son génie & à son caractère: Son ambition devint plus hardie; & comme son courage & sa fierté lui donnoient de l'éloignement pour cette politique raisonnée, dont les finesse & les ruses semblent la ressource d'une Puissance foible & timide: Il ne vit point la supériorité de ses forces, sur laquelle Mr. de Louvois eut soin de le fixer, sans prendre la résolution de ne devoir qu'à elles la célébrité de son nom, & l'accroissement de son Roïaume. Tant que durèrent la foiblesse, la désunion, & la sécurité des autres Puissances, les plus brillans succès semblèrent avouer cette politique altière. Chaque Puissance, refusant de voir autre chose, que la disproportion de ses forces avec celles

du Monarque , fut attentive à ne point l'irriter , & se fit une étude des égards capables de se le concilier. Ainsi que les Compagnons d'Ulisse dans l'ancre du Cyclope , les Princes mesurèrent leur péril sur la distance où ils étoient du formidable voisin & ceux qui comptèrent d'être attaqués les derniers , espérèrent que la fortune fraperoit quelque coup , avant que leur tour vint. Mais quand le fameux Prince d'Orange eut , pour ainsi dire , sonné l'alarme dans toutes les Cours : Quand l'Empereur & le Pape , animés de leurs ressentiments particuliers , se furent joints à lui , pour faire sentir aux Princes la force de leur ensemble , & leur persuader une ligue ; la face des affaires fut totalement changée. La Cour de Versailles refusa de croire qu'il lui fallût changer avec les circonstances , & agir désormais sur un autre plan. Elle s'affermit dans ses premiers principes ; & cette constance , à laquelle un Ministère intéressé fit croire au Roi que sa gloire étoit attachée , fût la Source de toutes les fautes , que l'Histoire politique nous présente dans ce Règne , depuis la paix de Nimegue. *Le Conquerant,*
hors

hors de ses véritables maximes, fit nombre de fausses démarches, que le Roi fut obligé de soutenir : l'administration intérieure se sentit de l'état violent ou étoient les affaires Etrangères : les efforts, qu'il fallut faire contre l'ennemi, apésantirent le joug sur les sujets : la difficulté de paier les subsides rendit odieuse l'autorité absolue, qui les exigeoit : la Nation ne voulut plus voir que l'onereux du Despotisme ; & elle oublia que l'Etat lui étoit redevable de l'accroissement de ses forces & de son opulence, que le Royaume lui devoit l'éloignement de ses frontières, & la sûreté de ses Provinces.

Dans une Monarchie mixte, où les Loix admettent la Nation à luter avec son Roi, & partagent entr'elle & lui la Puissance législative, les plus grandes qualités, & le règne le plus brillant ne scauroient faire pardonner au Prince l'établissement du Pouvoir Arbitraire. La liberté des Peuples y est comme un patrimoine de Mineurs, qui ne peut être entamé, sans l'injustice la plus criante, envahi, sans la plus odieuse usurpation. Si les Anglois ont convaincu Jaques II. d'avoir médité cet
atten-

attentat, c'est avec raison qu'ils lui ont fait vuider le trône.

Dans une Monarchie pure, ou le Souverain, dépositaire de l'une & l'autre puissance, est un père de famille, qui ne doit recevoir que de son Cœur & de sa raison la règle de sa conduite, & qui n'est comptable qu'à Dieu du Gouvernement de sa maison, le Prince ne peut, sans foiblesse, entendre à aucun partage de son autorité : Il doit tenir pour des usurpations, qu'il est de son devoir de reclamer, tous les démembrements qui en ont été faits ; & la possession, qu'on lui allègue, ne doit être à ses yeux qu'un abus, qu'il lui appartient de corriger.

Le Cardinal Mazarin n'avoit pas profité, autant qu'il le pouvoit, pour le raffermissement de l'autorité Roïale, du bonheur des armes du Roi depuis la retraite du Prince de Condé chez les Espagnols. Sa timide politique avoit même appréhendé de trop tenter, en préparant les voies au jeune Monarque ; & dans ses derniers avis, il lui recommanda autant de circonspection sur le péril, que d'avidité pour la gloire de la réforme. Lorsque ce Ministre
mou-

mourut, la Cour s'allarmoit encore du mécontentement des Princes & des Grands, des plaintes du Parlement, & des murmures du Peuple de Paris. Elle n'osoit rien refuser aux premiers; & elle craignoit également de heurter le Second, & de choquer le dernier. Louis XIV régna par lui même environ un an, avant que de s'être mis au dessus des fraïeurs du Cardinal Mazarin. Mais après que le silence respectueux de tous les ordres du Roïaume sur la disgrâce de Mr. Fouquet lui eut fait honte de ses précautions & de ses craintes, il résolut de secouer jusqu'à l'ombre de la dépendance. Persuadé *qu'il devoit pouvoir tout ce qu'il voudroit*, il mit aux plus grandes épreuves l'obéissance des Princes & des Grands, la docilité du Parlement, & la soumission du Peuple de Paris. Le succès répondit à ses vœux: L'autorité Roïale recouvra toute sa supériorité, la volonté du Roi fut la loi suprême du Roïaume.

Ce n'est que sur l'usage de son Despotisme que l'Histoire est défavorable à Louis XIV. La fuite & l'expulsion de tant de Sujets laborieux, qu'il réduisit

duisit à la nécessité d'aller porter chez l'Etranger les Arts & l'industrie, qui faisoient la richesse de l'Etat : Ces longues guerres, qui tinrent toutes les forces du Roïaume perpétuellement tendues, l'entretien continuel de ces nombreuses armées, qui enlèvent aux Villes leurs Artisans, leurs Cultivateurs aux Campagnes : L'animosité de ces deux factions odieuses, qui ont versé jusques dans les esprits du petit peuple, le poison des haines ecclésiastiques ; ce sont là des effets du Pouvoir Arbitraire, qui forcent à gémir sur son établissement. Mais loin que l'établissement lui même soit un grief contre Louis XIV : l'amélioration du Roïaume, & la gloire du Règne, étoient attachées au succès de ce grand projet.

Dequoi la Nation Françoisse étoit elle capable au dedans & au dehors, tant que les Princes & les Grands, accrédités dans les Provinces, pourroient se flater de faire entrer les peuples dans leurs mécontentemens : tant que, se faisant un jeu de leurs liaisons avec l'Ennemi de l'Etat, ils oseroient espérer de réduire leur Souverain à capi-
tuler

trier avec eux ? De quoi la Nation étoit-elle capable , tant que le Parlement de Paris , Substitut de la Création des Rois pour l'administration de la Justice distributive , voudroit entrer en part de l'administration des affaires étrangères , & intérieures de l'Etat , fixer les Subsidés & les impôts , connoître de leur levée , & de leur emploi , & marquer aux peuples le terme de leur obéissance ? Tant que le Peuple de la Capitale , fier d'avoir son Roi dans ses murs , verroit un otage dans sa personne , & oseroit espérer de le forcer à révoquer ses ordres , en faisant naître le péril auquel leur exécution l'exposeroit ?

Tel étoit l'étrange bouleversement , qu'une Régence foible avoit renouvelé , que le Roi avoit la plus petite portion de l'autorité Royale déchirée. Sur le refus de quelque faveur de la Cour , un Grand se retiroit dans son Gouvernement , ou il levoit du monde sous le nom du Roi , pour faire la guerre au Roi. Il se donnoit à la Noblesse pour celui de leur corps sur lequel la Cour essayoit son dessein d'abaisser l'ordre entier. Les Gentils-
hom-

282 HISTOIRE POLITIQUE

hommes, flatés de l'entendre reconnoître * qu'il n'y avoit qu'un ordre de noblesse dans le Roïaume, faisoient leur querelle de la sienne; & la Cour, pour étouffer la rebellion, étoit obligée de récompenser le rebelle.

Le Parlement de Paris, qui n'eut jamais de droit permanent ** que la pri-

* Les Ducs Pairs & non Pairs produisirent un Mémoire aux Etats de la Ligue. Ils demandoient que la Noblesse de France formât désormais deux ordres, celui de la haute, & celui de la basse Noblesse. Ils furent siffés de la Nation, comme les Gens de Robbe, qui demandèrent à faire un Ordre particulier entre celui de la Noblesse, & le Tiers Etat.

** Le Parlement est de la création de Philippe le Bel, qui créa celui de Toulouse un an après. Il n'observa point d'autres formalités que Charles VII dans la création de celui de Grenoble, & de Bourdeaux, que Louis XII. dans la création de ceux de Metz, & de Pau, que Louis XIV. dans la création de ceux de Besançon & de Douai. L'autorité de tous ces Parlemens est la même, dans un district plus ou moins vaste. Le Chancelier de l'Hopital montra que les Parlemens de France étoient égaux. Il déterminâ le Conseil de Charles IX. à préférer le Parlement de Rouen à celui de Paris pour l'acte de la Roiau.

primauté d'âge , entre les autres Parlemens de France, & qui ne tient celle de rang que du séjour ordinaire des Rois dans le territoire de son ressort, s'étoit conservé, * jusqu'au règne de Henri II, dans la Sphère, que son institution lui marquoit. Pendant les défordres des Règnes de François II, Charles IX, & Henri III, il avoit profité de l'ambition des Guises, pour usurper de la supériorité. Ainsi qu'une Cour pointilleuse charge son ancienne éti-

Roiauté le plus éclatant. Ce fut à Rouën que ce Prince tint son lit de Justice, pour la déclaration de la Majorité. La prétention de la prééminence du Parlement de Paris n'est pas autrement fondée que l'eut été celle des Romains qui avoient leurs Maisons voisines du Champ de Mars, sur ceux qui demeuroient sur le Mont Palatin, ou près du Capitole.

* Lors que Louis XI, selon l'engagement, qu'il en avoit pris avec les chefs de la ligue du bien public, voulut se former un Conseil, il en prit les membres dans l'Université, & la Bourgeoisie de Paris, il n'y appella point de gens du Parlement. La raison en étoit que les Ligués avoient voulu qu'il se choisit des Conseillers du milieu de la Nation, & que les Gens du Parlement, ayant Commission de lui, étoient censés de sa Cour.

étiquette d'une politesse extraordinaire, qu'on lui aura faite par égard pour les circonstances : Il s'étoit fait un titre de la déférence, que Catherine, & après elle Marie de Medicis, lui avoient marquée; & il avoit osé, pendant la minorité de Louis XIII, prendre la qualité de *Tuteur des Rois*. Humilié sous le Ministère du Cardinal de Richelieu, qui mourut avant que de l'avoir dompté, il rentra, sous la Régence d'Anne d'Autriche, dans les anciennes usurpations, qu'il donna pour des droits. Remué par les intrigues du Coadjuteur, animé par un intérêt particulier, & enhardi par la foiblesse d'un Ministre universellement haï, il forma de nouvelles prétensions. Chaque Président, chaque Conseiller, appelé à sa charge, pourvu de sa charge, conservé dans sa charge, par le choix, par la faveur, par le bon plaisir du Roi, s'estima un Tribun, ou tout au moins un Député du Peuple; & tous ensemble, avec autant de raison qu'un Curé qui s'égalerait au Pape, parce que le nom de Prêtre lui est commun avec lui, ils se plurent à croire qu'un des dix Parlemens de

Fran-

France avoit les mêmes droits, & les mêmes prérogatives que le Parlement d'Angleterre : Les Commissaires subdélégés du Roi auprès du Peuple se donnèrent pour les Représentans de la Nation. La nouvelle de la mort Tragique de Charles I. les dégouta du parallele : ils s'en tinrent offensés, * & s'en plainquirent ; Mais il étoit fondé sur leur conduite ; & c'étoit leur faire grace ** d'établir la parité.

Les

* Le Cardinal Mazarin ayant comparé le Parlement de Paris à celui de Cromwel, les chambres assemblées firent des plaintes de cette injure, & demandèrent réparation, que le Cardinal esquiva, en biaisant sur le sens de son expression.

** Peu de personnes à Paris admettront la parité entre la conduite du long Parlement, qui précipita le malheureux Charles I. du trône, & celle du Parlement de Paris, qui réduisit Louis XIV, mineur, à assiéger sa Capitale. Pour établir ce parallele, il n'est besoin que d'opposer les actes les plus frapans des deux Compagnies.

De concert avec la Chambre des Pairs, la Chambre des Communes demanda en 1640. à Charles I, qu'il déclarât que les deux Chambres ne pouroient être cassées, que de leur consentement ; & elles l'obtinrent.

Le

Les deux Chambres à Westminster étoient les Etats Généraux de la Monarchie : c'étoit la Nation entière, dans les

Le Parlemont de Paris , après avoir donné le fameux arrêt d'*Union* , demanda , & obtint pareillement de la Régente , la permission de continuer ses assemblées générales , aussi long-temps , qu'il le jugeroit à propos. Une différence bien remarquable, c'est que le Parlement de Paris commença par ce coup hardi ; & que les deux Chambres ne l'osèrent frapper , qu'après avoir été assurées du succès, par la foiblesse du Roi sur plusieurs articles de moindre importance.

Les deux Chambres pressèrent le Roi de leur commettre l'instruction du procès de ses Ministres ; & elles n'en furent point refusées. Le Parlement de Paris exigea de la Régente qu'elle lui remit à informer celui de tous les Intendans de Province , qu'elle lui en laissât le Jugement ; & il ne se laissa fléchir , que par la suppression de l'Office.

Les Chambres de Westminster condamnèrent le Lord Strafford au dernier supplice , après l'avoir fait comparoitre à la barre , après l'avoir entendu dans ses défenses ; & elles obligèrent le Roi à faire exécuter leur Sentence.

Le Parlement de Paris , sans aucune des formes de justice , proscrivit le Cardinal Mazarin , força la Régente de confirmer l'arrêt par des déclarations solennelles.

Les Chambres voulurent que désormais le Roi reçut d'Elles ses Ministres ; & elles eurent

les Députés de son choix, qui opposoit les loix à des usurpations, qu'il lui appartenait de réprimer, à une mauvaise administration, qu'elle avoit droit de cor-

satisfaction. Le Parlement de Paris, excluant du Ministère les Amis & les Fauteurs du Cardinal Mazarin, après l'avoir prescrit lui même, ôtèrent à la Régente le pouvoir de remplir son Conseil à son choix.

Les Chambres demandèrent au Roi qu'il renoncât au droit de bannir, & d'emprisonner, sans en découvrir les causes; & elles l'obtinrent. Le Parlement de Paris, après que Mr. de Chavigny eut été arrêté, extorqua de la Régente un Edit, par lequel le Roi s'engageoit à ne point tenir de Prisonnier d'Etat plus de vingt quatre heures en prison, sans lui faire instruire son procès par les Parlements ses juges naturels.

Les Chambres voulurent que Charles renoncât aux impôts qui se levoient de son ordre. Le Parlement de Paris obligea la Régente à cesser absolument la levée de tous ceux, dont il n'avoit pas passé & vérifié les Edits. Enfin les Chambres tinrent Charles prisonnier dans son Palais. Le Parlement de Paris fit faire une garde exacte aux portes de la Capitale; & empêchant d'en sortir la Régente, qui n'y croïoit pas le Roi en sûreté, il leur fit du Palais Royal une véritable prison.

Ici finit la liberté des Chambres. C'est aussi à peu près là que finit, mais dans un autre sens, celle du Parlement de Paris.

corriger. Le Parlement de Paris n'a que le nom de commun avec cette assemblée Nationale : Il est une Cour de Justice , sans aveu du Roi & de la Nation pour toute autre fonction que le jugement des Procès particuliers ; & il osoit s'arroger * plus que jamais ne prétendirent les Etats Généraux , dans les tems de leur plus grande influence. On le vit attaquer une administration approuvée , & défendue par la plus nombreuse partie des Pairs , jointe aux premiers Princes du Sang. Tandis que les Loix , & l'usage constant du Roïaume , n'admettent pas pour portion du Suffrage du Tiers Etat l'unanimité de toutes les Cours Souveraines de France, celle de Paris qui n'étoit avouée que de deux autres, ** réveillées, comme elle, sur l'intérêt public par leur intérêt particulier , osa faire contre poids à l'autorité

* Les Etats Généraux n'eurent , & ne prétendirent jamais avoir que le droit de remontrance. Le Roi recevoit leurs Cahiers , & les répondoit selon son bon plaisir.

** Le Parlement de Paris ne se déclara contre la Cour que sur la retenue de ses appointemens. Ceux de Rouen & d'Aix lui demandèrent l'union, pour la suppression du Semestre , que la Cour vouloit établir chez eux.

torité Roïale, la balancer toute entière, & enfin la forcer de céder.

Depuis les troubles de la Ligue, ou Paris, sous le Gouvernement des Seize, & du Duc de Mayenne, avoit vû l'ombre d'une République, l'esprit de mutinerie & d'indépendance couvoit parmi le peuple de cette Capitale. La douceur du Règne de Henri IV ne lui fournit point jour à éclater : Il auroit été soumis par lassitude, s'il ne l'eut pas été par raison. Pendant la Régence de Marie de Medicis, ou la dissipation du trésor du feu Roi suppléoit à la modicité des impost, on ne lui demanda que ce qu'il étoit déjà accoutumé de donner ; & il demeura dans le devoir. Le Cardinal de Richelieu appuya sur son joug ; & il l'auroit secoué, si ce Ministre, incapable de foiblesse, ne le lui eut appesanti au delà même de ses forces. Réduit à des murmures & à des plaintes, il se prit d'affection pour le Parlement, qui les porta plus d'une fois au pié du trône : Les fréquentes Remontrances de cette Compagnie établirent si bien dans l'esprit des Parisiens, qu'elle n'avoit point d'intérêt plus précieux que le leur, qu'insensibles au Despotisme, que les

principaux * Membres s'argeoient sur eux, ils étoient disposés à suivre & à soutenir le Corps entier envers, & contre tous.

L'abaissement des Princes & des Grands, la réduction du Parlement, & l'humiliation du Peuple de Paris, étoient également essentiels au rétablissement de l'autorité Roïale; & ces grands coups se pouvoient frapper, sans porter atteinte aux libertés de la Nation, que le Gouvernement Gothique ne distingnoit, au nom près, des Peuples les plus chargés du Despotisme, que par la multitude de ses oppresseurs. Louis XIV les mesura avec toute la sagacité, & les porta avec tout le succès imaginables. Les Princes furent fixés à la Cour par l'ordre précis du Monarque : Les Grands y furent attachés par les charges, dont le nombre, les revenus, & les prérogatives, furent augmentés : La Noblesse la plus riche y fut attirée par la magnificence des fêtes & des Spectacles, par l'espoir des bénéfices & des emplois militaires : Elle y fut retenüe par la profusion des titres, qui l'égalöient aux anciens Courtisans.

* Chaque Président faisoit emprisonner & élargir de sa propre autorité.

tifans. Le goût du faste & du luxe, l'appas du Marquisat, firent abandonner la Province à ces fiers Gentilshommes, qui jusqu'alors n'avoient rien connu de plus flateur que le droit de gourmander leurs Païsans. Le Roi multiplia ses Officiers répandus dans le Roïaume : Ils y exercèrent, ils y étendirent son autorité sans contradiction : bientôt les Provinces ne sçurent plus, que par les Almanachs, le nombre des Princes du Sang, & le nom de leurs Gouverneurs. Ces anciens ennemis de la Cour regardèrent comme un châtiment d'en être éloignés : le Roi fut le Chef & le Maître de toute sa Noblesse.

La diminution * du prix, & l'augmentation du nombre des Offices du Parlement, firent décheoir ses Membres de la considération où ils étoient : La création d'un Magistrat de Police lui enleva la source de son crédit chez le petit peuple : le peu d'égard, que le Roi eut pour ses remontrances, fit tomber l'affection qu'elles lui avoient acquise. Ainsi que la suppression des Edits, que les Chambres s'étoient opiniâtrées à rejeter, avoit autrefois fait mépriser l'autorité qui les promulguoit ; la fermeté de la Cour fit mépriser les intercesseurs, dont l'intercession n'avoit aucune efficace. Pendant le reste du Règne de Louis XIV, le Parlement n'essaya point impunément d'étendre la Sphère, ou il venoit d'être

* Par Exemple, la charge de Procureur Général fut vendue par Mr. Fouquet 1400 mille francs, qui font près de trois millions d'aprésent. Elle en valoit 1800 mille. Le Successeur de l'acheteur l'eut pour moins de cent cinquante mille Ecus.

d'être resserré ; & le Monarque , en transférant son séjour à Versailles , ôta pour jamais à cette ambitieuse Compagnie les moyens de soutenir aucune irruption. Pour un Architecte, la perfection du Louvre étoit une entreprise bien plus digne de Louis XIV que la construction du Château de Versailles. Mais , aux yeux d'un Politique éclairé, ce dernier édifice est un monument immortel de la Sagesse & de la pénétration de ce Prince. Paris , qui vit les Courtisans , & les Membres des Conseils, conserver leurs Hôtels dans son enceinte , ou en bâtir de nouveaux ne sentit point qu'il perdoit son Roi , & avec lui tout ce qui rendoit son Peuple redoutable à la Cour. C'est à cette transplantation que la France doit , & l'égalité qui est entre la Capitale & ses autres Villes , & la paix interne , qui a mis ses Rois en état de tout entreprendre pour l'accroissement de ses forces & de son opulence. L'Historien du Siècle de Louis XIV a manqué ces grands traits dans le portrait du Monarque. C'étoit le Roi qu'il devoit offrir à ses Lecteurs comme * *Grand en tout genre*. Tant de magnifiques établissemens , & de superbes travaux , pour le Militaire de terre & de Mer , pour le commerce , les Sciences & les Arts , pour l'éducation de la Noblesse & du Peuple , pour la sûreté du Roïaume , pour l'aisance de ses habitans , appartiennent à l'Histoire civile de ce Règne ; & c'est par eux que Louis XIV est au dessus de la plus part de ses Prédécesseurs : C'est par eux qu'il a mérité que la Nation lui passe les fautes du Conquérant.

Fin de la Première Partie.

* Paroles de Volt. dans le I. T. du Siècle.